

AUTUMN 2025 // EB 104.2

DG COMM // UNITÉ D'EUROBAROMÈTRE ET DE SURVEILLANCES

PARLEMENT EUROPÉEN

EUROBA

ROMETRE

ENQUÊTE SUR L'AUTOMNE 2025

PARLEMETER



Parlement européen

IMPRESSUM

Le rapport a été rédigé pour le Parlement européen par Verian Belgium.

Responsable

Nicolas LE POLAIN DE WAROUX, chef d'unité

AUTORITÉS DE CONTRIBUTION

Dimitra TSOULOU MALAKOUDI, chef de projet

Monika ALPOEGGER

Filip TILJAK

Olaf ZÜHLKE

PRODUCTION

Katarzyna ONISZK

DESSIN GRAPHIQUE

Cesare PINZUTI

VERSION LINGUISTIQUE

Original : EN

À PROPOS DE L'ÉDITEUR

Ce document a été publié par l'unité Eurobaromètre et enquêtes de la direction de la sensibilisation (DG COMM) du Parlement européen.

Pour contacter l'unité, veuillez écrire à: dgcomm-esbu@europarl.europa.eu

Manuscrit achevé en janvier 2026

Bruxelles, © Union européenne, 2026

DÉCLARATION

Les opinions exprimées dans le présent document relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

La reproduction et la traduction à des fins non commerciales sont autorisées, moyennant mention de la source, notification préalable au Parlement européen et envoi d'une copie.

Table des matières

10 clés à emporter.....	5
RÉSUMÉ.....	8
MÉTHODOLOGIE.....	16
CONTEXTE.....	19
1. PERSPECTIVES SUR L'AVENIR.....	25
Perspectives sur l'avenir du monde.....	26
Perspectives sur l'avenir de l'Union européenne.....	30
Perspectives sur l'avenir du pays.....	35
Perspectives sur son propre avenir et celui de sa famille.....	39
2. PRÉOCCUPATIONS PUBLIQUES SUR LES RISQUES DE SÉCURITÉ.....	44
Préoccupations liées à la sécurité et à la sûreté.....	44
Communication et préoccupations liées à la société.....	59
3. FAVORISER LES DÉFIS MONDIAUX.....	75
Rôle de l'UE dans la protection des citoyens de l'UE.....	75
Faire face aux défis mondiaux.....	80
Aspects prioritaires pour renforcer la position de l'UE dans le monde.....	87
Faire face aux défis mondiaux et à l'adhésion à l'UE.....	94
4. PRIORITÉS DES CITOYENS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN.....	98
Priorités des citoyens pour le Parlement européen.....	98
Changements attendus du niveau de vie.....	107
Valeurs que le Parlement européen devrait défendre en priorité.....	113
Satisfaction à l'égard de la démocratie.....	119
5. LES ATTITUDES DES CITOYENS VERS L'UE ET LE PE.....	127
Image du Parlement européen.....	127
Rôle du Parlement européen.....	132
Image de l'Union européenne.....	136
L'adhésion à l'Union européenne.....	140
CONCLUSION.....	145
Commentaires.....	146
SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	148
Mode d'entretien par pays.....	150
Marges d'erreur.....	151



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobarometer» [n'existait qu'en](#) anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontakto \(europokune.eu\)](mailto:kontakto@europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

10 clés à emporter

Union européenne, avenir plus fort

Les citoyens veulent que l'Union européenne agisse avec unité et ambition. 89 % des répondants affirment que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels et 86 % souhaitent que l'UE ait une voix plus forte au niveau international.

Une UE qui protège

66 % des Européens souhaiteraient que l'UE joue un rôle plus important pour les protéger contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité. Ils considèrent la défense et la sécurité (40 %), la compétitivité, l'économie et l'industrie (32 %), ainsi que l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures (29 %) comme des domaines clés pour renforcer la position de l'UE dans le monde.

Adhésion à l'UE: hautement valorisé

Une majorité forte et croissante de citoyens pensent que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose (62 %), soit une augmentation de deux points depuis la dernière question posée en février/mars 2024.

Inquiétudes au sujet de la sécurité

Une majorité d'Européens se disent «très préoccupés» par une série de questions, telles que les conflits actifs et les guerres à proximité de l'Union européenne (72 %), le terrorisme (67 %), les catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique (66 %) et les cyberattaques en provenance de pays tiers (66 %).

Inquiétudes sur l'espace numérique

Les citoyens se disent très préoccupés par la désinformation (69 %), les discours de haine (68 %), les contenus trompeurs créés par l'IA (68 %), la protection des données à caractère personnel en ligne (68 %) et les menaces à la liberté d'expression (67 %), entre autres.

Économie & sécurité: principaux problèmes

Les Européens souhaitent que le Parlement européen donne la priorité à la lutte contre l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie (41 %), suivi de l'économie et de la création d'emplois (35 %) et de la défense et de la sécurité de l'Union (34 %). La proportion de répondants appelant à mettre l'accent sur l'économie et la création d'emplois a augmenté de cinq points depuis mai 2025.

Paix & démocratie: valeurs supérieures

Les Européens estiment que le Parlement européen devrait accorder la priorité à la paix (52 %) et à la démocratie (35 %), ainsi qu'à la liberté d'expression et de pensée (23 %) et à la protection des droits de l'homme dans l'Union et dans le monde (22 %).

E U & Image EP affectée par le contexte global

La perception qu'ont les citoyens de l'Union et du Parlement européen s'est légèrement affaiblie depuis mai 2025, mais reste forte au cours des deux dernières décennies. 49 % (-3 pp) des répondants ont une image positive de l'Union européenne et 38 % (-3 pp) ont une image positive du Parlement européen.

Verre à moitié vide?

Une majorité de répondants se disent pessimistes quant à l'avenir du monde (52 %), tandis que 39 % sont pessimistes quant à l'avenir de l'UE et 41 % sont pessimistes quant à l'avenir de leur pays. Pourtant, plus des trois quarts des Européens (76 %) sont optimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille.

Verre à moitié plein pour les jeunes

L'optimisme sur l'avenir prévaut à tous les niveaux chez les 15-30 ans. En effet, une majorité de jeunes Européens sont optimistes quant à l'avenir du monde (50 %), de l'UE (65 %), de leur pays (60 %) et de leur propre avenir et de celui de leur famille (80 %). Ils expriment également leur ferme soutien à une Union européenne unie et ambitieuse.

RÉSUMÉ

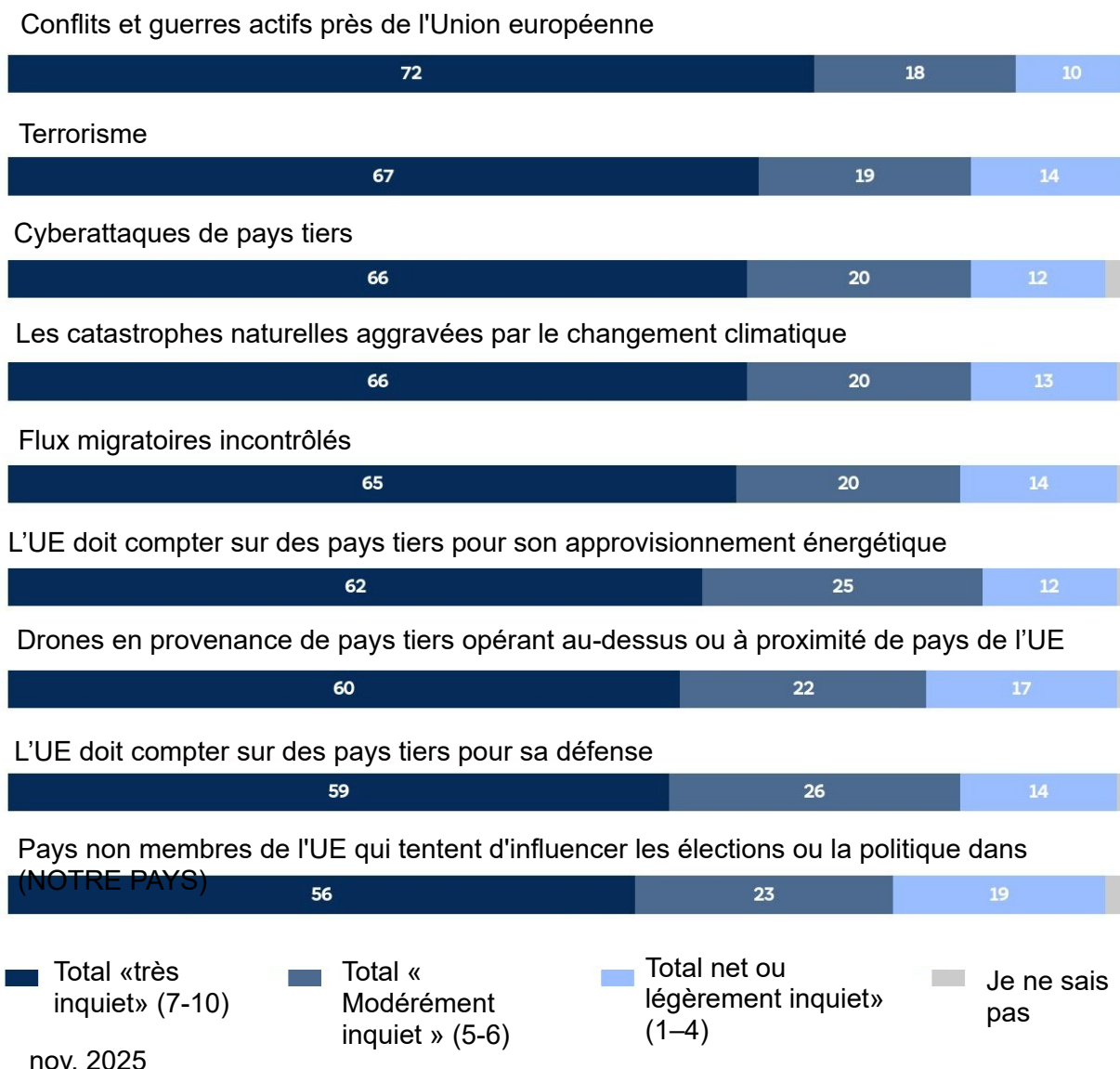
RÉSUMÉ

Dans un contexte mondial en mutation rapide et difficile, les citoyens souhaitent que l'Union européenne agisse avec unité et ambition. La défense, la sécurité et l'économie sont des priorités essentielles pour renforcer l'UE tant au niveau national qu'international. Les Européens sont particulièrement préoccupés par les questions de sécurité, telles que les conflits et les guerres en cours, ainsi que par les questions sociétales et numériques, y compris la désinformation, la protection des données en ligne et les contenus trompeurs créés par l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, les citoyens européens souhaiteraient que l'UE joue un rôle plus important dans leur protection. L'adhésion à l'UE continue d'être considérée comme précieuse par une grande majorité d'Européens et l'image positive de l'UE reste élevée, même si elle a légèrement diminué au cours des derniers mois. Les résultats de l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2025, menée auprès de 26 453 citoyens de l'UE en novembre 2025 dans tous les États membres, indiquent un appel à l'action pour une UE plus forte dans le contexte international actuel. En particulier, les jeunes attendent beaucoup du rôle de l'UE et continuent d'être parmi les plus fervents partisans du projet européen.

Préoccupations profondes concernant les questions liées à la sécurité, à la société et au numérique

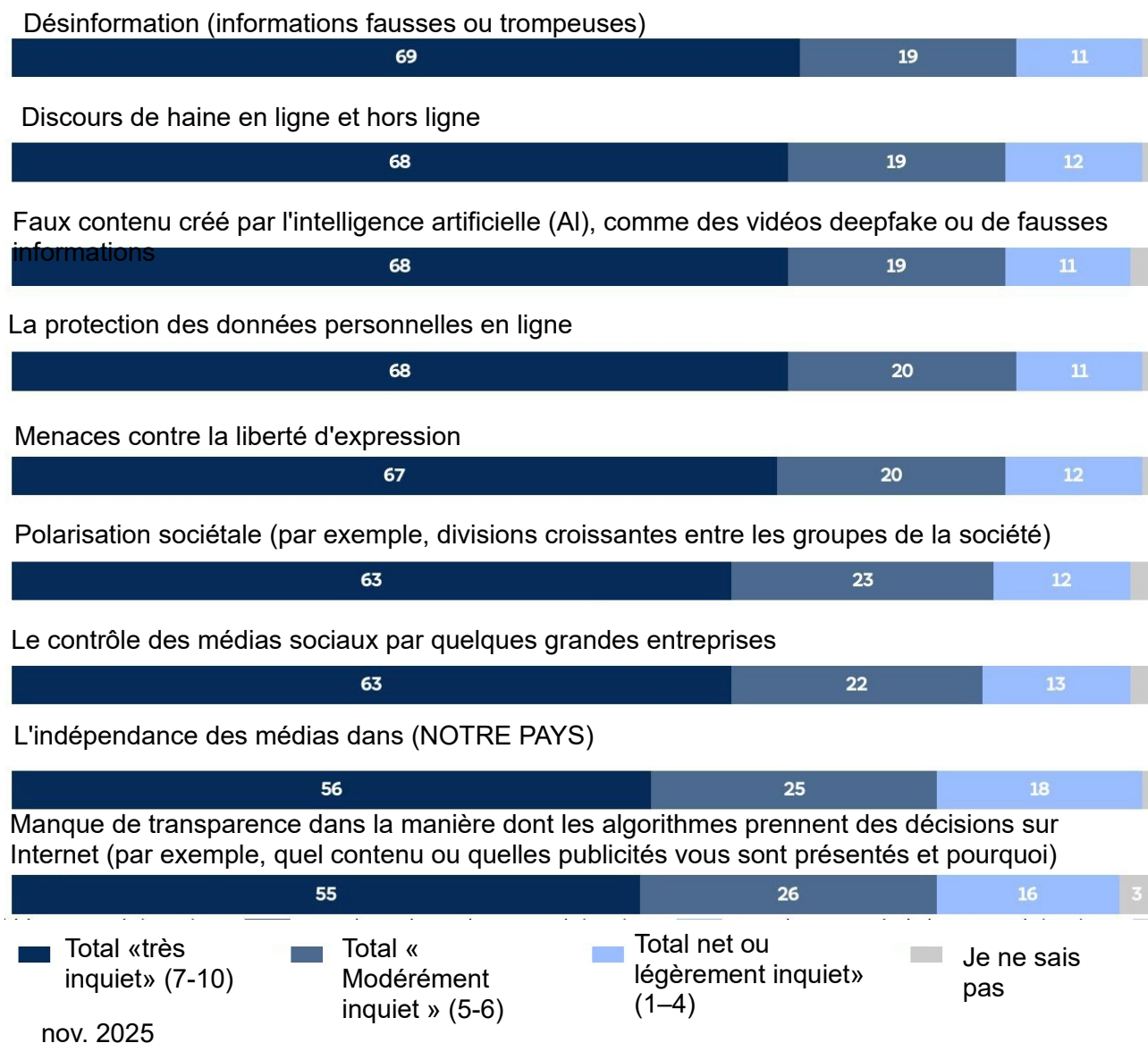
La majorité des Européens se disent «très préoccupés» par une série de questions liées à la sécurité et à la sûreté, à commencer par les conflits actifs et les guerres à proximité de l'Union européenne (72 %). Viennent ensuite le terrorisme (67 %), les catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique (66 %), les cyberattaques en provenance de pays tiers (66 %) et les flux migratoires incontrôlés (65 %). Dans l'ensemble, au moins les trois quarts des citoyens expriment une préoccupation forte ou modérée à l'égard de chacun des neuf problèmes de sécurité et de sûreté testés dans le cadre de l'enquête.

QA11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. (UE-27) (%)



En ce qui concerne les domaines de la communication, de la société et de la sphère numérique, les citoyens se déclarent très préoccupés par la désinformation (informations fausses ou trompeuses) (69 %), les discours de haine en ligne et hors ligne (68 %), les faux contenus créés par l'intelligence artificielle (IA), tels que les vidéos deepfake ou les fausses informations (68 %), la protection des données à caractère personnel en ligne (68 %) et les menaces pour la liberté d'expression (67 %). À cet égard, plus de huit répondants sur dix dans l'ensemble de l'UE sont très ou modérément préoccupés par les neuf questions énumérées.

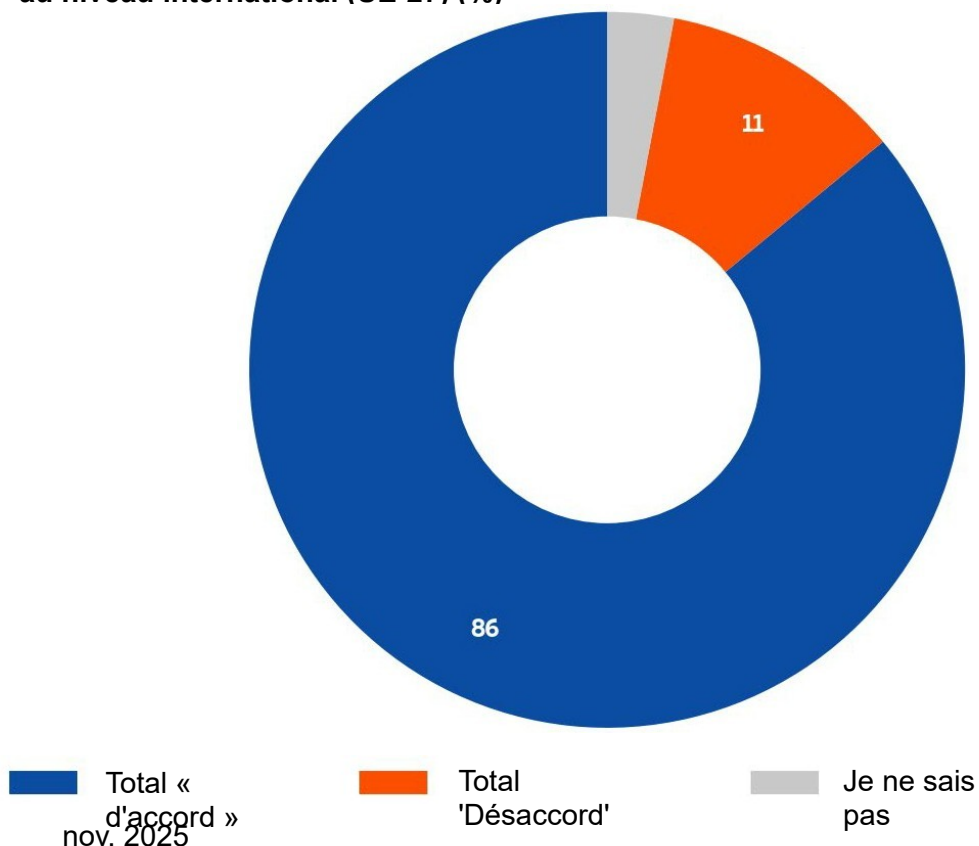
QA12 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. (UE-27) (%)



Les Européens veulent une Europe unie, forte et protectrice

Dans le contexte de ces préoccupations externes et internes, la plupart des citoyens souhaitent que l'UE joue un rôle actif pour assurer leur sécurité et défendre les valeurs fondatrices du projet européen. 66 % des Européens souhaiteraient que le rôle de l'UE pour les protéger contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devienne plus important, et 86 % estiment que l'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international.

QA7.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? L'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international (UE-27) (%)



En outre, 89 % estiment que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels, tandis que 73 % sont d'accord avec le fait que l'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels.

L'économie et la défense prennent de plus en plus d'importance

Des enquêtes Eurobaromètre précédentes ont déjà montré que la sécurité/défense extérieure et l'état de l'économie étaient les deux sujets les plus importants pour les citoyens, ce que confirment à nouveau les résultats de cette enquête. Les répondants affirment que, pour renforcer sa position dans le monde, l'UE devrait se concentrer principalement sur la défense et la sécurité (40 %), la compétitivité, l'économie et l'industrie (32 %), ainsi que sur l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures (29 %). Ce sont également les principales tâches sur lesquelles les citoyens souhaitent que le Parlement européen se concentre: inflation, hausse des prix et coût de la vie (41 %), économie et création d'emplois (35 %) et défense et sécurité de l'UE (34 %). Alors que la plupart des sujets connaissent une évolution stable par rapport à mai 2025, trois changements se distinguent: la part de la santé publique a augmenté de huit points de pourcentage, tandis que celle de l'économie, de la création d'emplois, de l'environnement et du changement climatique a augmenté de cinq points. La priorité économique peut être étroitement liée aux attentes des Européens quant à l'évolution de leur niveau de vie: une part significative de 28 % s'attend à ce qu'elle diminue, 54 % s'attendent à ce qu'elle reste la même et seulement 16 % s'attendent à ce qu'elle augmente.

QA4ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (UE-27) (%)

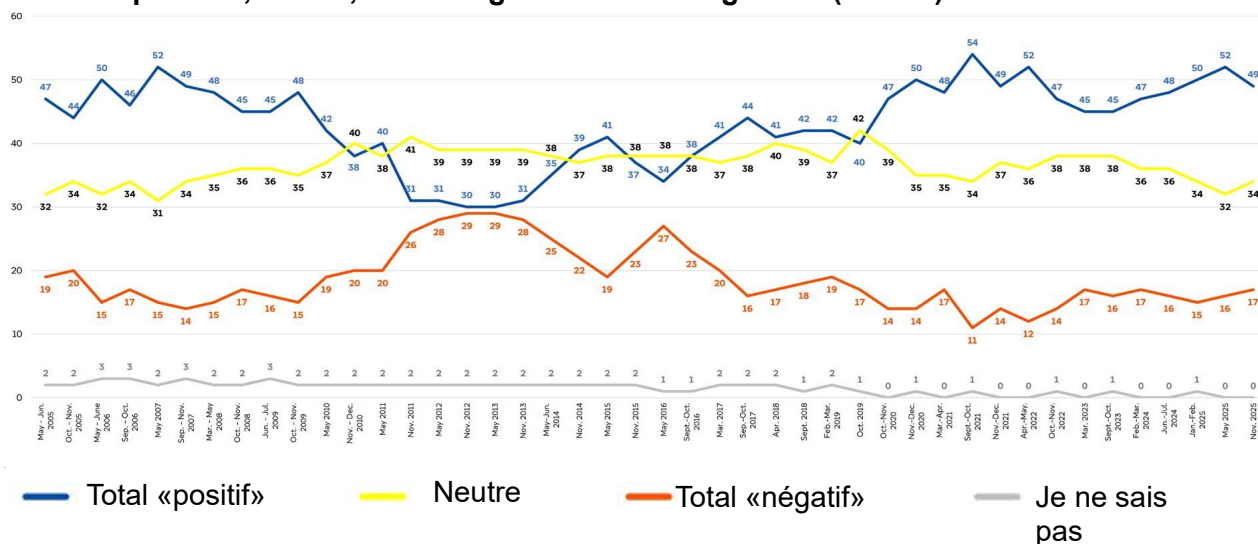


Les valeurs les plus importantes que le Parlement européen devrait défendre sont la paix (52 %) et la démocratie (35 %), suivies de la liberté d'expression et de pensée (23 %) et de la protection des droits de l'homme dans l'Union et dans le monde (22 %).

L'image positive de l'UE et du PE diminue légèrement, mais l'adhésion à l'UE reste très appréciée

Le contexte (géo)politique et la situation de polycrise persistante affectent également les points de vue des Européens sur l'adhésion de leur pays à l'Union ainsi que leur propre image de l'Union européenne et du Parlement européen. C'est précisément dans le contexte des problèmes externes et internes qui inquiètent les citoyens que la majorité d'entre eux considère l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose: 62 % le disent, ce qui représente une augmentation de deux points depuis la dernière question posée en février/mars 2024. Tout en restant à un niveau élevé en ce qui concerne les 20 dernières années, l'image positive de l'UE a légèrement diminué par rapport à mai 2025: 49% (-3 pp) des Européens déclarent avoir une image positive de l'UE, 34% (+2 pp) une image neutre et 17% (+1 pp) une image négative.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% - UE)



De même, l'image positive du PE a diminué de trois points (aujourd'hui à 38 %), tout comme l'appel à jouer un rôle plus important (aujourd'hui à 59 %, -3 pp).

Les jeunes Européens ont une vision positive de l'avenir

Les turbulences géopolitiques dans lesquelles se trouvent les Européens ont une forte incidence sur leurs perspectives, une majorité d'entre eux (52 %) se disant pessimistes quant à l'avenir du monde, 39 % pessimistes quant à l'avenir de l'UE et 41 % pessimistes quant à l'avenir de leur pays. Sur une note plus positive, plus des trois quarts des Européens (76 %) sont optimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille.

L'optimisme, cependant, dépasse le pessimisme à tous les niveaux chez les citoyens âgés de 15 à 30 ans. En effet, la majorité des jeunes Européens sont optimistes quant à l'avenir du monde (50 %), de l'UE (65 %), de leur pays (60 %) et de leur propre avenir et de celui de leur famille (80 %). En outre, les jeunes citoyens sont plus susceptibles que les citoyens plus âgés de voir l'Union européenne et le Parlement sous un jour positif: 58 % ont une image positive de l'Union (contre 49 % à 43 % dans les cohortes d'âge plus avancé) et 68 % souhaitent que le Parlement européen joue un rôle plus important (contre 58 % à 54 %). Les jeunes Européens sont également très favorables à une plus grande unité entre les États membres dans le contexte actuel (90 %), à davantage de moyens pour l'Union européenne (78 %) et à une voix plus forte de l'UE au niveau international (87 %). S'appuyant sur les résultats d'enquêtes Eurobaromètre précédentes, cette enquête met une nouvelle fois en évidence les attitudes positives des jeunes à l'égard de l'UE et leurs perspectives optimistes pour l'avenir.

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée dans cet Eurobaromètre de l'automne 2025 du Parlement européen, incluse dans la vague 104.2, est celle des enquêtes Eurobaromètre réalisées pour la direction générale de la communication (unité Eurobaromètre et enquêtes) du Parlement européen. L'enquête a été réalisée par Verian entre le 6 et le 30 novembre 2025 dans l'ensemble des 27 États membres de l'UE. 26453 entrevues ont été menées au total. Les résultats de l'UE ont été pondérés en fonction de la taille de la population dans chaque pays.

Les enquêtes Eurobaromètre sont menées en face-à-face à domicile ou à domicile, dans la langue nationale. Dans tous les pays, le CAPI (Computer Assisted Personal Interviewing) a été utilisé.

À Chypre, au Danemark, à Malte, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède, certains entretiens ont été réalisés par vidéoconférence assistée par ordinateur (CAVI). L'intervieweur administre le questionnaire au répondant à distance par vidéoconférence, où les deux parties peuvent se voir: les conditions des entretiens sont très similaires à celles du face-à-face.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, il a été demandé aux répondants s'ils accepteraient ou non de se voir poser des questions sur des questions qui pourraient être considérées comme «sensibles».

Le lecteur doit savoir que dans ce rapport, l'évolution d'un indicateur spécifique est considérée comme globalement stable lorsqu'elle varie de +/-2 points de pourcentage ou moins. Pour plus d'informations, veuillez vous référer au tableau indiqué à la page 151 pour la marge d'erreur en fonction du nombre d'entretiens.

Note : Dans le présent rapport, les pays de l'UE sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans le présent rapport correspondent à:

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	RH	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre	CY *	Suède	SE
Lettonie	LV		
Union européenne – moyenne pondérée pour les 27 États membres			UE-27
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT, HR			Zone euro
BG, CZ, DK, HU, PL, RO, SE			hors zone euro

*Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'acquis communautaire a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'UE-27.

*La Bulgarie n'était pas membre de la zone euro au moment des travaux sur le terrain en novembre 2025.

CONTEXTE

CONTEXTE

Le travail de terrain pour l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2025 du Parlement européen a été réalisé par Verian Belgium entre le 6 et le 30 novembre dans l'ensemble des 27 États membres de l'Union. Pour interpréter correctement les résultats de l'enquête, il est essentiel de prendre en considération le contexte politique et sociétal au moment du travail sur le terrain. Tous les résultats nationaux pour les questions posées dans cette enquête – et donc aussi les résultats moyens européens – doivent être considérés à la lumière de la situation et du débat public au moment du travail sur le terrain.

Guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et autres conflits

Au moment du travail de terrain pour l'Eurobaromètre de l'automne 2025, la guerre en Ukraine a continué d'influencer les attitudes du public dans l'ensemble de l'Union européenne. Le 23 octobre 2025, le Conseil de l'Union européenne a adopté le 19e train de sanctions à l'encontre de la Russie.¹ Les nouvelles mesures ciblent des secteurs clés qui alimentent l'économie de guerre de la Russie – l'énergie (y compris une interdiction progressive du gaz naturel liquéfié), la finance, le commerce et les chaînes d'approvisionnement militaro-industrielles – et élargissent la liste des personnes et entités sanctionnées. Parallèlement, en novembre 2025, des discussions étaient en cours sur l'utilisation éventuelle d'avoirs russes immobilisés pour soutenir le redressement et la défense de l'Ukraine. Dans le même temps, les dirigeants européens ont continué de s'engager à apporter un soutien substantiel à l'Ukraine, en combinant des mesures militaires, économiques et diplomatiques.² Le 17 novembre 2025, un accord majeur de coopération à long terme en matière de défense entre la France et l'Ukraine a été annoncé.³

Dans le même temps, l'annonce par le président Donald J. Trump d'un nouveau «plan de paix» pour l'Ukraine soutenu par les États-Unis, qui comprendrait des propositions de règlement négocié avec la Russie, a déclenché une vague de réactions diplomatiques en Europe. Les dirigeants européens ont souligné que tout accord de paix crédible devrait associer les parties prenantes européennes et ukrainiennes afin de préserver la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine.⁴ De nombreux gouvernements européens se sont déclarés préoccupés par le fait que des éléments de la proposition américaine, y compris des réductions potentielles des forces armées ukrainiennes et des concessions territoriales forcées, compromettraient les garanties de sécurité à long terme et ne seraient pas acceptables à moins d'une révision substantielle.

Dans ce contexte, l'automne 2025 a également vu l'Europe mettre de nouveau l'accent sur la défense et la sécurité, reflétant les préoccupations relatives aux risques stratégiques et aux menaces hybrides, y compris les prétendues attaques hybrides russes telles que les incursions de drones, le sabotage, les cyberattaques et les campagnes⁵ de désinformation. Pour relever ces défis, l'UE a poursuivi des investissements plus importants dans son industrie de la défense et ses capacités collectives. Le 25 novembre 2025, le Parlement européen a approuvé, pour la première fois, un instrument de financement spécifique à l'industrie de la défense: le programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP), doté d'un budget de 1,5 milliard d'euros pour la

1 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/10/23/19th-package-of-sanctions-against-russia-eu-targets-russian-energy-third-country-banks-and-crypto-providers/>

2 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/11/24/remarks-by-president-antonio-costa-following-the-informal-eu-leaders-meeting-of-24-november-2025-in-luanda/pdf>

3 <https://www.euronews.com/2025/11/17/ukraine-signs-deal-with-france-for-100-rafale-jets-and-air-defence-systems>

4 <https://www.euronews.com/my-europe/2025/11/22/european-pushback-trumps-peace-plan-call-it-a-draft-only>

5 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/07/18/hybrid-threats-russia-statement-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-condemning-russia-s-persistent-hybrid-campaigns-against-the-eu-its-member-states-and-partners/>

période 2025-2027.⁶ Dans le cadre de l'EDIP, 300 millions d'euros sont affectés à un «instrument de soutien à l'Ukraine», signalant un effort visant à intégrer et à soutenir la base industrielle de défense de l'Ukraine dans le cadre européen plus large de la défense technologique et industrielle. En outre, plusieurs États membres de l'UE ont également avancé ou étendu des programmes de service militaire volontaire, tels que la France⁷ et l'Allemagne⁸.

Dans le même temps, la guerre à Gaza et ses répercussions humanitaires et politiques sont devenues un thème majeur du débat public et politique dans l'UE. Le 11 septembre 2025, le Parlement européen s'est déclaré très alarmé par la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza et a appelé à la fourniture sans entrave et à grande échelle d'une aide humanitaire. Les députés ont appelé à un cessez-le-feu immédiat et permanent, à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages israéliens détenus à Gaza et à un engagement renouvelé en faveur d'une solution négociée à deux États. Tout en réaffirmant le droit d'Israël à se défendre, le Parlement souligne que ce droit ne saurait justifier une action militaire aveugle à Gaza.⁹ Le 17 novembre 2025, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé le plan de paix pour Gaza proposé par le président américain Donald J. Trump.¹⁰

Contexte économique

Au cours de la période de travail sur le terrain, la situation économique dans l'Union européenne est restée un élément important du débat public. Selon les prévisions les plus récentes de la Commission européenne, l'économie¹¹ de l'UE devrait maintenir une croissance modérée en 2025, soutenue par une stabilisation progressive de l'environnement mondial et une légère amélioration de la situation sur le marché du travail. Dans le même temps, l'inflation, bien que toujours supérieure aux normes d'avant la crise, devrait poursuivre sa trajectoire baissière. Les statistiques officielles publiées par Eurostat confirment que les taux d'inflation dans de nombreux États membres ont diminué par rapport aux pics enregistrés pendant la crise énergétique de 2022-2023¹² et que les taux de chômage restent relativement faibles et stables dans l'ensemble, bien qu'avec des variations considérables d'un¹³ pays à l'autre.

Cependant, ces perspectives économiques prudemment optimistes sont tempérées par plusieurs vents contraires importants. La persistance de taux d'intérêt élevés continue de peser sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, ce qui a une incidence sur les coûts d'emprunt et freine la demande. Le caractère abordable des logements et la hausse des prix de l'immobilier sont également restés un sujet de préoccupation publique dans plusieurs États membres. En outre, à l'approche de l'hiver, les préoccupations concernant les prix de l'énergie restent vives: alors que les coûts de l'énergie ont diminué depuis leur pic, la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie et les risques géopolitiques (notamment la guerre en cours en Ukraine et l'instabilité dans d'autres régions) continuent d'affecter les attentes des consommateurs et des entreprises en matière d'accessibilité financière et de sécurité énergétique.

Institutions de l'UE et contexte législatif au niveau de l'UE

6 <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20251120IPR31493/parliament-greenlights-first-ever-european-defence-industry-programme>

7 https://www.lemonde.fr/en/france/article/2025/11/27/france-unveils-new-voluntary-military-service_6747883_7.html

8 <https://www.euronews.com/2025/11/12/germany-inches-close-to-agreement-on-contentious-military-service-bill-but-questions-remain>

9 <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20250905IPR30185/parliament-pushes-for-gaza-aid-the-hostages-release-and-justice>

10 Résolution 2803 (2025) du Conseil de sécurité des Nations unies

11 https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-forecast-and-surveys/economic-forecasts/autumn-2025-economic-forecast-shows-continued-growth-despite-challenging-environment_en

12 <https://ec.europa.eu/eurostat/en/web/products-euro-indicators/w/2-19112025-ap>

13 <https://ec.europa.eu/eurostat/en/web/products-euro-indicators/w/3-02122025-bp>

Afin de promouvoir la résilience démocratique, la Commission européenne a annoncé son intention de créer un nouveau Centre européen pour la résilience démocratique. Cette initiative constitue un élément central du «bouclier démocratique» envisagé par la Commission, conçu pour renforcer la capacité de l'Union à lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères.¹⁴

Les négociations budgétaires ont également été un élément central de l'agenda de l'UE pendant cette période. Le 15 novembre 2025, le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord politique sur le budget de l'UE pour 2026, couvrant des priorités de dépenses clés telles que la compétitivité, la préparation et la préparation de l'Europe en matière de défense, le soutien à l'aide humanitaire et les pressions migratoires.¹⁵ Parallèlement, les discussions sur le prochain budget à long terme de l'UE se sont poursuivies, les institutions et les États membres évaluant les besoins de financement à long terme à la lumière de l'évolution des défis géopolitiques, économiques et sociétaux. Ces négociations s'inscrivent dans le cadre d'un débat plus large visant à garantir la capacité de l'UE à réagir aux crises tout en maintenant une planification financière pluriannuelle stable.

Le 13 novembre 2025, dans le cadre des mesures «omnibus» visant à stimuler la compétitivité et la prospérité de l'Union, le Parlement a approuvé la réduction des obligations de déclaration et des obligations de diligence pour les entreprises.¹⁶ Les mesures «omnibus» sont des initiatives législatives visant à réduire les charges administratives et à rationaliser les procédures dans plusieurs domaines d'action de l'UE. Elles visent à rendre les règles de l'UE plus accessibles aux citoyens, aux entreprises et aux administrations publiques, et s'inscrivent dans le cadre des efforts en cours pour améliorer l'efficacité et la mise en œuvre de la réglementation tant au niveau de l'UE qu'au niveau national.

La politique en matière d'énergie et de climat est également restée au cœur du programme législatif. Lors de la session du Conseil "Affaires économiques et financières" (ECOFIN) du 13 novembre 2025, les ministres ont tenu un débat d'orientation de fond sur la proposition de révision de la directive sur la taxation de l'énergie.¹⁷

Le 13 novembre 2025, les ministres des finances de l'UE sont convenus de supprimer le seuil de 150 euros en franchise de droits pour les importations de faible valeur, qui touche en grande partie les colis en provenance de pays tiers, afin d'uniformiser les conditions de concurrence pour les détaillants européens et de soutenir l'application des règles douanières.¹⁸

Les discussions sur la politique commerciale ont également occupé une place importante, notamment en ce qui concerne le futur accord commercial UE-Mercosur. Le 19 novembre 2025, le Conseil a soutenu un règlement mettant en œuvre des mesures de sauvegarde pour les produits agricoles dans le cadre du partenariat UE-Mercosur et des accords commerciaux intérimaires, visant à répondre aux préoccupations concernant les pressions concurrentielles exercées sur les agriculteurs de l'UE et faisant partie des délibérations en cours sur la conclusion de l'accord.¹⁹

La Commission européenne et les États membres ont également progressé dans la mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile, y compris le premier cycle annuel de gestion des

14 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_25_2660

15 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/11/15/eu-budget-for-2026-council-and-parliament-reach-agreement/>

16 <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20251106IPR31296/sustainability-reporting-and-due-diligence-meps-back-simplification-changes>

17 <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20251201IPR31698/phasing-out-imports-of-russian-gas-in-the-eu-deal-with-council>

18 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/11/13/customs-council-takes-action-to-tackle-the-influx-of-small-parcels/>

19 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/11/19/eu-mercotur-council-backs-regulation-implementing-the-safeguards-for-agricultural-products/>

migrations lancé par la Commission en novembre 2025 pour soutenir la préparation opérationnelle avant son application à la mi-2026.²⁰

Le Parlement européen a également élaboré un rapport d'initiative sur la protection des mineurs en ligne, qui a ensuite été adopté en plénière fin novembre 2025, reflétant l'attention législative portée à la sécurité numérique et aux responsabilités des plateformes.²¹

Enfin, la dynamique institutionnelle a été influencée par l'actuelle présidence danoise du Conseil de l'Union européenne. Le programme de travail de la présidence a²² donné la priorité à des questions telles que la compétitivité, la sécurité, la transition écologique et le renforcement de la résilience démocratique, et a joué un rôle de coordination pour faire progresser la législation et faciliter les négociations interinstitutionnelles au cours de l'automne 2025.

Autres événements majeurs au niveau national et international

Plusieurs événements internationaux majeurs ont eu lieu pendant ou peu de temps avant la période de travail sur le terrain, façonnant le débat public dans l'UE et influençant le contexte politique plus large dans lequel les résultats de l'enquête devraient être interprétés.

La diplomatie climatique mondiale a été un thème central à l'automne 2025 dans le cadre de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP30), qui s'est tenue à Belém (Brésil) du 10 au 21 novembre 2025. Le 21 octobre 2025, l'Union européenne a adopté sa position en vue de la COP30, réaffirmant son engagement de longue date en faveur d'un leadership international en matière de climat et de l'alignement de l'action mondiale sur les objectifs de l'accord de Paris.²³ Dans le même temps, les débats au sein de l'Europe se sont poursuivis en ce qui concerne l'équilibre entre l'ambition climatique et la compétitivité économique.

Le sommet du G20, organisé par l'Afrique du Sud en novembre 2025, a également contribué à façonner le contexte international. Les dirigeants des principales économies mondiales ont débattu des défis et priorités mondiaux, en mettant l'accent sur la croissance économique durable, le développement et le financement.²⁴

Parallèlement, le 7e sommet UE-Union africaine, qui s'est tenu à Luanda les 24 et 25 novembre 2025, a joué un rôle important dans le programme de l'UE en matière de relations extérieures. Le sommet a abordé les principales priorités stratégiques, notamment la paix et la sécurité, la coopération économique, les investissements dans des infrastructures durables, les partenariats en matière de migration et la collaboration en matière de transitions climatique et énergétique.²⁵

Élections

Une série d'élections nationales tenues à l'automne 2025 a façonné le paysage politique dans plusieurs États membres.

En Tchéquie, des élections législatives ont eu lieu les 3 et 4 octobre 2025. Le parti ANO 2011 a remporté le plus de sièges. Le vote a été suivi de plusieurs semaines de négociations de coalition,

20 https://home-affairs.ec.europa.eu/news/commission-launches-first-annual-migration-management-cycle-under-pact-migration-and-asylum-2025-11-12_en

21 <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20251120IPR31496/children-should-be-at-least-16-to-access-social-media-say-meps>

22 <https://danish-presidency.consilium.europa.eu/en/programme-for-the-danish-eu-presidency/priorities/>

23 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/10/21/cop30-council-sets-eu-position-for-the-climate-conference-in-belem/>

24 <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-summit/2025/11/22-23/>

25 https://www.eeas.europa.eu/delegations/african-union-au/seventh-african-union-european-union-summit_en

aboutissant à la signature d'un accord de coalition le 3 novembre 2025 entre l'ANO (Patriotes pour l'Europe), l'AUTO (Patriotes pour l'Europe) et le SPD (ESN), cette coalition représente un virage à droite dans la politique tchèque.

En Irlande, l'élection présidentielle s'est tenue le 24 octobre 2025. Alors que le bureau du président est en grande partie cérémoniel, la campagne a attiré l'attention nationale. Catherine Connolly a été élue présidente.

Aux Pays-Bas, des élections générales ont eu lieu le 29 octobre 2025. Le parti pro-européen D66 (Renew Europe) a remporté le plus de voix, devançant de justesse le radical PVV (Patriotes pour l'Europe). Aucun parti n'ayant obtenu la majorité, les pourparlers pour former un gouvernement ont commencé immédiatement et se sont poursuivis tout au long du mois de novembre 2025. Comme lors des précédents cycles électoraux néerlandais, la constitution d'une coalition devrait nécessiter de longues discussions entre plusieurs partis.

1. PERSPECTIVES SUR L'AVENIR

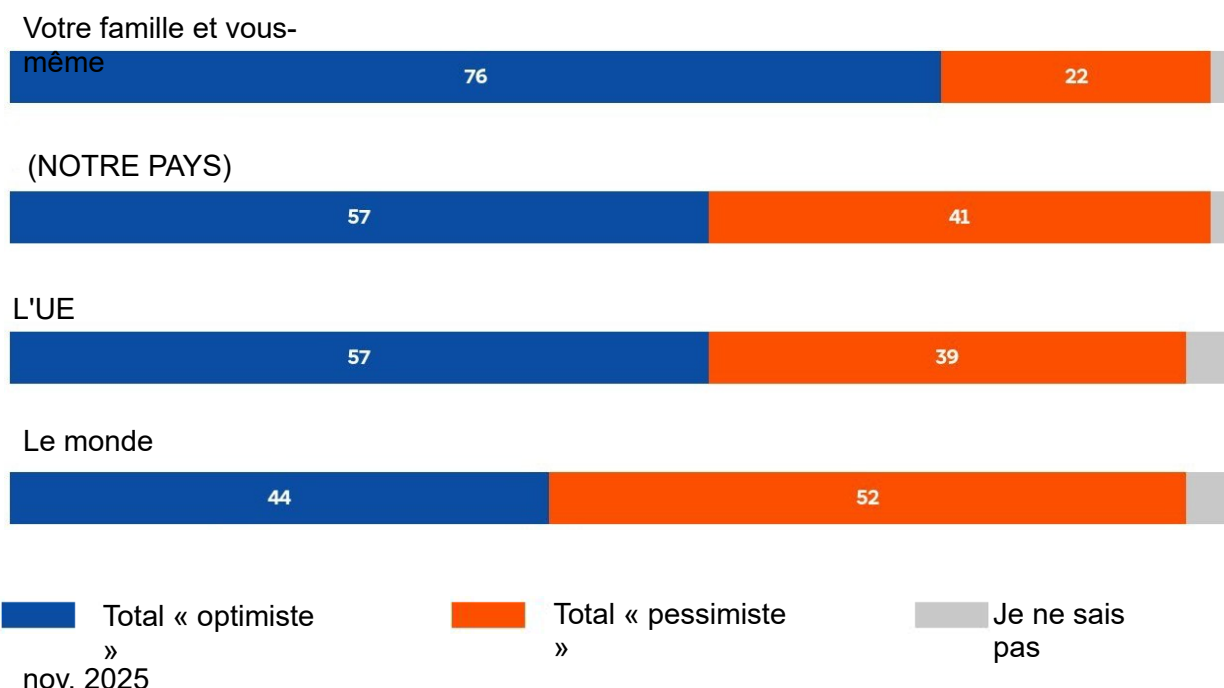
1. PERSPECTIVES SUR L'AVENIR

Ce chapitre examine les perspectives d'avenir des Européens, des perspectives personnelles et familiales aux contextes nationaux, européens et mondiaux. Dans l'ensemble, l'optimisme est le plus fort au niveau personnel et diminue progressivement lorsque les répondants sont invités à examiner la situation dans son ensemble, avec une confiance décroissante et une plus grande méfiance lorsqu'ils se tournent vers l'avenir successivement aux niveaux national, européen et mondial. Le contraste entre la confiance personnelle et l'incertitude plus large a des implications importantes, car il façonne les priorités des citoyens, les attitudes à l'égard de la gouvernance et les attentes en matière de coopération aux niveaux national, européen et mondial.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, l'optimisme quant à l'avenir varie considérablement en fonction du niveau considéré. La confiance est la plus forte au niveau personnel, 76 % des répondants se sentant optimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille. L'optimisme décline lorsqu'ils se tournent vers le reste du monde: 57 % expriment leur confiance dans l'avenir de leur pays, et la même proportion se dit optimiste quant aux perspectives de l'Union européenne. Cependant, les points de vue deviennent nettement plus prudents au niveau mondial, où seulement 44% des répondants font état d'optimisme quant à l'avenir du monde, soulignant les préoccupations généralisées concernant les défis internationaux, tandis que 52% des répondants se disent pessimistes quant à l'avenir du monde.

Le pessimisme prononcé concernant l'avenir du monde rapporté par plus de la moitié des répondants suggère que les incertitudes et les crises mondiales influencent fortement le sentiment du public. Cette perspective façonne probablement la vision plus large du monde des individus, leurs priorités et leurs attitudes à l'égard de la gouvernance et de la coopération internationale. En particulier, ces préoccupations peuvent avoir une incidence sur la manière dont les citoyens perçoivent les institutions telles que l'Union européenne, qui est souvent considérée comme un acteur clé pour relever les défis mondiaux, et dialoguent avec elles. Comprendre ce contexte est essentiel pour interpréter les attentes de l'UE.

QA9 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? (UE-27) (%)

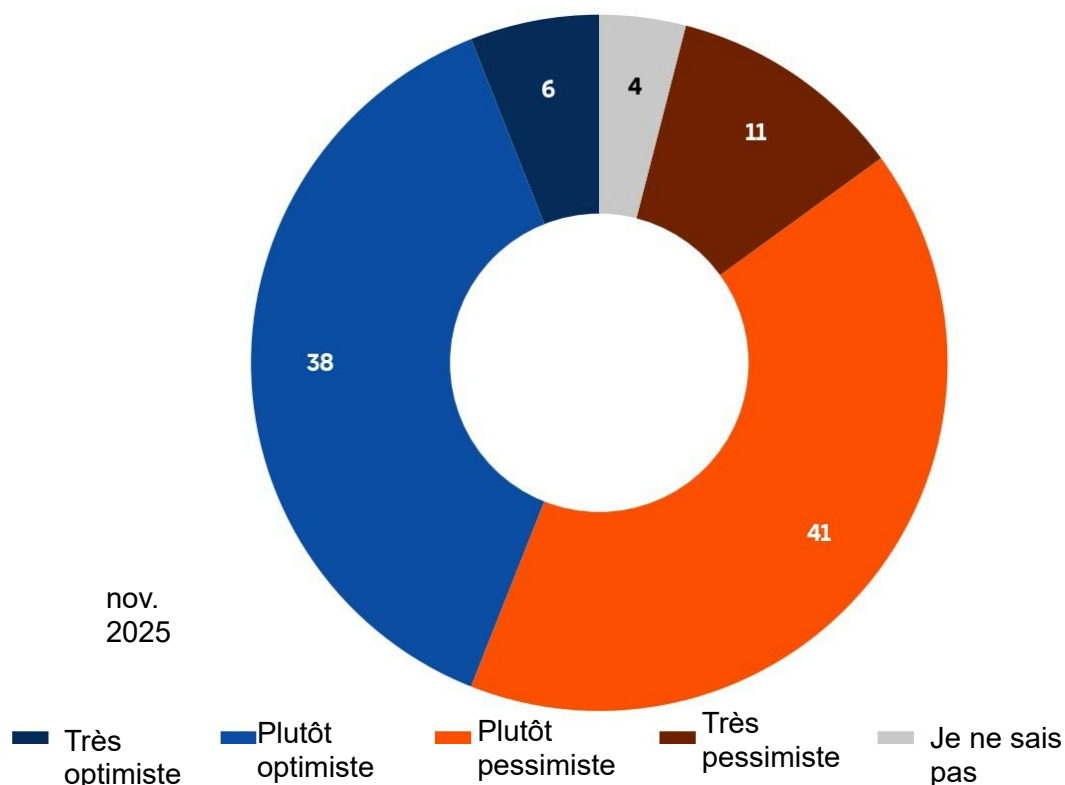


Perspectives sur l'avenir du monde

Les perceptions publiques de l'avenir du monde se caractérisent par une prédominance de prudence et de préoccupation, reflétant l'accumulation des défis mondiaux auxquels les citoyens sont confrontés aujourd'hui. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les répondants expriment moins d'optimisme à l'égard de l'avenir du monde que pour tout autre niveau considéré.

Au niveau de l'UE, moins de la moitié des répondants (44 %) se disent optimistes quant à l'avenir du monde. Cet optimisme est généralement modéré, avec seulement 6% des répondants se décrivant comme très optimistes. En revanche, une majorité d'Européens (52 %) se disent pessimistes quant à l'avenir du monde, dont 11 % se disent très pessimistes.

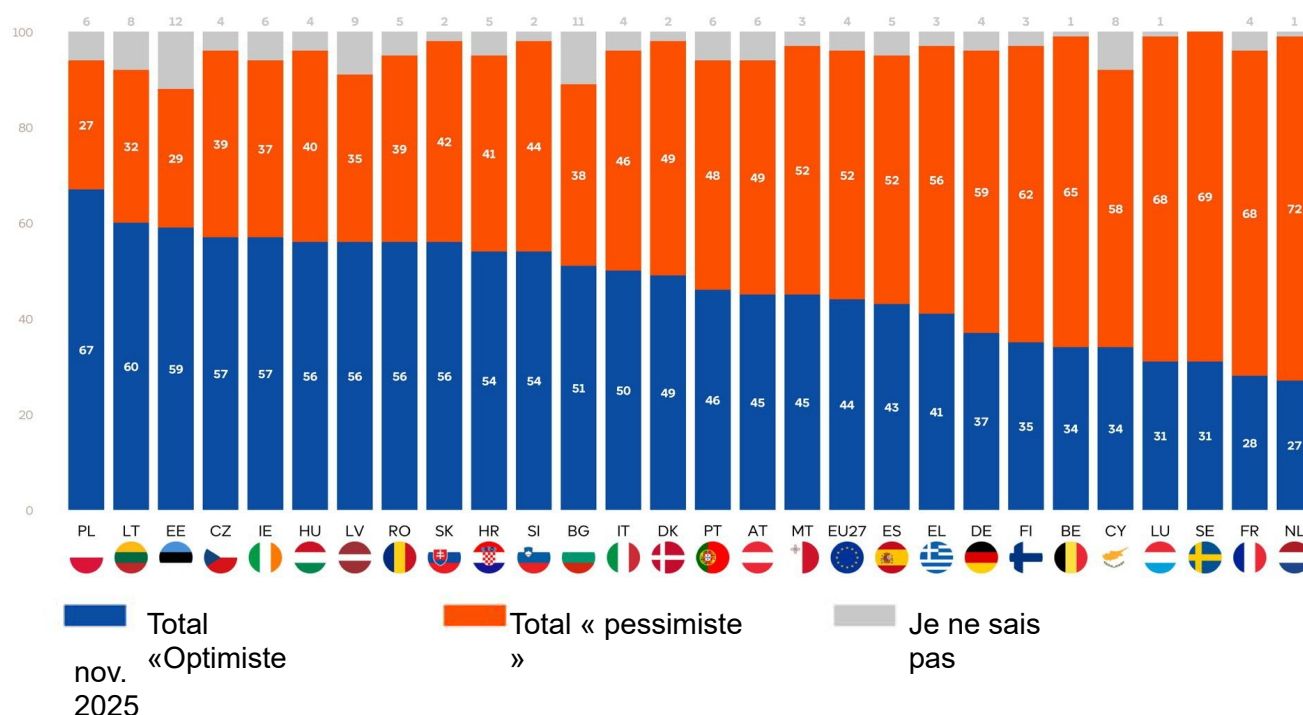
QA9.4 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? Le monde (%)



D'un État membre à l'autre, les points de vue sur l'avenir du monde diffèrent considérablement, révélant d'importantes variations nationales dans les niveaux d'optimisme et de pessimisme. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont enregistrés en Pologne (67 %), en Lituanie (60 %) et en Estonie (59 %), où une nette majorité de répondants expriment une perspective positive sur les perspectives mondiales. Plus généralement, au moins la moitié des répondants font état d'optimisme dans 13 États membres, ce qui indique que, dans un groupe important de pays, les attentes positives quant à l'avenir du monde prédominent encore.

Cependant, cet optimisme est loin d'être universel. Dans 14 États membres, moins de la moitié des personnes interrogées se sentent optimistes, et dans 12 de ces pays, une majorité absolue exprime son pessimisme, soulignant les préoccupations généralisées concernant les évolutions mondiales. Les niveaux les plus élevés de pessimisme sont observés aux Pays-Bas (72 % pessimiste contre 27 % optimiste), en France (68 % contre 28 %), en Suède (69 % contre 31 %) et au Luxembourg (68 % contre 31 %). Dans ces pays, les opinions pessimistes l'emportent clairement sur l'optimisme, soulignant les différences nationales prononcées dans la façon dont les citoyens perçoivent l'avenir du monde.

QA9.4 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? Le monde (%)



Des différences d'optimisme et de pessimisme concernant l'avenir du monde sont également apparentes entre les groupes sociodémographiques, bien que la force de ces modèles varie selon les caractéristiques.

En termes de genre, les perceptions sont globalement similaires. Les niveaux d'optimisme et de pessimisme chez les hommes (44 % d'optimistes contre 52 % de pessimistes) reflètent étroitement ceux observés chez les femmes (43 % contre 53 %), ce qui indique que le genre a peu d'influence sur les opinions sur l'avenir du monde.

En revanche, l'âge est un facteur plus différenciant. Les répondants plus jeunes ont tendance à être plus optimistes, tandis que le pessimisme augmente progressivement avec l'âge. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, une majorité exprime son optimisme (52 % contre 44 % pessimistes). L'optimisme diminue chez les répondants âgés de 25 à 39 ans (47 % contre 49 %) et est clairement dépassé par le pessimisme chez les répondants âgés de 40 à 54 ans (43 % contre 53 %). Les perspectives les plus négatives sont observées chez les répondants âgés de 55 ans et plus, où seulement 39 % se sentent optimistes et une nette majorité (56 %) font état de pessimisme. Ce gradient d'âge suggère que les perceptions des perspectives mondiales deviennent de plus en plus prudentes au cours de la vie.

Des différences apparaissent également en fonction du niveau d'éducation. Les répondants ayant un niveau d'éducation moyen sont les plus divisés, avec des perspectives relativement positives (47 % optimistes contre 49 % pessimistes). En revanche, ceux qui ont un faible niveau d'éducation (38 % contre 57 %) et ceux qui ont un niveau d'éducation élevé (41 % contre 55 %) sont plus susceptibles d'exprimer du pessimisme, ce qui indique que les opinions plus négatives sur l'avenir du monde sont répandues aux deux extrémités de l'échelle de l'éducation.

Les perceptions sont également fortement associées à la situation économique individuelle des répondants. Ceux qui déclarent n'avoir presque jamais ou jamais eu de difficultés à payer leurs factures sont comparativement moins pessimistes (45% optimistes contre 51% pessimistes). Le pessimisme augmente chez les répondants qui éprouvent des difficultés financières de temps en temps (43% contre 53%) et est plus prononcé chez ceux qui ont des difficultés la plupart du temps, où près des deux tiers expriment du pessimisme (64%) et seulement 31% se sentent optimistes. Cette tendance met en évidence le lien étroit entre la vulnérabilité économique et les anticipations négatives concernant les évolutions mondiales.

Enfin, les perceptions de l'avenir du monde sont également étroitement liées à l'image que les répondants ont de l'Union européenne. Ceux qui ont une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles d'exprimer leur optimisme quant à l'avenir du monde (55 % d'optimistes contre 42 % de pessimistes). En revanche, les répondants ayant une vision neutre de l'UE ont tendance à être plus pessimistes qu'optimistes (38 % contre 56 %). Les perspectives les plus négatives sont observées chez ceux qui ont une image négative de l'UE, où l'optimisme tombe à seulement 19% et plus des trois quarts expriment du pessimisme (77%). Cette forte association suggère que la confiance dans l'Union européenne en tant qu'acteur politique est étroitement liée aux attentes plus larges concernant les évolutions mondiales et la capacité perçue de l'UE à relever les défis mondiaux.

QA9.4 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? Le monde (% - UE)

	Total « optimiste »	Total pessimiste	Je ne sais pas
UE-27	44	52	4
Genre			
Homme	44	52	4
Femme	43	53	4
Âge			
15-24	52	44	4
25-39	47	49	4
40-54	43	53	4
55+	39	56	5
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	38	57	5
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	47	49	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	41	55	4
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	44	52	4
Gestionnaires	45	51	4
Autres colliers blancs	48	49	3
Travailleurs manuels	44	52	4
Personnes à domicile	42	52	6
Chômeurs	40	57	3
Retraité	36	58	6
Étudiants	51	45	4
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	31	64	5
De temps en temps	43	53	4
Presque jamais / Jamais	45	51	4
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	44	51	5
Petite ou moyenne ville	42	55	3
Grande ville	44	51	5
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	44	52	4
néant	37	55	8
Image de l'UE			
Positif	55	42	3
Neutre	38	56	6
Négatif	19	77	4
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	50	47	3
Une mauvaise chose	22	74	4
Ni une bonne ni une mauvaise chose	36	58	6

Perspectives sur l'avenir de l'Union européenne

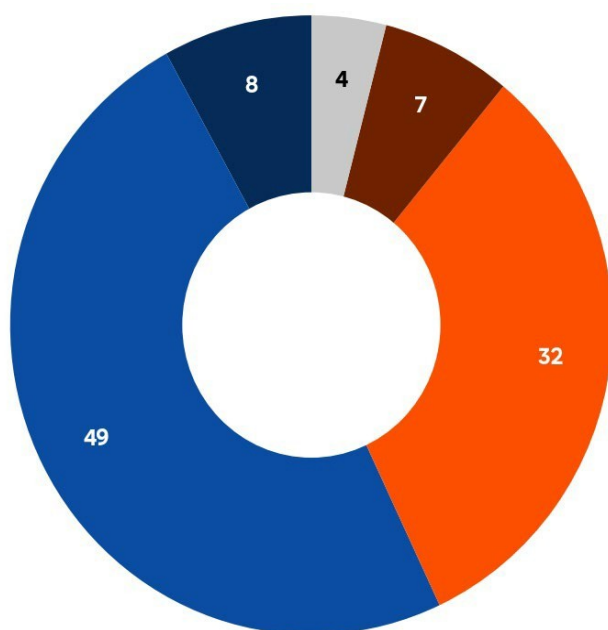
Comparés à leur perception des évolutions mondiales, les Européens expriment une vision plus positive de l'avenir de l'Union européenne. Bien que certaines préoccupations subsistent, les points de vue sur les perspectives de l'UE sont relativement optimistes.

Au niveau de l'UE, une nette majorité des répondants (57 %) se disent optimistes quant à l'avenir de l'Union européenne, 49 % se décrivant comme assez optimistes, tandis qu'une proportion plus faible (8 %) se dit très optimiste. En revanche, 39 % des Européens expriment leur pessimisme quant à l'avenir de l'UE, dont 32 % sont assez pessimistes et 7 % très pessimistes.

Depuis la précédente enquête menée en mai 2025, les perceptions de l'avenir de l'Europe

L'Union s'est sensiblement détériorée. L'optimisme a diminué de neuf points de pourcentage, passant de 66 % en mai 2025 à 57 % en novembre 2025, tandis que le pessimisme a augmenté de huit points de pourcentage, passant de 31 % à 39 % au cours de la même période. Ce changement marqué indique un changement significatif de l'opinion publique dans un délai relativement court et met en évidence les préoccupations croissantes des Européens quant à l'avenir de l'Union. L'ampleur de cette évolution donne à penser que les évolutions récentes au niveau de l'UE et au niveau mondial ont pu avoir une incidence tangible sur les citoyens.

QA9.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? L'UE (UE-27) (%)



Très optimiste ▲ 1

Plutôt optimiste ▼ 10

Plutôt pessimiste ▲ 7

Très pessimiste ▲ 1

Je ne sais pas ▲ 1

▲ ▼ (novembre 2025 - mai 2025)

Très optimiste

Plutôt optimiste

Plutôt pessimiste

Très pessimiste

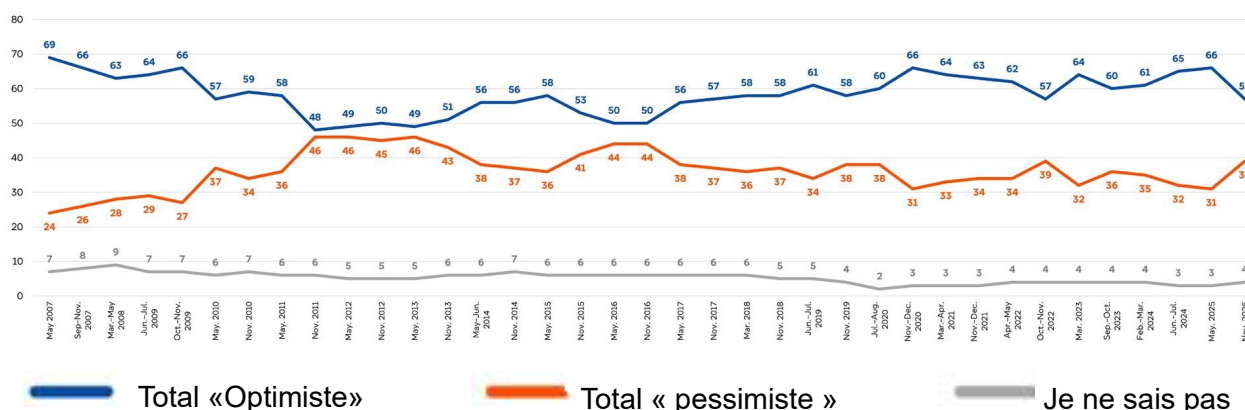
Je ne sais pas

nov. 2025

Si l'on examine la tendance à plus long terme de 2007 à 2025, le récent déclin de l'optimisme s'inscrit dans une perspective historique plus large. Bien que la baisse observée depuis mai 2025 soit significative, le niveau actuel d'optimisme (57 %) reste globalement conforme aux niveaux enregistrés au cours de la période qui a suivi les crises financière et de la dette souveraine et avant la pandémie de COVID-19, entre 2013 et 2019. Au cours de cette période, l'optimisme quant à l'avenir de l'UE a généralement fluctué autour de niveaux similaires. Les données historiques montrent également que le pessimisme a été plus prononcé dans le passé. Les niveaux de pessimisme les plus élevés ont été observés entre 2011 et 2013, lorsque jusqu'à 46 % des répondants ont exprimé des opinions négatives sur l'avenir de l'UE.

Des baisses comparables de l'optimisme, d'environ neuf à dix points de pourcentage, se sont produites entre l'automne 2009 et le printemps 2010, ainsi qu'entre mai 2011 et novembre 2011. Ces baisses ont coïncidé avec une période de tensions économiques et politiques importantes dans l'Union européenne: les conséquences de la crise financière mondiale, les crises de la dette souveraine qui touchent les États membres et les débats sur les mesures d'austérité et la gouvernance de l'UE. Ces événements ont probablement érodé la confiance du public dans la stabilité de l'Union et sa capacité à gérer les crises, ce qui explique la baisse prononcée de l'optimisme au cours de cette période. Ces tendances suggèrent que si le ralentissement actuel reflète un changement significatif de sentiment, des fluctuations de cette ampleur se sont produites à d'autres moments d'incertitude accrue dans l'histoire récente de l'Union européenne.

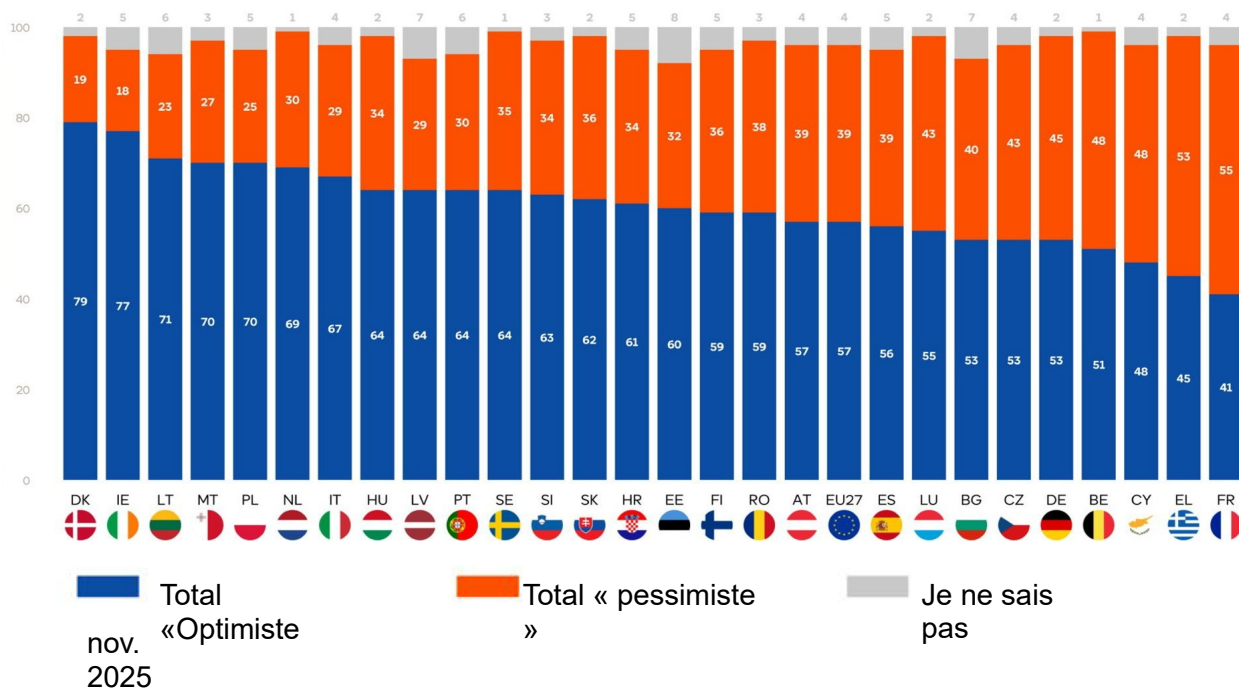
QA9.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de l'UE?



L'optimisme quant à l'avenir de l'Union européenne varie considérablement d'un État membre à l'autre. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont enregistrés au Danemark (79 %), en Irlande (77 %) et en Lituanie (71 %), où plus de sept répondants sur dix expriment leur confiance dans l'avenir de l'UE. Plus généralement, plus de la moitié des répondants sont optimistes dans 24 États membres, ce qui indique que les attentes positives sont prédominantes dans la grande majorité des pays.

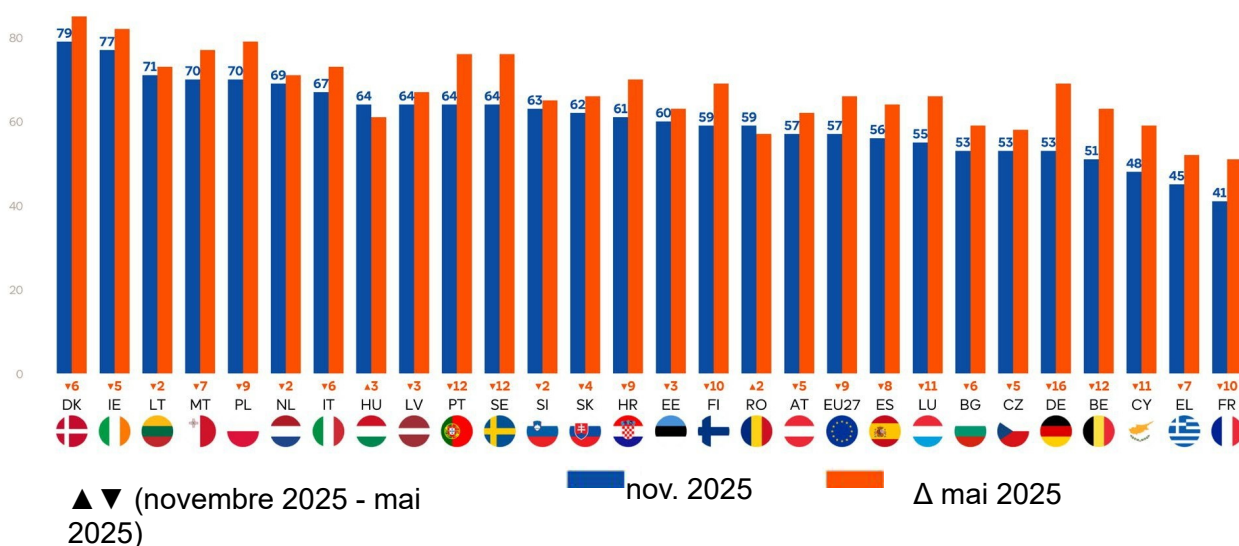
Cependant, l'optimisme n'est pas universel. Dans certains pays, les opinions pessimistes sont plus importantes. Les niveaux d'optimisme les plus faibles sont observés en France (41% d'optimisme contre 55% de pessimisme), en Grèce (45% contre 53%) et à Chypre (48% contre 48%), où le pessimisme est soit majoritaire, soit à parité avec l'optimisme. Ces tendances mettent en évidence d'importantes variations nationales dans la perception qu'a le public des perspectives de l'UE, reflétant différents contextes dans l'ensemble de l'Union européenne.

QA9.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? L'UE (%)



Depuis mai 2025, les baisses les plus significatives ont été enregistrées en Allemagne (-16 points de pourcentage), au Portugal, en Suède et en Belgique (-12 pp), ainsi qu'à Chypre et au Luxembourg (11 pp), ce qui indique une évolution marquée vers des opinions plus prudentes ou négatives dans ces pays.

QA9.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? L'UE. Total «Optimiste» (%)



En revanche, l'âge est un facteur de différenciation clair. Les répondants plus jeunes sont nettement plus optimistes, tandis que le pessimisme augmente progressivement avec l'âge. Les personnes âgées de 15 à 24 ans sont beaucoup plus optimistes (67 % contre 29 % de pessimistes), tandis que l'optimisme reste élevé chez les répondants âgés de 25 à 39 ans (61 % contre 36 %) et diminue progressivement chez les personnes âgées de 40 à 54 ans (57 % contre 40 %) et de 55 ans et plus (53 % contre 42 %). Ce gradient d'âge suggère que la confiance dans l'avenir de l'UE tend à diminuer avec l'âge.

Des différences apparaissent également en fonction du niveau d'éducation, des niveaux d'éducation plus élevés étant associés à un plus grand optimisme. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont comparativement moins optimistes (50 % contre 44 % pessimistes), tandis que l'optimisme augmente chez ceux ayant un niveau d'éducation moyen (59 % contre 38 %) et élevé (62 % contre 36 %), ce qui indique que le niveau d'éducation est lié aux attentes positives de l'UE.

Les perceptions sont également fortement associées à la situation économique individuelle des répondants. Ceux qui déclarent n'avoir presque jamais ou jamais eu de difficultés à payer leurs factures sont les plus optimistes (60 % contre 36 % pessimistes), tandis que ceux qui éprouvent des difficultés financières de temps en temps le sont légèrement moins (54 % contre 42 %). L'optimisme est le plus faible parmi les répondants qui ont des difficultés la plupart du temps; ceux-ci sont également les plus pessimistes (42% optimistes contre 54% pessimistes). Ce schéma met en évidence la relation étroite entre la sécurité financière et les attentes positives de l'UE.

Enfin, les perceptions de l'UE elle-même sont fortement liées à l'optimisme quant à son avenir. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont extrêmement optimistes (79 % contre 19 % pessimistes), tandis que ceux qui ont une vision neutre sont à peu près également divisés (48 % contre 46 %). Les perspectives les plus négatives sont observées chez les répondants ayant une image négative de l'UE, où l'optimisme chute fortement, à 14 %, et le pessimisme monte à 84 %. Cette constatation souligne le fait que le sentiment de l'opinion publique à l'égard de l'UE est un facteur déterminant des attentes quant à son avenir.

QA9.3 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? L'UE (% - UE)

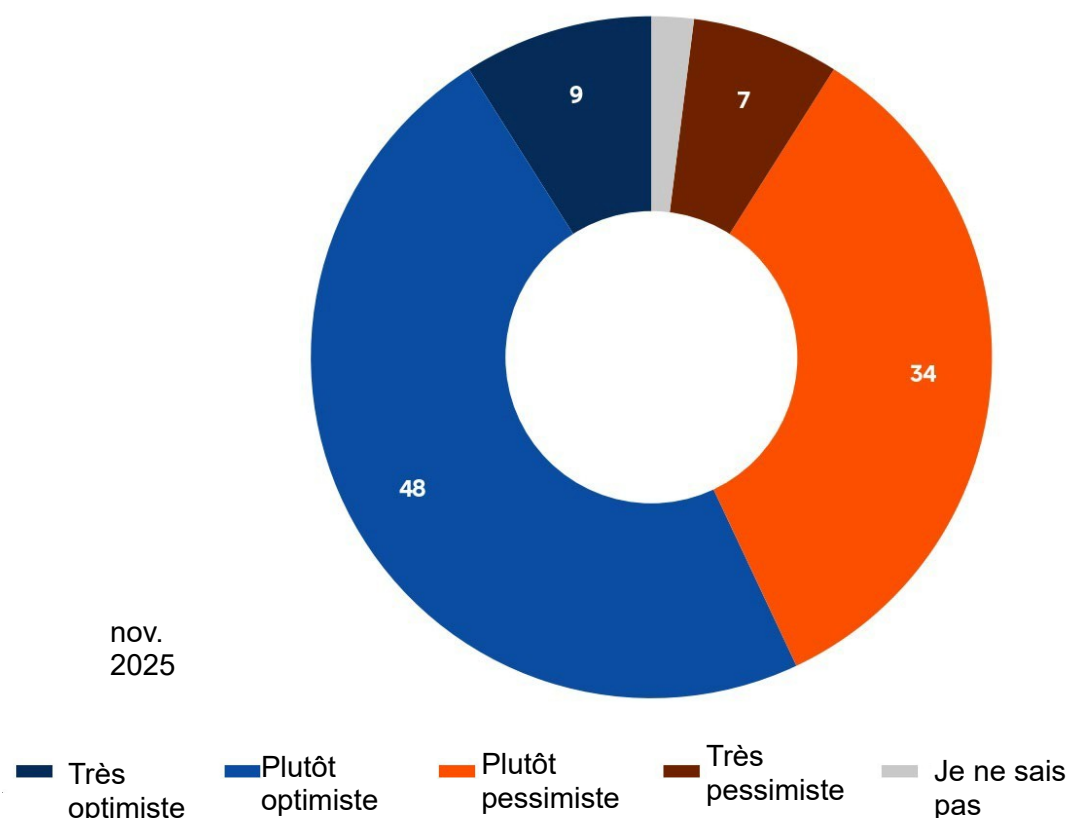
	Total « optimiste »	Total pessimiste	Je ne sais pas
UE-27	57	39	4
Genre			
Homme	58	39	3
Femme	57	39	4
Âge			
15-24	67	29	4
25-39	61	36	3
40-54	57	40	3
55+	53	42	5
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	50	44	6
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	59	38	3
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	62	36	2
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	57	39	4
Gestionnaires	63	34	3
Autres colliers blancs	63	35	2
Travailleurs manuels	54	42	4
Personnes à domicile	50	44	6
Chômeurs	50	46	4
Retraité	52	43	5
Étudiants	69	28	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	42	54	4
De temps en temps	54	42	4
Presque jamais / Jamais	60	36	4
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	55	41	4
Petite ou moyenne ville	57	40	3
Grande ville	61	35	4
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	59	38	3
néant	48	44	8
Image de l'UE			
Positif	79	19	2
Neutre	48	46	6
Négatif	14	84	2
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	73	25	2
Une mauvaise chose	18	79	3
Ni une bonne ni une mauvaise chose	39	55	6

Perspectives sur l'avenir du pays

Les perceptions de l'avenir de son propre pays occupent une position intermédiaire entre les attentes personnelles et les perspectives plus larges sur l'Union européenne et le monde. L'optimisme sur l'avenir du pays est plus prudent qu'au niveau personnel, mais reste plus fort que l'optimisme sur l'avenir du monde.

Au niveau de l'UE, une majorité de répondants expriment leur optimisme quant à l'avenir de leur pays: 57% se disent très ou assez optimistes, dont 9% se disent très optimistes. En revanche, 41 % des Européens sont pessimistes quant à l'avenir de leur pays, 34 % se décrivant comme assez pessimistes et 7 % comme très pessimistes. Ces résultats indiquent que si une majorité est optimiste, une part importante de la population reste préoccupée par les perspectives nationales, ce qui témoigne d'un climat d'optimisme prudent plutôt que d'une confiance généralisée.

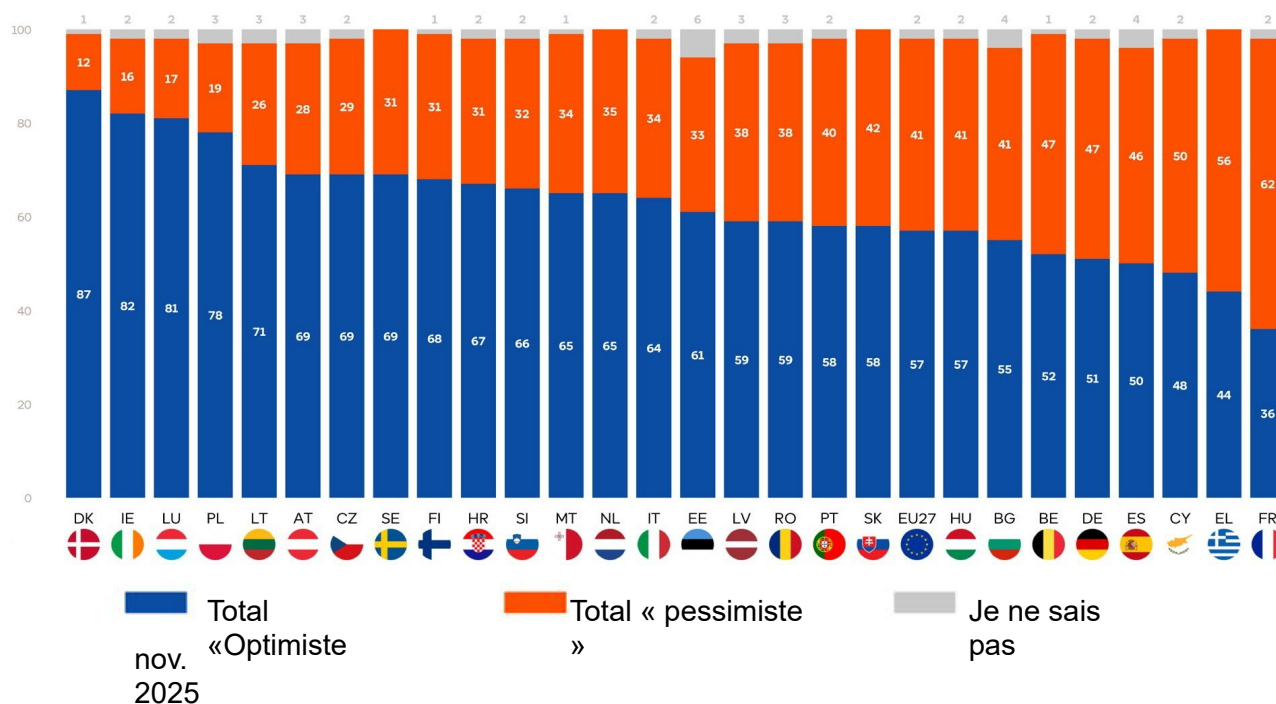
QA9.2 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? (NOTRE PAYS) (%)



L'optimisme quant à l'avenir du propre pays des répondants varie considérablement d'un État membre à l'autre, ce qui révèle des différences marquées entre les attentes nationales. Les points de vue positifs prédominent dans une grande majorité de pays: au moins la moitié des répondants expriment leur optimisme dans 24 États membres, surtout au Danemark (87 %), en Irlande (82 %) et au Luxembourg (81 %), où plus de huit répondants sur dix expriment leur confiance dans les perspectives nationales.

Cependant, l'optimisme n'est pas universel. Les niveaux de confiance les plus faibles sont observés en France, où seulement 36% des répondants sont optimistes tandis qu'une nette majorité est pessimiste (62%). La Grèce (44% optimiste contre 56% pessimiste) et Chypre (48% contre 50%) se distinguent également comme des pays où les opinions pessimistes l'emportent sur l'optimisme. Ces trois États membres sont les seuls dans lesquels le pessimisme dépasse l'optimisme, soulignant les contrastes nationaux importants dans la façon dont les citoyens perçoivent l'avenir de leur pays et soulignant l'influence des différents contextes nationaux sur le

QA9.2 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? (NOTRE PAYS) (%)



sentiment public.

Les différences d'optimisme et de pessimisme concernant l'avenir d'un pays sont évidentes dans plusieurs groupes sociodémographiques, bien que la force de ces schémas varie en fonction de la caractéristique considérée.

En termes de genre, les perceptions sont pratiquement identiques. Les niveaux d'optimisme chez les hommes (57 % d'optimistes contre 41 % de pessimistes) sont presque les mêmes que ceux observés chez les femmes (56 % contre 42 %), ce qui indique que le sexe ne joue aucun rôle significatif dans l'élaboration des attentes concernant les perspectives nationales.

L'âge, en revanche, est un facteur de différenciation. Les répondants plus jeunes ont tendance à exprimer des niveaux d'optimisme plus élevés, tandis que le pessimisme augmente progressivement avec l'âge. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, une nette majorité est optimiste quant à l'avenir de leur pays (61 % contre 37 % pessimiste). L'optimisme reste relativement élevé chez les répondants âgés de 25 à 39 ans (59 % contre 39 %), avant de diminuer légèrement chez les répondants âgés de 40 à 54 ans (56 % contre 42 %) et chez les répondants âgés de 55 ans et plus (54 % contre 44 %). Ce gradient d'âge suggère un glissement progressif vers des attentes plus prudentes à mesure que les répondants vieillissent.

Le niveau d'instruction est également associé à des différences de perspectives. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont les moins optimistes, avec des points de vue presque également partagés entre l'optimisme et le pessimisme (50% contre 47%). L'optimisme augmente chez les personnes ayant un niveau d'éducation moyen (58 % contre 40 %) et est plus répandu

chez les répondants ayant un niveau d'éducation élevé (61 % contre 38 %), ce qui indique une relation positive entre le niveau d'éducation et la confiance dans l'avenir national.

Les perceptions de l'avenir d'un pays sont fortement liées à la situation économique individuelle des répondants. Ceux qui déclarent n'avoir presque jamais ou jamais eu de difficultés à payer leurs factures sont les plus optimistes (61% contre 37% pessimistes). L'optimisme diminue chez les répondants qui éprouvent des difficultés financières de temps en temps (52% contre 47%), tandis que le pessimisme prédomine clairement chez ceux qui ont des difficultés la plupart du temps. Dans ce groupe, seulement 36% sont optimistes et près des deux tiers se disent pessimistes (62%). Cette tendance met en évidence le lien étroit entre la vulnérabilité économique et les attentes négatives concernant les perspectives nationales.

Enfin, les perspectives d'avenir du pays sont étroitement liées à l'image que les répondants ont de l'Union européenne. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont nettement plus optimistes (72 % optimistes contre 27 % pessimistes), tandis que ceux qui ont une image neutre affichent des perspectives plus divisées (51 % contre 46 %). Les attentes les plus pessimistes sont observées chez les répondants ayant une image négative de l'UE, où l'optimisme chute à 24 % et le pessimisme monte fortement à 75 %. Cette forte association suggère que les attitudes à l'égard de l'UE sont étroitement liées à une confiance plus large dans les trajectoires nationales.

QA9.2 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? (NOTRE PAYS) (% - UE)

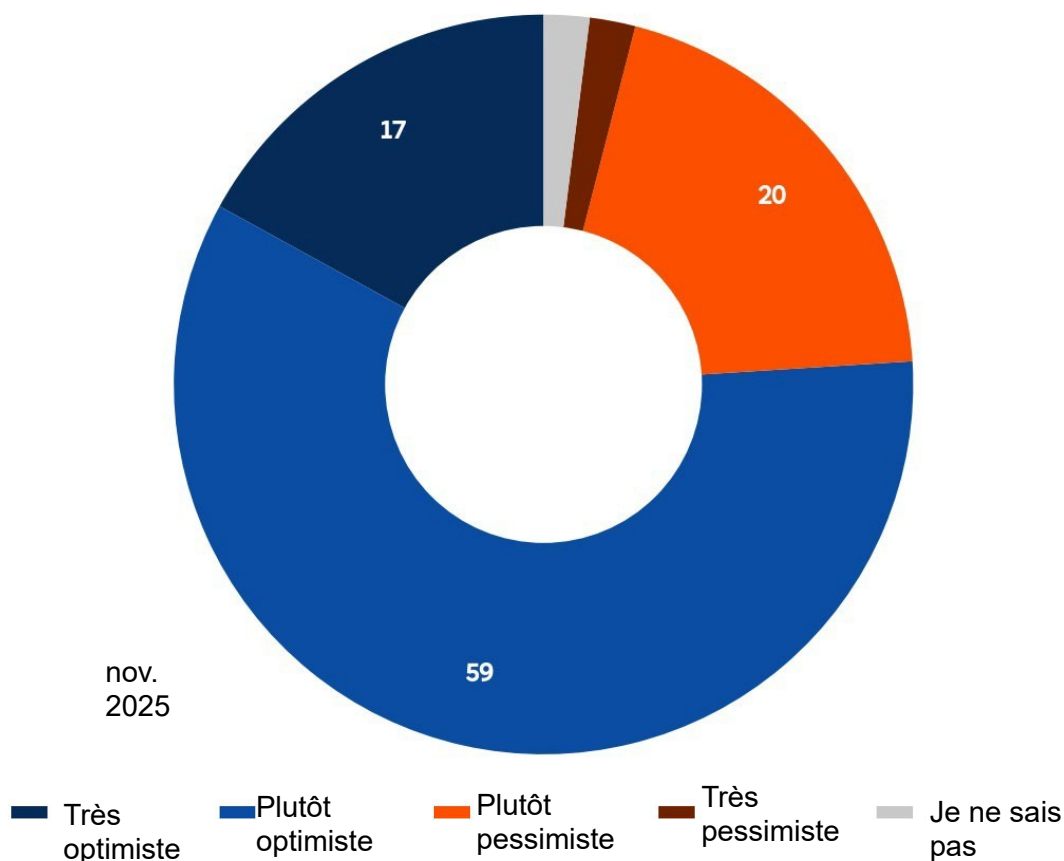
	Total « optimiste »	Total pessimiste	Je ne sais pas
UE-27	57	41	2
Genre			
Homme	57	41	2
Femme	56	42	2
Âge			
15-24	61	37	2
25-39	59	39	2
40-54	56	42	2
55+	54	44	2
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	50	47	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	58	40	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	61	38	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	57	41	2
Gestionnaires	62	37	1
Autres colliers blancs	62	36	2
Travailleurs manuels	56	42	2
Personnes à domicile	52	44	4
Chômeurs	47	51	2
Retraité	53	45	2
Étudiants	62	36	2
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	36	62	2
De temps en temps	52	47	1
Presque jamais / Jamais	61	37	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	55	43	2
Petite ou moyenne ville	56	43	1
Grande ville	60	37	3
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	57	41	2
néant	52	44	4
Image de l'UE			
Positif	72	27	1
Neutre	51	46	3
Négatif	24	75	1
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	67	32	1
Une mauvaise chose	28	71	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	45	52	3

Perspectives sur son propre avenir et celui de sa famille

Les répondants sont les plus susceptibles d'être positifs quant à leur propre avenir et à celui de leur famille. Ces points de vue reflètent un fort sentiment de confiance personnelle et de contrôle perçu sur les circonstances immédiates de la vie, ce qui contraste avec les attentes plus prudentes ou incertaines exprimées lorsque les répondants envisagent des évolutions nationales, européennes ou mondiales plus larges. Cet écart entre l'optimisme personnel et les préoccupations plus larges souligne l'importance de la proximité pour façonner les attentes quant à l'avenir.

Au niveau de l'UE, les répondants sont nettement plus optimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille que pour tout autre domaine évalué. Dans l'ensemble, 76 % des répondants expriment de l'optimisme, dont 59 % se disent plutôt optimistes et 17 % se disent très optimistes. En revanche, un peu plus d'un cinquième des Européens (22%) se disent pessimistes, avec 20% assez pessimistes et seulement 2% très pessimistes. Ce niveau élevé de confiance personnelle contraste fortement avec les attitudes à l'égard de contextes plus larges: l'optimisme quant à l'avenir du pays des répondants et de l'Union européenne s'élève à 57 %, tandis que l'optimisme quant à l'avenir du monde ne s'élève qu'à 44 %. Ces résultats mettent en évidence un gradient prononcé d'optimisme, diminuant régulièrement à mesure que l'accent passe du niveau personnel au niveau mondial.

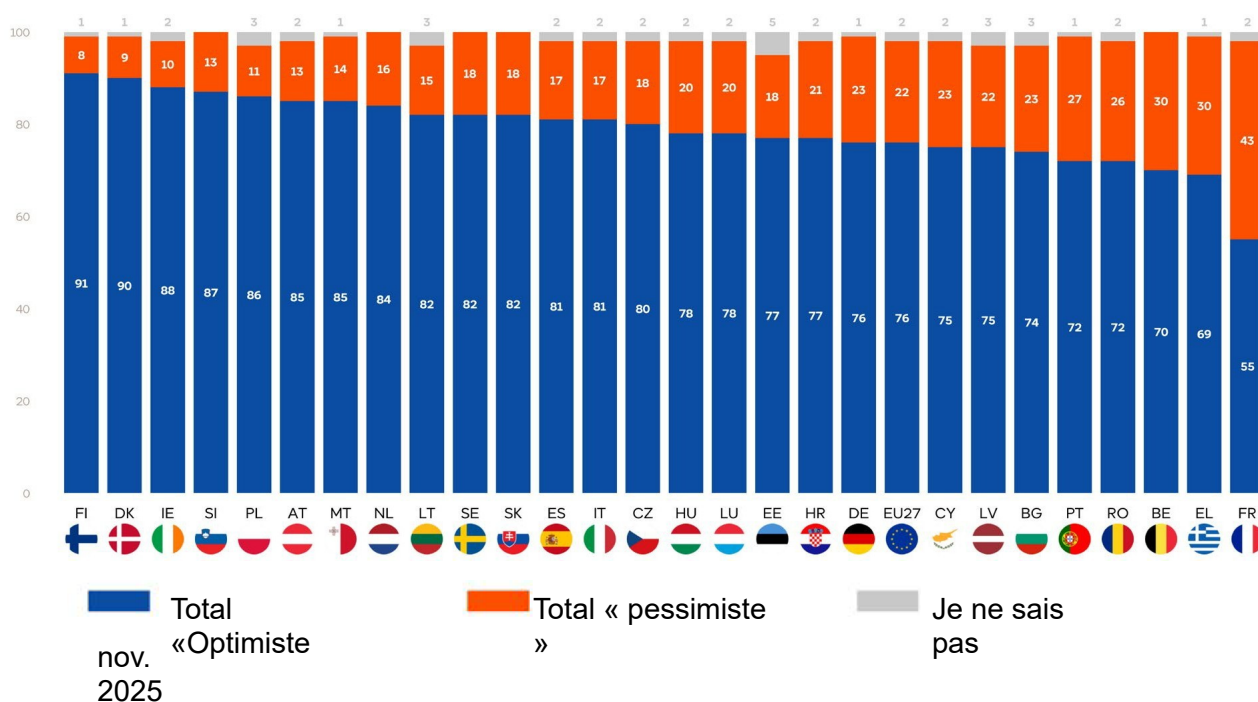
QA9.1 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? Votre famille et vous-même (%)



Dans tous les États membres, l'optimisme quant à son propre avenir et à celui de sa famille est répandu et remarquablement cohérent. Dans tous les pays, une nette majorité de répondants expriment leur optimisme, soulignant la forte prévalence d'attentes personnelles positives dans l'ensemble de l'Union européenne. Les niveaux d'optimisme les plus élevés sont enregistrés en Finlande (91 %), au Danemark (90 %) et en Irlande (88 %), où environ neuf répondants sur dix déclarent avoir confiance dans leurs perspectives personnelles et familiales.

La France se distingue comme une exception notable. Alors que la majorité des répondants en France restent optimistes, la part est considérablement plus faible qu'ailleurs, à 55%, et s'accompagne d'un niveau relativement élevé de pessimisme (43%). Cela représente un écart particulièrement prononcé par rapport à la tendance à l'échelle de l'UE: le pessimisme en France est supérieur de 13 points de pourcentage à celui de l'État membre ayant le deuxième niveau le plus élevé, tandis que l'optimisme est inférieur de 14 points à celui du pays ayant la deuxième part la plus faible. Cet écart met en évidence le caractère distinctif des perceptions en France et la mesure dans laquelle les perspectives personnelles y divergent de la tendance généralement positive observée dans d'autres États membres. En outre, le niveau relativement faible d'optimisme personnel en France est cohérent avec les tendances observées à des niveaux plus

QA9.1 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de ...? Votre famille et vous-même (%)



larges de perspectives: La France enregistre également le plus faible niveau d'optimisme quant à l'avenir de l'Union européenne et de l'Union européenne.

Des différences d'optimisme et de pessimisme concernant l'avenir personnel et familial du répondant sont visibles entre les groupes sociodémographiques, bien que les niveaux globaux d'optimisme restent élevés dans la plupart des catégories.

En ce qui concerne le genre, les perceptions sont très similaires. Les hommes (77 % optimistes contre 22 % pessimistes) et les femmes (75 % contre 23 %) expriment des niveaux de confiance presque identiques, ce qui indique que le sexe n'a pas une forte influence sur les perspectives personnelles et familiales.

L'âge, cependant, est un facteur de différenciation plus important. Les répondants plus jeunes ont tendance à être plus optimistes, tandis que le pessimisme augmente progressivement avec l'âge. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, plus de huit sur dix expriment de l'optimisme (82 % contre 17 % de pessimisme). L'optimisme reste élevé chez les répondants âgés de 25 à 39 ans (79 % contre 20 %) et diminue légèrement chez les répondants âgés de 40 à 54 ans (76 % contre 22 %) et chez les répondants âgés de 55 ans et plus (72 % contre 26 %). Ce modèle indique un effet progressif sur le cours de la vie, la confiance dans l'avenir personnel et familial diminuant avec l'âge.

Le niveau d'instruction est également fortement associé à des différences dans les perspectives et montre un gradient particulièrement clair. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont les plus optimistes (80 % vs 18 % pessimistes), suivis de près par ceux ayant un niveau d'éducation moyen (78 % vs 20 %). En revanche, l'optimisme est nettement plus faible chez les répondants ayant un faible niveau d'éducation, où un peu plus des deux tiers expriment de l'optimisme (67 %) et près d'un tiers font état de pessimisme (31 %). Cette lacune marquée met en évidence le rôle de l'éducation dans l'établissement de la confiance à l'égard des perspectives personnelles et familiales.

Une tendance tout aussi prononcée apparaît lorsque l'on considère la situation financière des répondants. Ceux qui déclarent n'avoir presque jamais ou jamais eu de difficultés à payer leurs factures sont les plus optimistes (80% optimistes contre 18% pessimistes). L'optimisme diminue sensiblement chez les répondants qui éprouvent des difficultés financières de temps en temps (69 % contre 30 %), et diminue encore chez ceux qui ont des difficultés la plupart du temps, où l'optimisme tombe à 54 % et le pessimisme à 45 %. Ce fort gradient souligne le lien étroit entre l'insécurité économique et le pessimisme quant à son propre avenir et à celui de sa famille.

Enfin, les perceptions sont étroitement liées à l'image que les répondants ont de l'Union européenne. Ceux qui ont une image positive de l'UE sont extrêmement optimistes quant à leur avenir personnel et familial (87 % contre 12 % pessimistes). L'optimisme est plus faible chez les répondants ayant une image neutre de l'UE (72 % contre 26 %), tandis que les points de vue sont beaucoup plus partagés parmi ceux ayant une image négative, où l'optimisme tombe à 51 % et le pessimisme à 46 %. Cette association suggère que les attitudes politiques plus larges à l'égard de l'UE se reflètent également dans la façon dont les individus perçoivent leur propre avenir et celui de leur famille.

QA9.1 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de...? Votre famille et vous-même (% - UE)			
	Total « optimiste »	Total pessimiste	Je ne sais pas
UE-27	76	22	2
Genre			
Homme	77	22	1
Femme	75	23	2
Âge			
15-24	82	17	1
25-39	79	20	1
40-54	76	22	2
55+	72	26	2
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	67	31	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	78	20	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	80	18	2
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	78	21	1
Gestionnaires	83	16	1
Autres colliers blancs	81	18	1
Travailleurs manuels	76	23	1
Personnes à domicile	70	28	2
Chômeurs	64	35	1
Retraité	70	27	3
Étudiants	84	15	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	54	45	1
De temps en temps	69	30	1
Presque jamais / Jamais	80	18	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	74	24	2
Petite ou moyenne ville	75	23	2
Grande ville	78	20	2
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	78	21	1
néant	63	33	4
Image de l'UE			
Positif	87	12	1
Neutre	72	26	2
Négatif	51	46	3
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	84	15	1
Une mauvaise chose	51	47	2
Ni une bonne ni une mauvaise chose	67	31	2

2. PRÉOCCUPATIONS PUBLIQUES SUR LES RISQUES DE SÉCURITÉ

2. PRÉOCCUPATIONS PUBLIQUES SUR LES RISQUES DE SÉCURITÉ

Ce chapitre explore la perception qu'ont les Européens des risques liés à la sécurité, à la sûreté, à la communication et à la société, en mettant en évidence les questions qui façonnent les préoccupations du public dans l'environnement complexe d'aujourd'hui. Il examine un large éventail de défis en matière de sécurité, allant des conflits et du terrorisme aux cybermenaces, aux catastrophes liées au climat et à la dépendance à l'égard de pays tiers, ainsi que les préoccupations concernant les migrations et les technologies émergentes. Il aborde également les questions de communication et de société, y compris la désinformation, les discours de haine, les contenus générés par l'IA, l'indépendance des médias et la vie privée en ligne. Dans les deux domaines, les résultats révèlent des niveaux d'inquiétude constamment élevés, les variations entre les États membres et les groupes sociodémographiques reflétant la diversité des contextes nationaux, des expériences personnelles et des attitudes à l'égard de l'Union européenne. Dans l'ensemble, les Européens se considèrent comme confrontés à un ensemble de risques multiformes et interconnectés qui influencent leur sentiment de sécurité, de cohésion sociale et de confiance dans les institutions.

Préoccupations liées à la sécurité et à la sûreté

Les perspectives prudentes et souvent pessimistes observées dans le chapitre précédent, en particulier en ce qui concerne l'avenir du monde, fournissent un contexte important pour comprendre les préoccupations des Européens en matière de sécurité et de sûreté. L'incertitude exprimée par les répondants quant aux évolutions mondiales donne à penser que de nombreux citoyens perçoivent des risques importants échappant à leur contrôle immédiat. Ces perceptions sont probablement liées aux tensions géopolitiques, aux menaces technologiques, aux risques environnementaux et aux défis sociétaux, qui sont tous devenus de plus en plus importants ces dernières années.

Dans ce contexte, l'enquête a examiné dans quelle mesure les Européens se sentent préoccupés par une série de questions liées à la sécurité et à la sûreté. Comprendre quelles menaces sont perçues comme les plus préoccupantes donne un aperçu des attentes du public en ce qui concerne le rôle de l'Union européenne dans la sécurité, la résilience et l'autonomie stratégique.

QA11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. (UE-27) (%)

Conflits et guerres actifs près de l'Union européenne



Terrorisme



Cyberattaques de pays tiers



Les catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique



Flux migratoires incontrôlés



L'UE doit compter sur des pays tiers pour son approvisionnement énergétique



Drones en provenance de pays tiers opérant au-dessus ou à proximité de pays de l'UE



L'UE doit compter sur des pays tiers pour sa défense



Pays non membres de l'UE qui tentent d'influencer les élections ou la politique dans (NOTRE PAYS)



Total "très inquiet" (7-10)
 Total "Moyennement inquiet" (5-6)
 Total "Pas ou légèrement inquiet" (1-4)
 Je ne sais pas

nov. 2025

Au niveau de l'UE, les préoccupations concernant les questions liées à la sécurité et à la sûreté sont répandues, bien que l'intensité de l'inquiétude varie en fonction de la question examinée. Dans l'ensemble, une nette majorité d'Européens expriment des niveaux élevés de préoccupation sur tous les sujets abordés dans l'enquête, soulignant l'importance des défis liés à la sécurité pour façonner les perceptions du public.

La plus grande préoccupation concerne les conflits actifs et les guerres à proximité de l'Union européenne. Plus de sept répondants sur dix (72 %) se disent très inquiets à ce sujet, tandis que 18 % se disent modérément inquiets. Cela en fait la question la plus préoccupante des questions testées, reflétant l'importance des tensions géopolitiques proches des frontières de l'UE dans l'esprit des citoyens.

Le terrorisme est le deuxième problème le plus préoccupant. Les deux tiers des répondants (67 %) se disent très inquiets et 19 % sont modérément inquiets. Ce niveau de préoccupation persistant met en évidence le fait que, malgré les fluctuations de la fréquence des attaques, le terrorisme reste un élément central de l'insécurité perçue parmi les Européens.

Les cyberattaques en provenance de pays tiers sont une source majeure de préoccupation pour les Européens. Les deux tiers des répondants (66 %) se disent très préoccupés par cette menace, tandis que 20 % déclarent être modérément inquiets. Ce niveau élevé de préoccupation met en évidence la vulnérabilité perçue de l'Union européenne face aux cybermenaces extérieures.

Un niveau de préoccupation tout aussi élevé est exprimé en ce qui concerne les catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique. Dans l'ensemble, 66 % des répondants indiquent qu'ils sont très inquiets et 20 % sont modérément inquiets. Ces résultats soulignent la mesure dans laquelle les risques liés au climat sont désormais fermement ancrés dans les perceptions du public en tant que facteur clé de l'incertitude quant à l'avenir.

Les flux migratoires incontrôlés figurent également parmi les problèmes les plus préoccupants. Près des deux tiers des répondants (65 %) se disent très inquiets et 20 % modérément inquiets. Cela reflète l'importance continue de ce sujet dans le débat public dans l'ensemble de l'Union européenne.

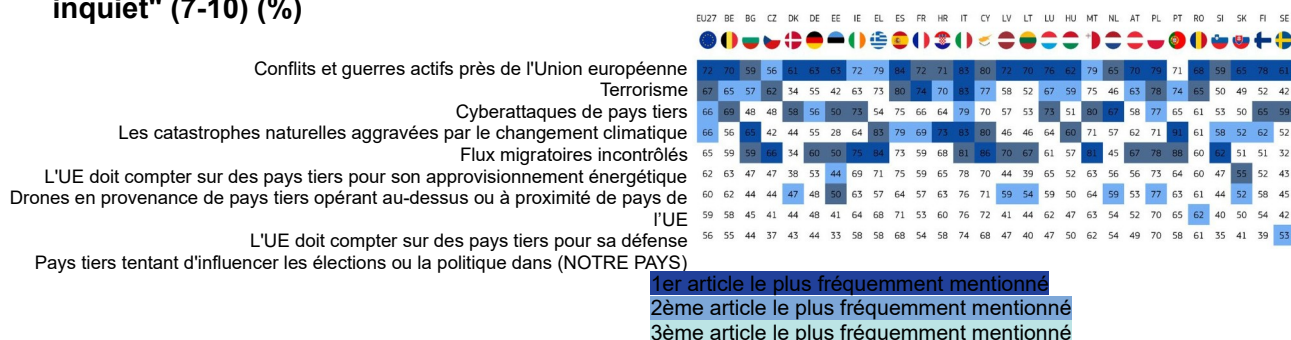
Les questions liées à la dépendance de l'Union européenne à l'égard des pays tiers suscitent des niveaux de préoccupation légèrement inférieurs, bien que toujours substantiels. Environ six répondants sur dix (62 %) sont très préoccupés par la dépendance de l'UE à l'égard de pays tiers pour son approvisionnement énergétique, 25 % faisant état d'inquiétudes modérées. De même, 59 % s'inquiètent fortement de la dépendance à l'égard de pays tiers pour la défense, et 26 % sont modérément inquiets. Ces résultats suggèrent que les questions d'autonomie stratégique représentent une source importante d'anxiété.

Les préoccupations concernant les drones de pays tiers opérant au-dessus ou à proximité de pays de l'UE sont également notables. Six répondants sur dix (60 %) se disent très inquiets et 22 % sont modérément inquiets, ce qui indique un niveau important de malaise à l'égard des technologies militaires et de surveillance émergentes.

Parmi les questions testées, les pays tiers qui tentent d'influencer les élections ou la politique dans le propre pays du répondant apparaissent comme les moins préoccupants, bien que les préoccupations restent répandues. Plus de la moitié des répondants (56%) déclarent être très inquiets, tandis que 23% sont modérément inquiets. Malgré le classement le plus bas par rapport à d'autres éléments, ces chiffres montrent que l'ingérence politique étrangère est toujours perçue comme un risque important par une grande partie des Européens.

Pris ensemble, les niveaux de préoccupation constamment élevés sur tous les sujets pourraient aider à expliquer le pessimisme prononcé observé en ce qui concerne l'avenir du monde et indiquer un environnement de sécurité perçu par de nombreux Européens comme complexe, multidimensionnel et de plus en plus incertain.

QA11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. Total Très inquiet" (7-10) (%)

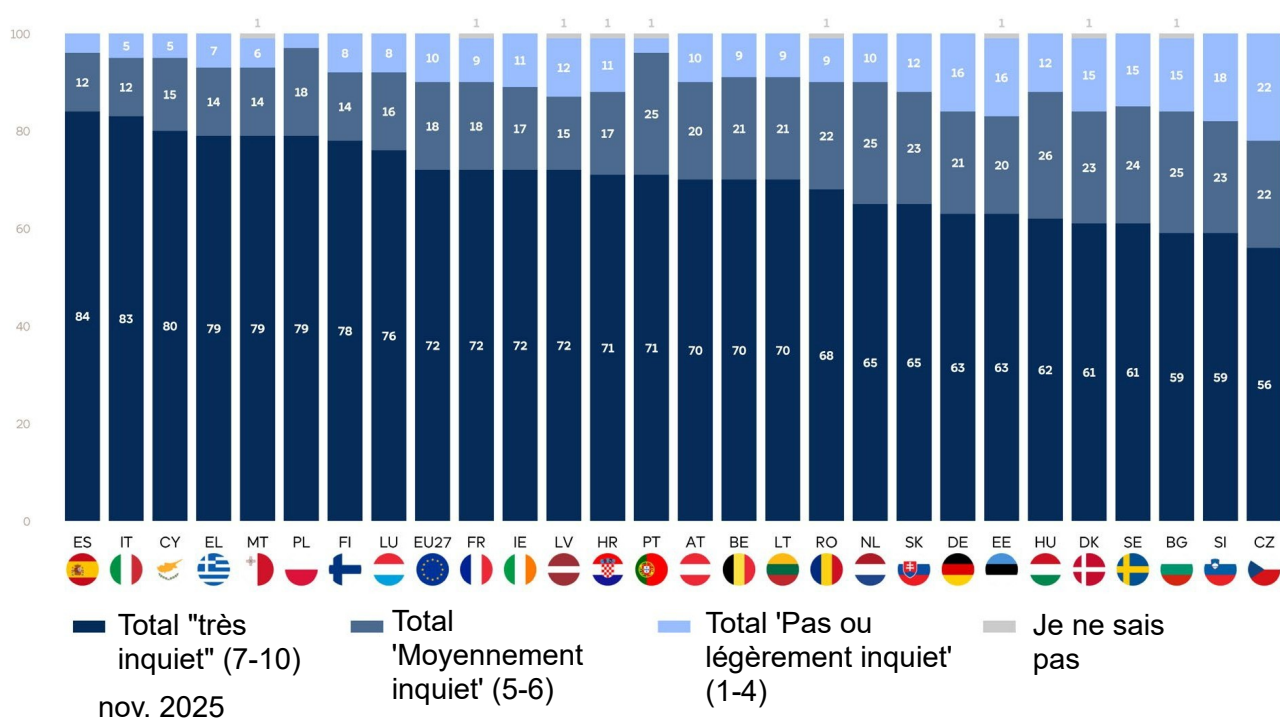


Après avoir examiné les niveaux globaux de préoccupation au niveau de l'UE, la présente section examine plus en détail la manière dont les inquiétudes concernant les questions liées à la sécurité et à la sûreté varient d'un État membre à l'autre. Bien que des niveaux élevés de préoccupation soient observés dans l'ensemble de l'Union européenne, l'intensité de l'inquiétude diffère considérablement d'un pays à l'autre, reflétant les contextes nationaux, la proximité géographique et les perceptions différentes du risque.

Au-delà des différences dans des questions spécifiques, l'enquête révèle que certains pays font systématiquement état de niveaux d'inquiétude plus élevés sur l'ensemble des sujets liés à la sécurité et à la sûreté, tandis que d'autres ont tendance à faire état de niveaux de préoccupation plus faibles dans l'ensemble. Par exemple, l'Italie, l'Espagne, Chypre, le Portugal, la Pologne et Malte figurent régulièrement parmi les pays qui affichent les pourcentages les plus élevés de répondants exprimant de vives inquiétudes, quel que soit le type de menace. En revanche, les Pays-Bas, le Danemark, l'Estonie, la Slovaquie et la Suède ont tendance à faire état de niveaux d'inquiétude plus faibles pour de multiples questions, ce qui indique une perception généralement moins anxieuse des risques en matière de sécurité et de sûreté. Ces tendances suggèrent que les contextes nationaux jouent un rôle important dans la formation du sentiment général de vulnérabilité des Européens.

Les préoccupations concernant les conflits actifs et les guerres à proximité de l'Union européenne sont répandues dans tous les États membres. Cette question est la plus préoccupante dans 16 pays et, dans chaque État membre, plus de la moitié des personnes interrogées se disent très préoccupées. Les niveaux de préoccupation les plus élevés sont enregistrés en Espagne (84 %), en Italie (83 %) et à Chypre (80 %), où plus de huit répondants sur dix se disent très inquiets. À l'autre extrémité de l'échelle, les proportions les plus faibles de répondants très inquiets sont observées en Tchéquie (56 %), en Bulgarie (59 %) et en Slovaquie (59 %).

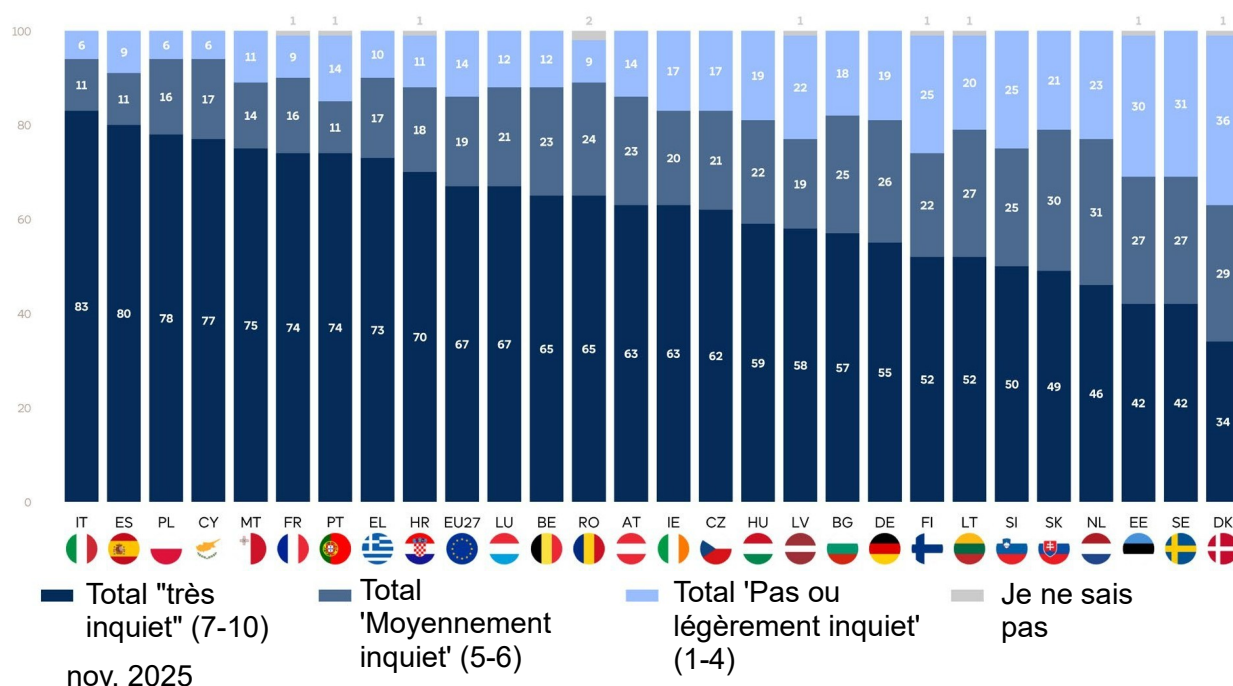
QA11.1 Dans quelle mesure êtes-vous inquiet ou non au sujet de chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.
Conflits et guerres actifs à proximité de l'Union européenne (%)



Les préoccupations concernant le terrorisme sont également répandues dans toute l'Union européenne, bien que leur intensité varie considérablement d'un État membre à l'autre. Le terrorisme est la principale préoccupation en matière de sécurité dans deux pays, la France et l'Italie, où respectivement 74 % et 83 % des personnes interrogées se disent très préoccupées. Dans l'ensemble, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 22 États membres. Les pourcentages les plus élevés de répondants très inquiets sont observés en Italie (83 %), en Espagne (80 %) et en Pologne (78 %). En revanche, les préoccupations sont nettement plus faibles au Danemark (34 %), en Suède (42 %) et en Estonie (42 %).

QA11.7 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

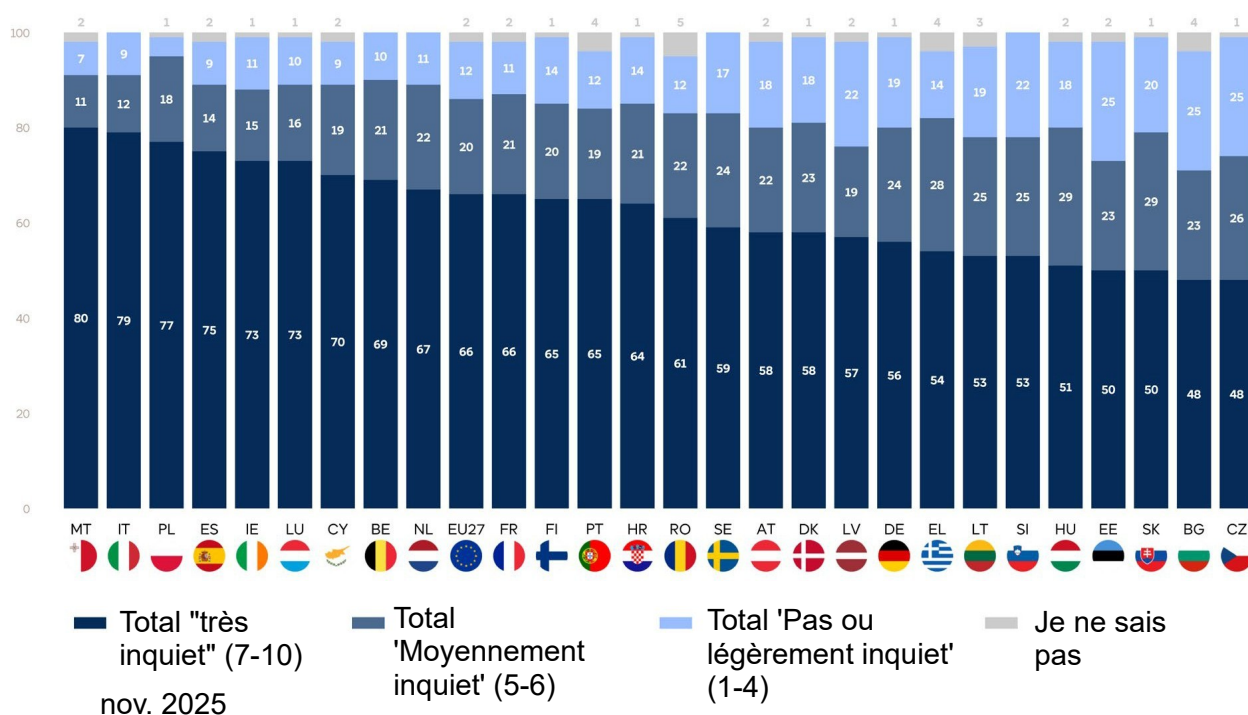
Terrorisme (%)



En ce qui concerne les cyberattaques en provenance de pays tiers, les préoccupations sont répandues mais inégales d'un État membre à l'autre. Ces attaques représentent la principale préoccupation en matière de sécurité aux Pays-Bas (67%). Au total, au moins la moitié des répondants déclarent être très inquiets dans 25 États membres, ce qui indique une large perception de la vulnérabilité aux cybermenaces externes. Les pourcentages les plus élevés de répondants très inquiets sont enregistrés à Malte (80 %), en Italie (79 %) et en Pologne (77 %). En revanche, les inquiétudes sont plus faibles en Tchéquie et en Bulgarie (48 % dans les deux cas), ainsi qu'en Slovaquie et en Estonie (50 %), où environ la moitié ou moins des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude.

QA11.2 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

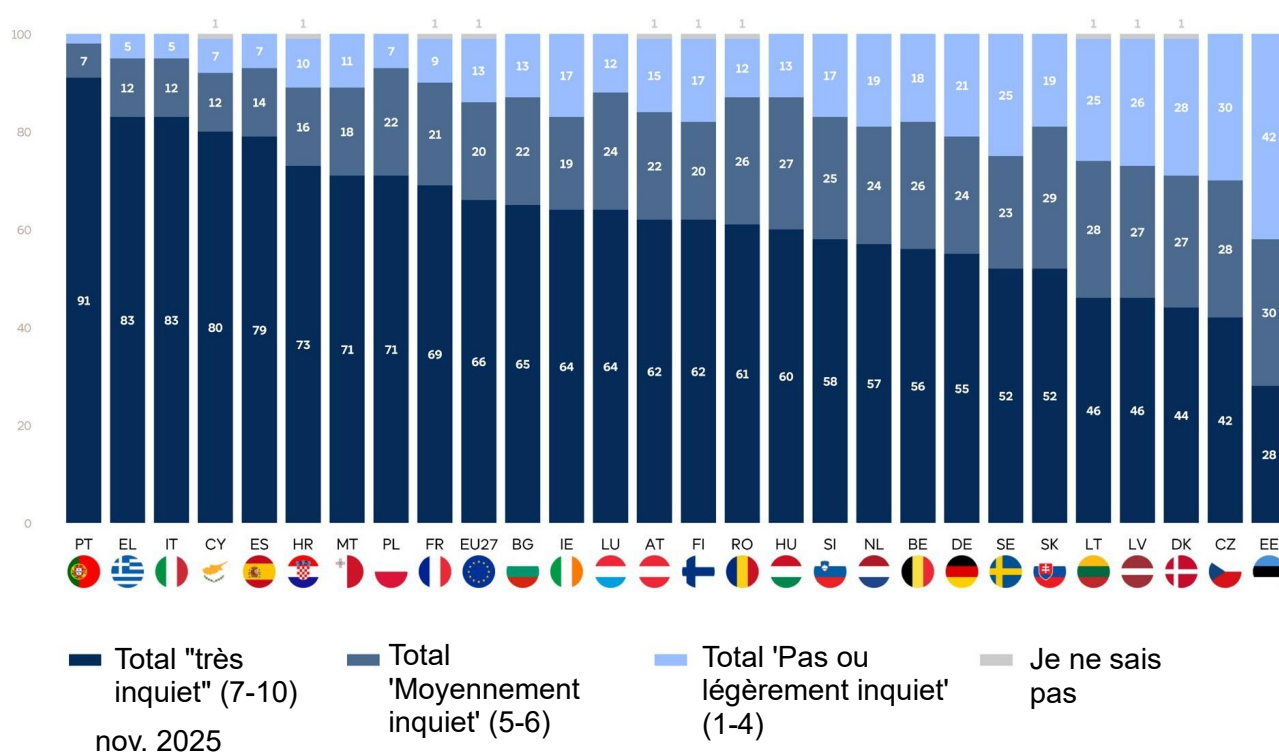
Cyberattaques en provenance de pays tiers (%)



Les préoccupations concernant les catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique sont particulièrement fortes dans plusieurs États membres et représentent la principale préoccupation en matière de sécurité en Bulgarie (65 %), en Croatie (73 %), en Italie (83 %) et au Portugal (91 %). Dans l'ensemble, les niveaux d'inquiétude les plus élevés sont concentrés dans les pays méditerranéens: Le Portugal (91 %), la Grèce (83 %), l'Italie (83 %), Chypre (80 %), l'Espagne (79 %) et la Croatie (73 %) sont les six États membres dans lesquels plus de trois répondants sur quatre se déclarent très inquiets. En revanche, les préoccupations sont beaucoup plus faibles dans certains pays du nord et du centre de l'Europe, notamment en Estonie (28 %), en Tchéquie (42 %) et au Danemark (44 %). Ces différences reflètent peut-être en partie l'expérience récente de phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur et les incendies de forêt, qui ont tendance à affecter plus gravement le sud de l'Europe. Dans l'ensemble, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 22 États membres.

QA11.9 Dans quelle mesure êtes-vous inquiet ou non au sujet de chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

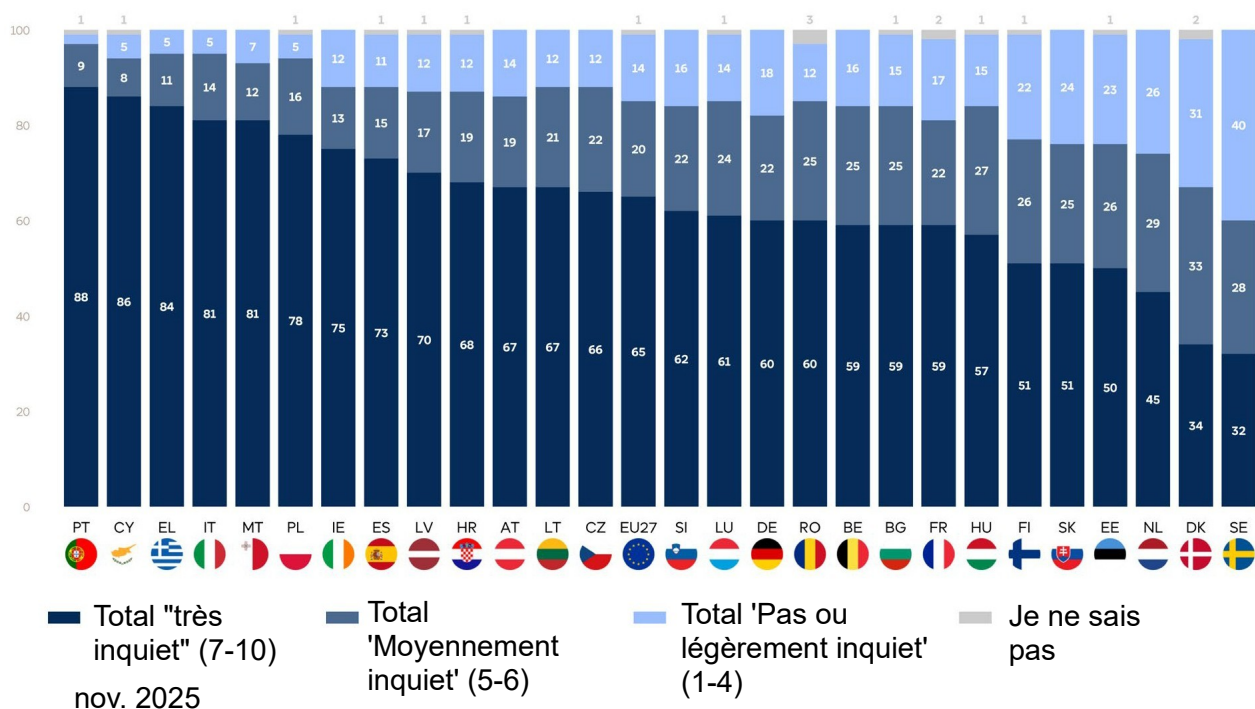
Catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique (%)



Les flux migratoires incontrôlés apparaissent comme la principale préoccupation en matière de sécurité dans six pays: Chypre (86 %), la Grèce (84 %), Malte (81 %), l'Irlande (75 %), la Tchèque (66 %) et la Slovaquie (62 %). Plus de huit répondants sur dix sont également très inquiets au Portugal (88 %) et en Italie (81 %). Dans l'ensemble, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 24 États membres. En revanche, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont observés en Suède (32 %) et au Danemark (34 %), où moins de quatre répondants sur dix expriment de vives inquiétudes, et aux Pays-Bas (45 %).

QA11.8 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

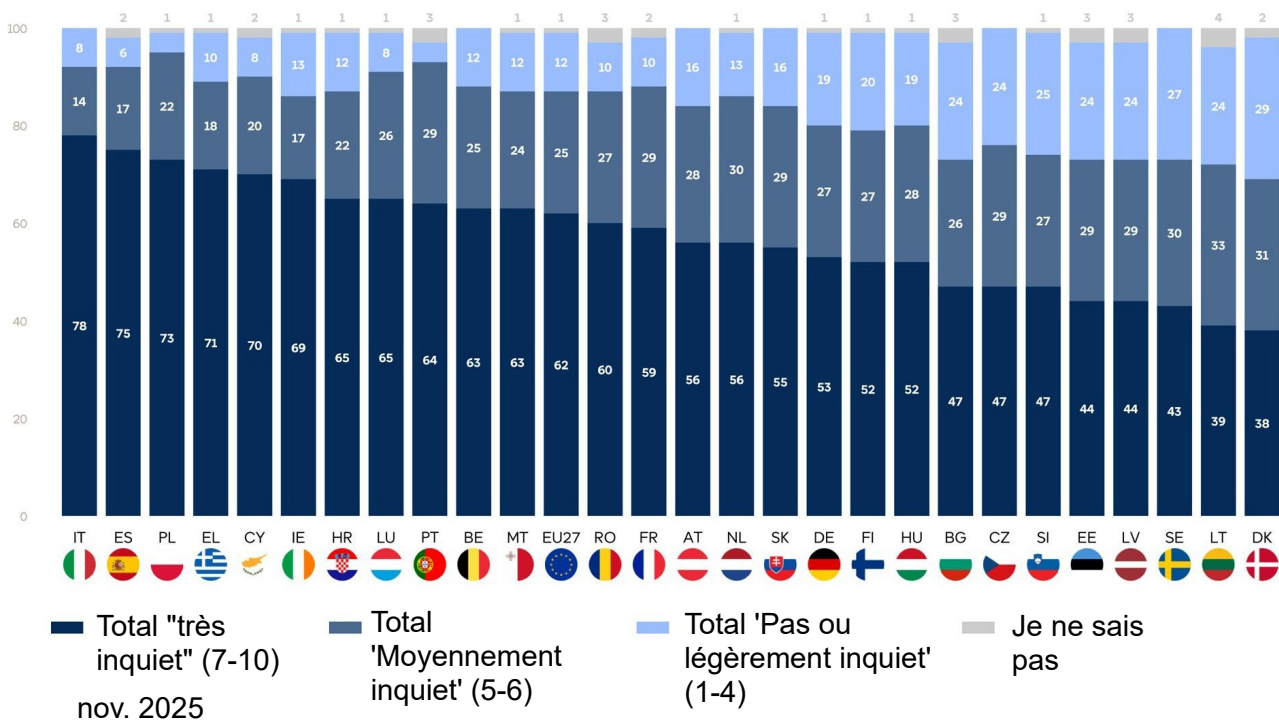
Flux migratoires incontrôlés (%)



L'inquiétude suscitée par la dépendance de l'UE à l'égard de pays tiers pour son approvisionnement énergétique varie d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très inquiets se trouvent en Italie (78 %), en Espagne (75 %) et en Pologne (73 %). Dans l'ensemble, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 19 États membres. À l'autre extrémité de l'échelle, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont enregistrés au Danemark (38 %), en Lituanie (39 %) et en Suède (43 %).

QA11.5 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

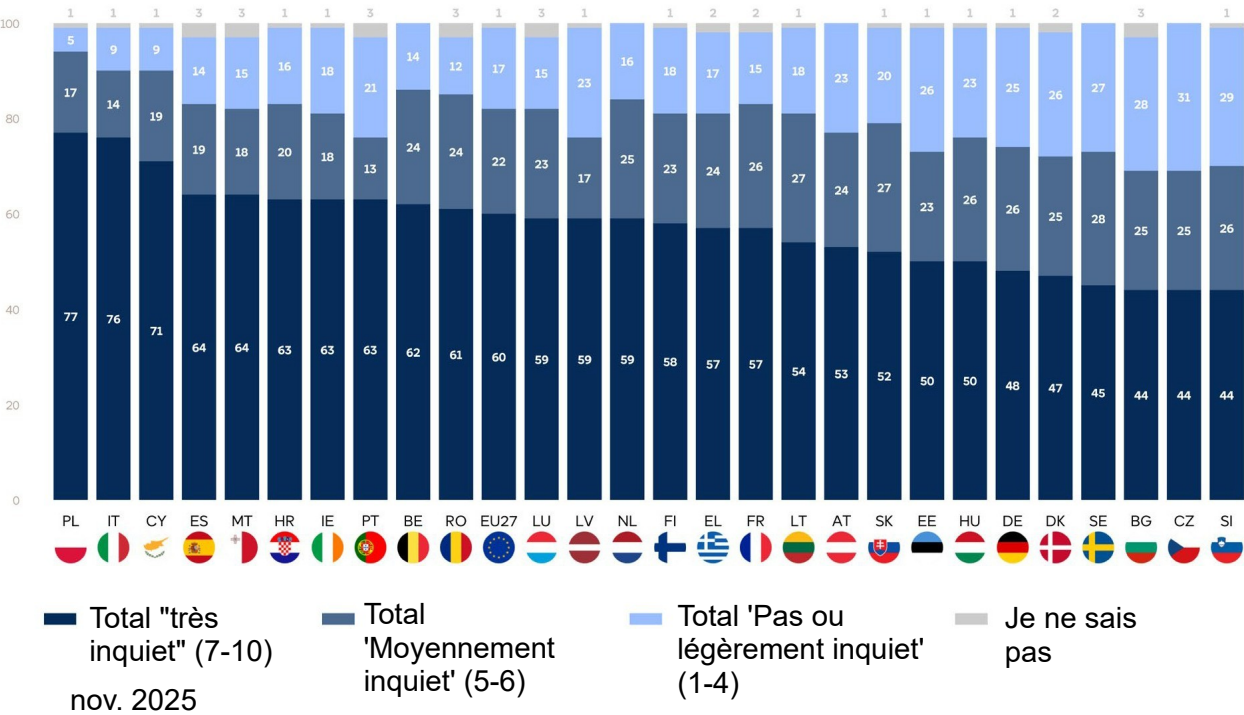
L'UE doit compter sur des pays tiers pour son approvisionnement énergétique (%)



Les préoccupations concernant les drones de pays tiers opérant au-dessus ou à proximité de pays de l'UE sont importantes, mais varient d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très inquiets se trouvent en Pologne (77 %), en Italie (76 %) et à Chypre (71 %). Dans 21 États membres, au moins la moitié des répondants se disent très inquiets. À l'autre extrémité de l'échelle, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont enregistrés en Slovaquie, en Tchéquie et en Bulgarie (tous les 44 %).

QA11.3 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

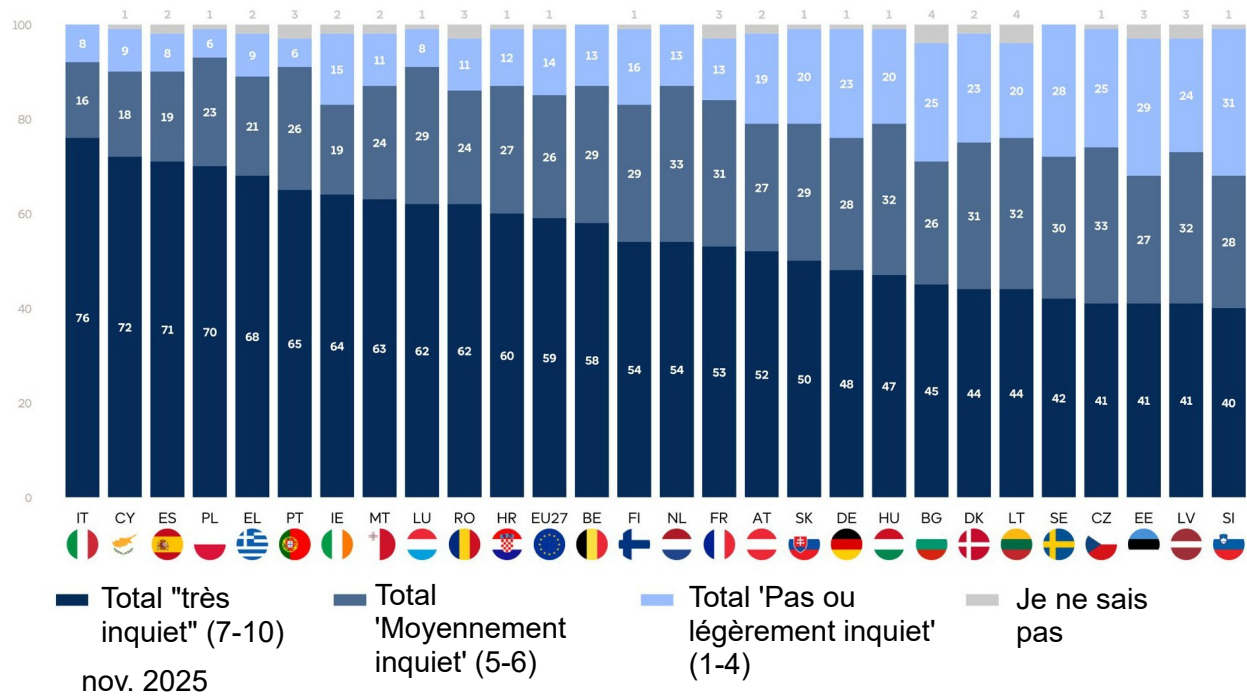
Drones de pays tiers opérant au-dessus ou à proximité de pays de l'UE (%)



La dépendance à l'égard des pays tiers en matière de défense est une source de préoccupation dans l'ensemble de l'Union, bien que les niveaux varient considérablement d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très inquiets sont observés en Italie (76 %), à Chypre (72 %) et en Espagne (71 %). Dans l'ensemble, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 17 États membres. En revanche, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont observés en Slovaquie (40 %) et en Lettonie, en Estonie et en Tchéquie (tous 41 %).

QA11.6 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

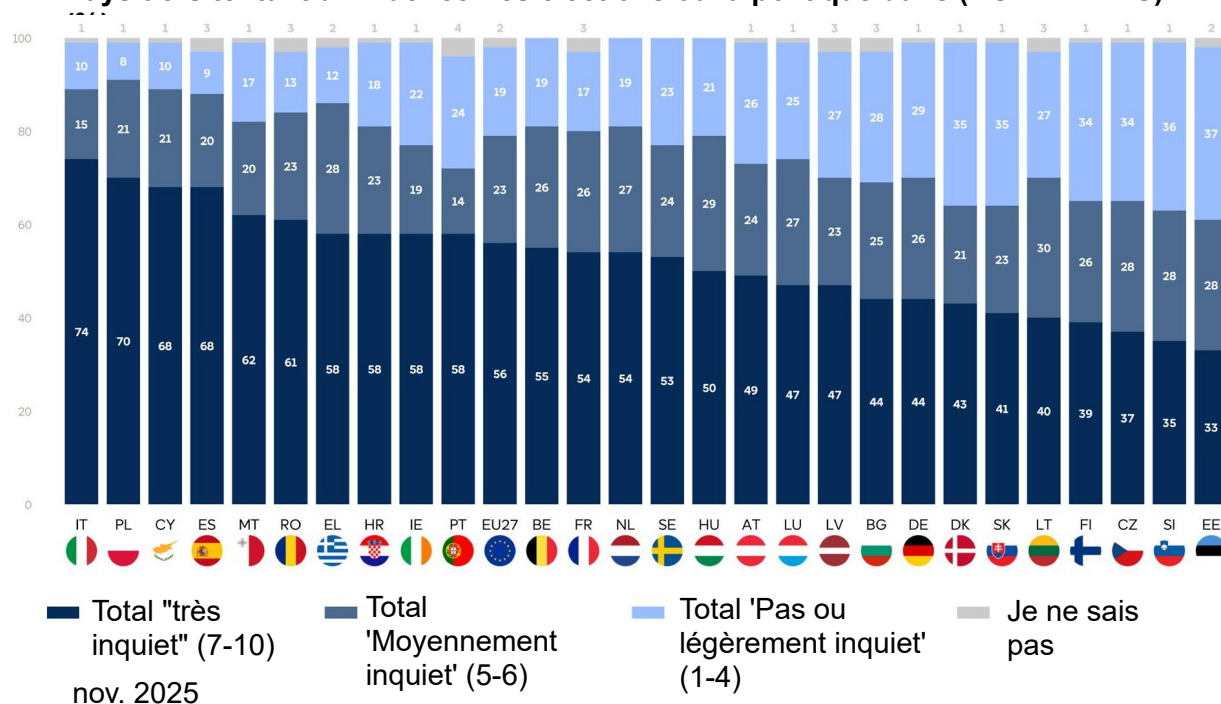
L'UE doit compter sur des pays tiers pour sa défense (%)



Enfin, les préoccupations concernant les pays tiers qui tentent d'influencer les élections ou la politique varient également considérablement d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très inquiets se trouvent en Italie (74 %), en Pologne (70 %), à Chypre et en Espagne (68 %). Dans 15 États membres, au moins la moitié des répondants se disent très inquiets. À l'autre extrémité de l'échelle, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont enregistrés en Estonie (33 %), en Slovaquie (35 %) et en Tchéquie (37 %), où seul un tiers environ des répondants expriment un niveau élevé d'inquiétude.

QA11.4 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

Pays tiers tentant d'influencer les élections ou la politique dans (NOTRE PAYS)



Les préoccupations concernant les questions de sécurité et de sûreté varient d'un groupe sociodémographique à l'autre. Compte tenu des différences entre les sexes, les femmes signalent généralement des niveaux d'inquiétude plus élevés que les hommes dans la plupart des problèmes. Les écarts les plus importants entre les hommes et les femmes sont observés pour les catastrophes naturelles (71 % des femmes sont très inquiètes contre 64 % des hommes), les conflits actifs près de l'UE (74 % contre 69 %), le terrorisme (70 % contre 65 %) et les drones en provenance de pays tiers (62 % contre 57 %). Ces différences suggèrent que les femmes ont tendance à percevoir les menaces à la sécurité comme plus immédiates ou urgentes, en particulier dans les domaines liés aux risques environnementaux et géopolitiques.

Les inquiétudes au sujet de la sécurité et de la sûreté ont tendance à augmenter avec l'âge. Les jeunes répondants (âgés de 15 à 24 ans) sont systématiquement moins inquiets sur la plupart des sujets, tandis que les répondants âgés de 55 ans et plus font état des niveaux de préoccupation les plus élevés. Les différences d'âge sont plus marquées pour les flux migratoires incontrôlés (52 % des 15-24 ans très inquiets contre 70 % des 55 ans et plus), les drones (53 % contre 64 %), l'influence politique étrangère (49 % contre 60 %) et la dépendance à l'égard de pays tiers pour la défense (51 % contre 61 %). Ces tendances indiquent un effet graduel sur le cours de la vie, les Européens plus âgés percevant les risques en matière de sécurité et de sûreté comme étant plus importants ou imminents.

L'effet de l'éducation sur les risques perçus pour la sécurité varie selon les sujets. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles d'être très préoccupés par les flux migratoires (72 % contre 56 % chez les personnes très instruites) et le terrorisme (72 % contre 61 %). Sur d'autres questions, les différences sont moins prononcées, bien que les répondants ayant un niveau d'éducation moyen aient tendance à signaler des niveaux d'inquiétude légèrement plus élevés sur plusieurs sujets, ce qui suggère que l'éducation façonne à la fois la sensibilisation au risque et les perceptions d'une manière complexe en fonction du type de menace.

Les perceptions de la sécurité et de la sûreté varient également en fonction de l'attitude des répondants à l'égard de l'Union européenne, ce qui met en évidence le lien entre les perspectives politiques plus larges et la perception des risques. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles d'exprimer des niveaux élevés de préoccupation face aux catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique, 70 % d'entre eux déclarant être très inquiets, contre 59 % de ceux qui ont une image négative de l'UE. À l'inverse, les répondants ayant une image négative de l'UE font état de niveaux d'inquiétude plus élevés concernant les questions liées aux flux migratoires et au terrorisme. Parmi ceux qui ont une image négative, 77% sont très préoccupés par la migration incontrôlée, contre 60% parmi ceux qui ont une vision positive de l'UE. De même, l'inquiétude au sujet du terrorisme est plus élevée chez ceux qui ont une image négative (75% très inquiets) que chez ceux qui ont une image positive (63%).

QA11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. Total «très inquiet» (7-10) (% - UE)									
	Conflits et guerres actifs près de l'Union européenne	Terrorisme	Les catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique	Cyberattaques en provenance de pays tiers	Flux migratoires incontrôlés	L'UE doit compter sur des pays tiers pour son approvisionnement énergétique	Drones en provenance de pays tiers opérant au-dessus ou à proximité de pays de l'UE	L'UE doit compter sur des pays tiers pour sa défense	Pays non membres de l'UE qui tentent d'influencer les élections ou la politique dans (NOTRE PAYS)
UE-27	72	67	66	66	65	62	60	59	56
Genre									
Homme	69	65	64	65	66	61	57	58	57
Femme	74	70	71	66	66	63	62	59	57
Âge									
15-24	68	63	67	61	52	54	53	51	49
25-39	69	64	66	63	62	64	56	59	56
40-54	71	66	66	66	68	63	59	60	55
55+	75	72	69	67	70	62	64	61	60
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	70	72	65	60	72	58	58	55	53
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	73	69	67	68	69	65	63	61	59
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	72	61	68	65	56	62	57	58	56
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	69	67	64	66	68	63	57	60	56
Gestionnaires	70	58	63	62	59	60	54	57	52
Autres colliers blancs	71	65	66	67	64	65	61	60	58
Travailleurs manuels	69	71	66	65	71	64	59	60	57
Personnes à domicile	78	73	71	69	73	68	67	62	62
Chômeurs	69	69	68	67	63	63	57	56	56
Retraité	75	73	69	67	71	62	64	60	60
Étudiants	70	62	70	59	48	53	52	50	50
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	71	68	68	63	67	62	60	60	57
De temps en temps	73	73	71	66	70	64	62	61	59
Presque jamais / Jamais	71	66	65	65	63	61	58	57	56
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	70	67	64	63	68	59	59	57	55
Petite ou moyenne ville	72	69	67	66	65	63	59	60	57
Grande ville	73	67	70	67	64	64	60	60	58
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	72	67	67	66	65	62	59	59	57
néant	72	73	68	58	72	58	61	56	56
Image de l'UE									
Positif	73	63	70	67	60	62	60	59	57
Neutre	71	70	65	65	68	61	60	57	54
Négatif	71	75	59	64	77	65	57	60	58
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	73	65	70	67	61	63	61	58	57
Une mauvaise chose	65	73	56	60	76	60	54	57	56
Ni une bonne ni une mauvaise chose	71	72	65	65	73	63	60	59	57

Communication et préoccupations liées à la société

La présente section aborde les préoccupations des Européens concernant la communication et les questions liées à la société. Bien que la section précédente ait montré que les menaces externes telles que les conflits, le terrorisme et les cyberattaques pèsent lourdement sur les perceptions du public, cette section examine les préoccupations liées à la façon dont l'information est produite, diffusée et gouvernée dans les sociétés contemporaines. L'évolution technologique rapide, le rôle croissant des plateformes numériques et la centralité croissante de la communication en ligne ont profondément transformé la sphère publique. Dans le même temps, la désinformation, la prise de décision algorithmique, l'indépendance des médias et la liberté d'expression sont aujourd'hui des sujets importants dans l'ensemble de l'Union européenne. Dans ce contexte, l'enquête a exploré la mesure dans laquelle les Européens se sentent préoccupés par une série de questions liées à la communication et à la société, sur une échelle de 1 à 10.

QA12 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. (UE-27) (%)

Désinformation (informations fausses ou trompeuses)



Discours de haine en ligne et hors ligne



Les faux contenus créés par l'intelligence artificielle (IA), comme les vidéos deepfake ou les fausses informations



La protection des données personnelles en ligne



Menaces contre la liberté d'expression



Polarisation sociétale (par exemple, divisions croissantes entre les groupes de la société)



Le contrôle des médias sociaux par quelques grandes entreprises



L'indépendance des médias dans (NOTRE PAYS)



Manque de transparence dans la manière dont les algorithmes prennent des décisions sur Internet (par exemple, quels contenus ou publicités sont affichés et pourquoi)



Total "très inquiet" (7-10)
 Total "Moyennement inquiet" (5-6)
 Total "Pas ou légèrement inquiet" (1-4)
 Je ne sais pas

nov. 2025

Au niveau de l'UE, les préoccupations concernant la communication et les questions liées à la société sont répandues, bien que l'intensité de l'inquiétude varie quelque peu en fonction de la question examinée. Dans l'ensemble, une nette majorité d'Européens font état de niveaux de préoccupation élevés pour tous les thèmes de l'enquête, soulignant le rôle central que jouent

désormais l'information, les technologies numériques et la cohésion sociétale dans l'élaboration des perceptions du public.

La principale préoccupation concerne la propagation de la désinformation. Plus des deux tiers des répondants (69 %) se disent très préoccupés par les informations fausses ou trompeuses, tandis que 19 % se disent modérément inquiets. Cela fait de la désinformation la plus préoccupante des questions testées et reflète une anxiété généralisée quant à son impact sur les processus démocratiques, la confiance du public et la prise de décision éclairée.

L'inquiétude suscitée par les discours de haine, en ligne et hors ligne, est étroitement liée à cette préoccupation. Environ les deux tiers des Européens (68 %) se disent très préoccupés par les discours de haine, 19 % supplémentaires faisant état d'inquiétudes modérées. Ce niveau élevé de préoccupation suggère que de nombreux citoyens perçoivent le discours de haine comme une menace directe pour la cohésion sociale et le discours public respectueux.

Les faux contenus créés par l'intelligence artificielle, tels que les vidéos deepfake ou les fausses informations générées par l'IA, sont également une source de préoccupation majeure. Dans l'ensemble, 68 % des répondants se disent très inquiets et 19 % sont modérément inquiets. Ces résultats indiquent une prise de conscience croissante des risques associés aux technologies émergentes et de leur potentiel à saper davantage la confiance dans l'information et les médias.

La protection des données personnelles en ligne figure également parmi les principales préoccupations. Environ deux tiers des Européens (68 %) se disent très préoccupés par cette question, tandis que 20 % sont modérément inquiets. Cela met en évidence les craintes persistantes concernant la vie privée, l'utilisation abusive des données et la capacité des individus à garder le contrôle de leurs informations personnelles dans les environnements numériques.

Les menaces qui pèsent sur la liberté d'expression suscitent également de vives inquiétudes. Dans l'ensemble, 67 % des répondants se disent très inquiets, et 20 % expriment une inquiétude modérée. Cela suggère que les Européens sont sensibles aux risques perçus pour les libertés fondamentales, qu'ils découlent de la réglementation, des pratiques des plateformes ou des pressions sociétales plus larges.

Les inquiétudes concernant la polarisation sociétale sont également répandues. Près des deux tiers des répondants (63 %) se disent très préoccupés par les divisions croissantes entre les groupes de la société, et 23 % sont modérément inquiets. Ces résultats soulignent les inquiétudes concernant la fragmentation sociale et l'affaiblissement des valeurs partagées.

Le contrôle des médias sociaux par quelques grandes entreprises suscite également de vives inquiétudes. Environ six répondants sur dix (63 %) se disent très inquiets, tandis que 22 % sont modérément inquiets. Cela indique un malaise quant à la concentration du marché et au pouvoir des grandes plateformes sur le débat public.

Bien que légèrement plus faible que pour d'autres questions, la préoccupation quant à l'indépendance des médias dans les pays des répondants reste importante. Plus de la moitié des Européens (56 %) se disent très inquiets, et 25 % sont modérément inquiets. Cela indique que les questions relatives à la liberté et au pluralisme des médias continuent de résonner dans l'ensemble de l'Union.

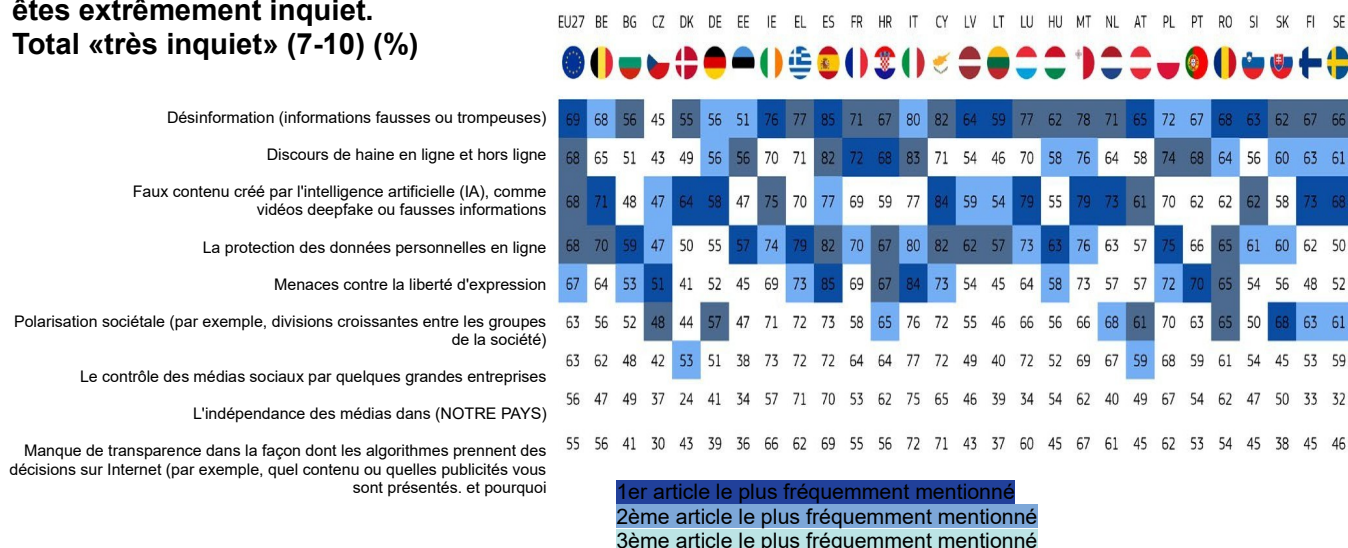
Enfin, le manque de transparence dans la façon dont les algorithmes prennent des décisions sur Internet est le moins inquiétant des problèmes testés, bien que l'inquiétude soit encore répandue. Dans l'ensemble, 55 % des répondants se disent très inquiets et 26 % sont modérément inquiets. Malgré le classement le plus bas, ces chiffres suggèrent que la prise de décision algorithmique opaque est de plus en plus reconnue comme une question importante.

Pris ensemble, les niveaux de préoccupation constamment élevés dans toutes ces questions liées à la communication et à la société renforcent l'image d'un public profondément attentif aux défis posés par l'environnement moderne de l'information. Ces inquiétudes reflètent et complètent les angoisses liées à la sécurité observées dans la section précédente, soulignant une perception plus

large de la vulnérabilité qui couvre à la fois les dimensions physiques et numériques de la vie contemporaine.

QA12 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

Total «très inquiet» (7-10) (%)



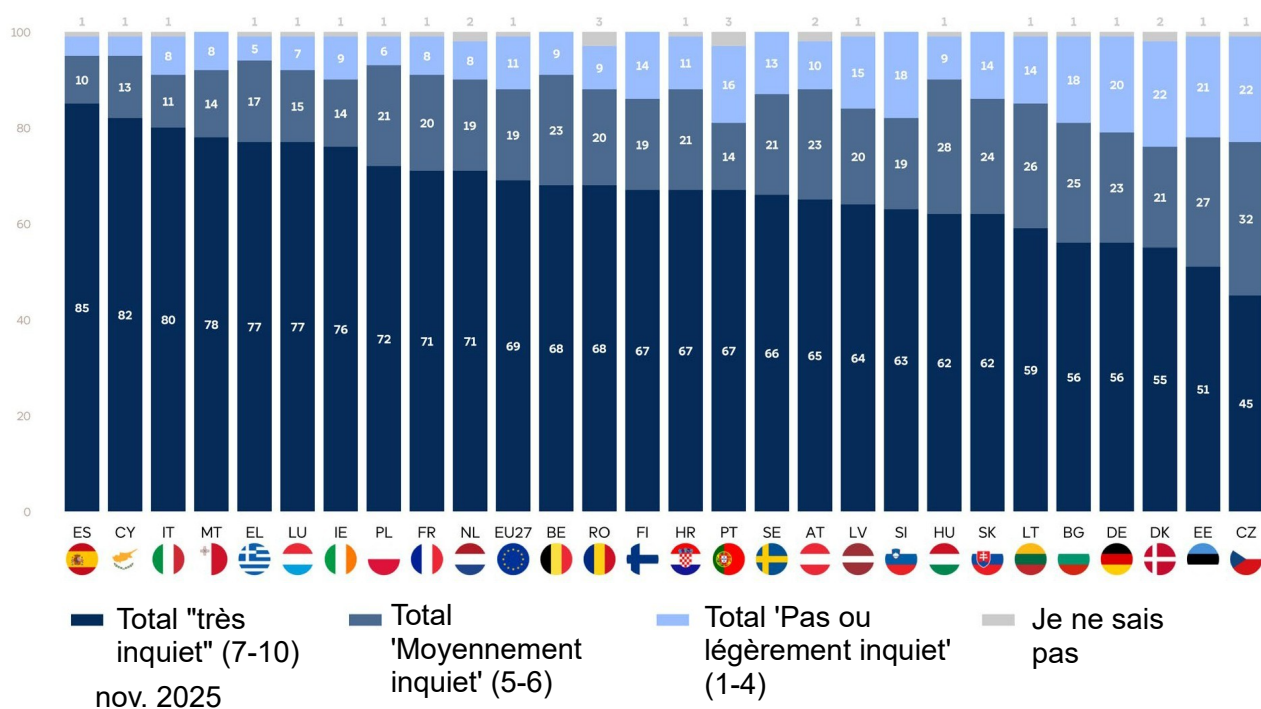
Après avoir examiné les niveaux globaux de préoccupation au niveau de l'UE, la présente section examine maintenant plus en détail la manière dont les inquiétudes concernant la communication et les questions liées à la société varient d'un État membre à l'autre. Bien que des niveaux élevés de préoccupation soient évidents dans l'ensemble de l'Union européenne pour toutes les questions examinées, l'intensité de l'inquiétude varie considérablement d'un pays à l'autre. Ces variations peuvent refléter des contextes nationaux différents, des paysages médiatiques différents, des niveaux de numérisation et des évolutions politiques et sociétales récentes, ainsi que des expériences contrastées avec des défis tels que la désinformation, la liberté des médias et les préjugés en ligne.

Au-delà des différences sur des questions spécifiques, l'enquête montre que certains pays font systématiquement état de niveaux d'inquiétude plus élevés sur l'ensemble des sujets liés à la communication et à la société, tandis que d'autres ont tendance à faire état de niveaux de préoccupation plus faibles dans l'ensemble. L'Italie, l'Espagne, Chypre, Malte, l'Irlande et la Grèce figurent régulièrement parmi les pays qui affichent les plus fortes proportions de répondants exprimant de vives inquiétudes. En revanche, la Tchéquie, le Danemark, l'Estonie, la Lituanie, la Bulgarie et la Slovaquie ont tendance à faire état de niveaux d'inquiétude plus faibles pour de multiples questions, ce qui indique une perception généralement moins anxieuse de la communication et des risques sociétaux. Ces tendances suggèrent que le contexte national joue un rôle important dans la formation du sentiment général de vulnérabilité des Européens dans l'environnement de l'information.

Les préoccupations relatives à la désinformation sont répandues dans l'ensemble de l'Union européenne, bien que leur intensité varie considérablement d'un État membre à l'autre. La désinformation apparaît comme le principal problème de communication et de société dans sept pays: L'Espagne (85 %), l'Irlande (76 %), la Roumanie (68 %), l'Autriche (65 %), la Lettonie (64 %), la Slovénie (63 %) et la Lituanie (59 %), où elle se classe parmi les pays les plus préoccupés par les problèmes testés. Dans l'ensemble, les niveaux de préoccupation les plus élevés sont enregistrés en Espagne (85 %), à Chypre (82 %) et en Italie (80 %), où plus de huit répondants sur dix se déclarent très inquiets. En revanche, l'inquiétude concernant la désinformation est nettement plus faible en Tchéquie, le seul État membre où moins de la moitié des répondants sont très inquiets (45 %). Des niveaux de préoccupation plus faibles sont également observés en Estonie (51 %) et au Danemark (55 %).

QA12.2 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

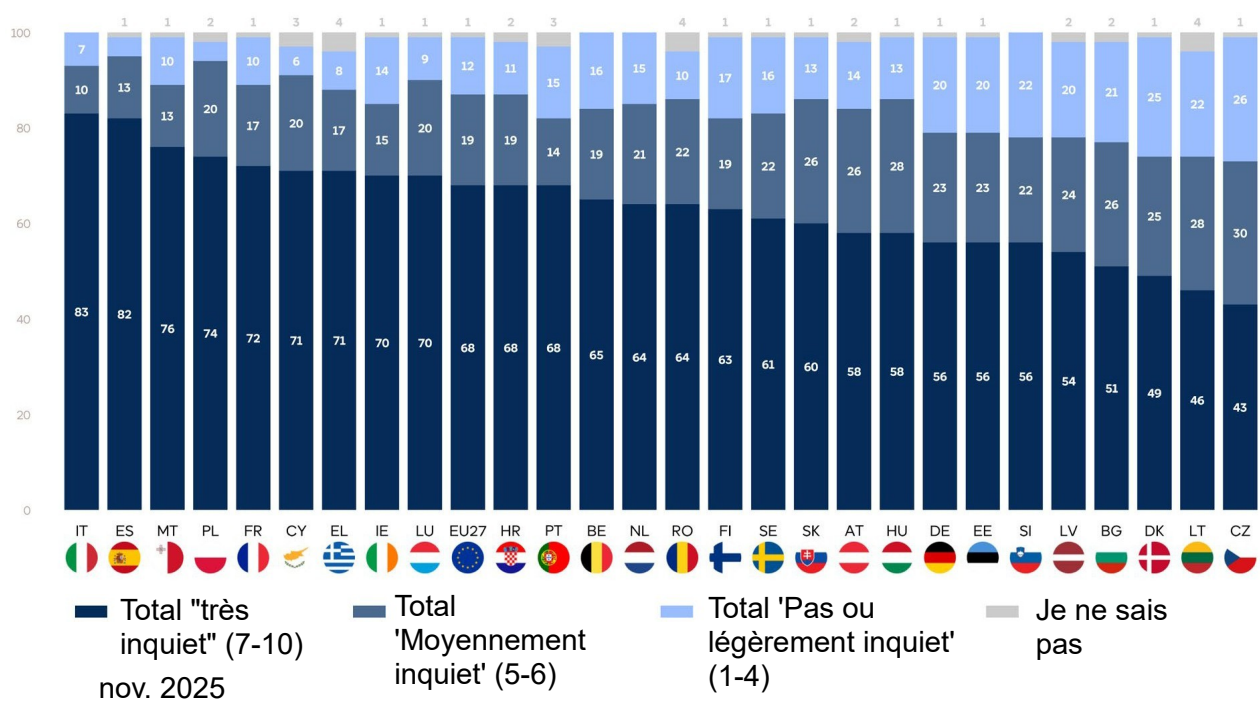
Désinformation (informations fausses ou trompeuses) (%)



Les préoccupations concernant les discours de haine, tant en ligne que hors ligne, sont répandues dans l'ensemble de l'Union européenne, bien que leur intensité varie d'un État membre à l'autre. Le discours de haine apparaît comme la principale préoccupation en matière de communication et de société dans deux pays, la France (72 %) et la Croatie (68 %), où il occupe le premier rang parmi les problèmes testés. Dans l'ensemble, les niveaux d'inquiétude les plus élevés sont observés en Italie (83 %), en Espagne (82 %) et à Malte (76 %). Au total, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés de préoccupation dans 24 États membres. En revanche, les inquiétudes sont nettement plus faibles en Tchéquie (43 %), en Lituanie (46 %) et au Danemark (49 %), où moins de la moitié des répondants se disent très inquiets.

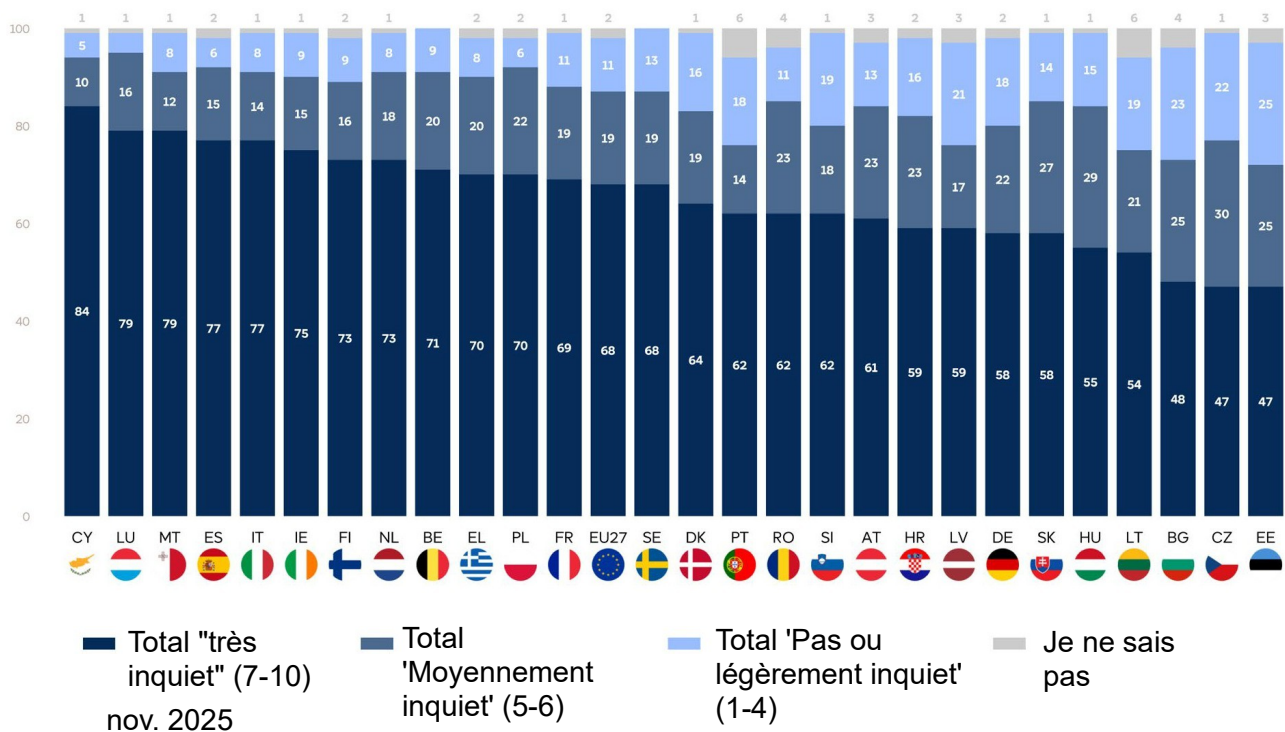
QA12.4 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

Discours de haine en ligne et hors ligne (%)



L'inquiétude suscitée par les faux contenus créés par l'intelligence artificielle, tels que les vidéos deepfake ou les fausses informations générées par l'IA, est particulièrement prononcée dans plusieurs États membres et apparaît comme le principal problème de communication et de société dans neuf pays: Chypre (84 %), le Luxembourg (79 %), Malte (79 %), la Finlande (73 %), les Pays-Bas (73 %), la Belgique (71 %), la Suède (68 %), le Danemark (64 %) et l'Allemagne (58 %). Dans l'ensemble, les niveaux de préoccupation les plus élevés sont enregistrés à Chypre, au Luxembourg et à Malte, où environ huit répondants sur dix se disent très inquiets. Au total, au moins la moitié des répondants font état de niveaux élevés d'inquiétude dans 24 États membres. À l'autre extrémité de l'échelle, les préoccupations sont nettement plus faibles en Estonie et en Tchéquie (47 % dans les deux cas), ainsi qu'en Bulgarie (48 %), où moins de la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude.

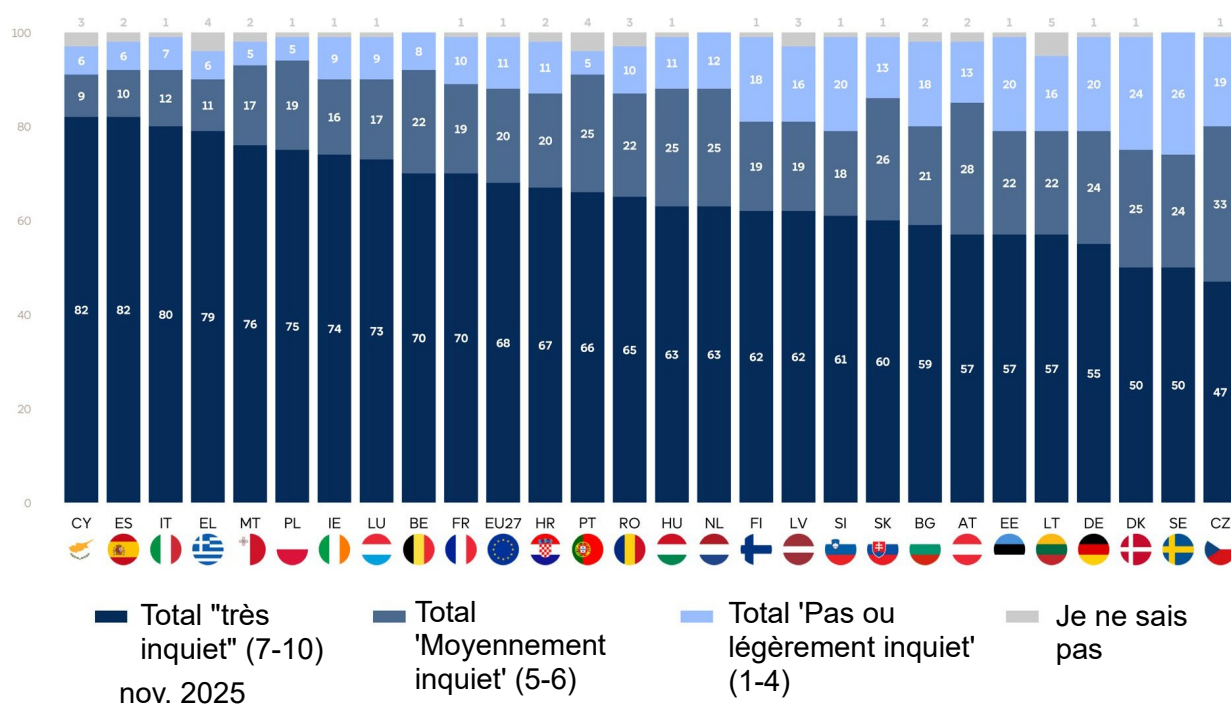
QA12.6 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. Les faux contenus créés par l'intelligence artificielle (IA), comme les vidéos deepfake ou les fausses informations (%)



Les préoccupations relatives à la protection des données à caractère personnel en ligne sont répandues dans l'ensemble de l'Union européenne et se classent au premier rang des questions liées à la communication et à la société dans cinq États membres: Grèce (79 %), Pologne (75 %), Hongrie (63 %), Bulgarie (59 %) et Estonie (57 %). Les niveaux globaux de préoccupation les plus élevés sont observés à Chypre et en Espagne (82 % dans les deux cas) et en Italie (80 %). Au total, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 26 États membres. Les niveaux de préoccupation les plus faibles sont enregistrés en Tchéquie (47 %), en Suède (50 %) et au Danemark (50 %).

QA12.8 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

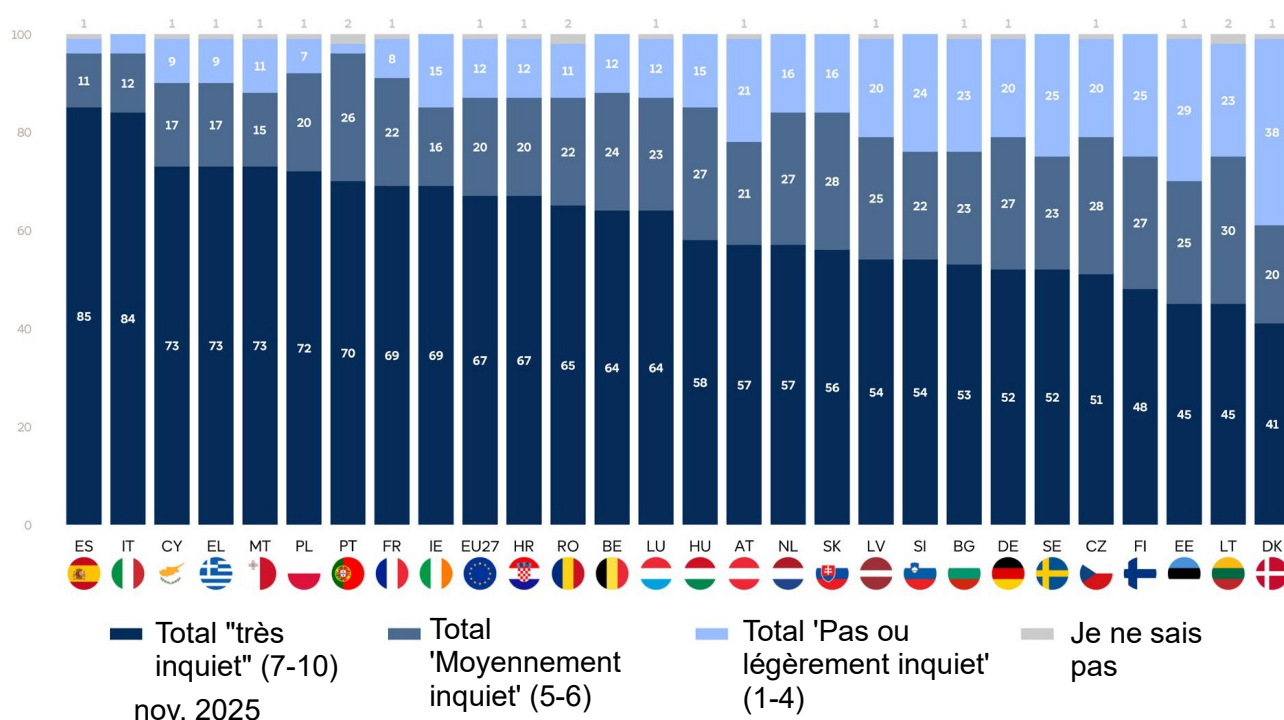
La protection des données personnelles en ligne (%)



Les préoccupations concernant les menaces pesant sur la liberté d'expression varient considérablement d'un État membre à l'autre, mais restent importantes dans plusieurs pays. Cette question apparaît comme la principale préoccupation en matière de communication et de société dans quatre États membres: Espagne (85 %), Italie (84 %), Portugal (70 %) et Tchèque (51 %). Dans l'ensemble, les niveaux de préoccupation les plus élevés sont enregistrés en Espagne et en Italie, où plus de huit répondants sur dix se déclarent très inquiets. Au total, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés d'inquiétude dans 23 États membres. À l'autre extrémité de l'échelle, les préoccupations sont nettement plus faibles au Danemark (41 %) et en Lituanie et en Estonie (45 % dans les deux cas).

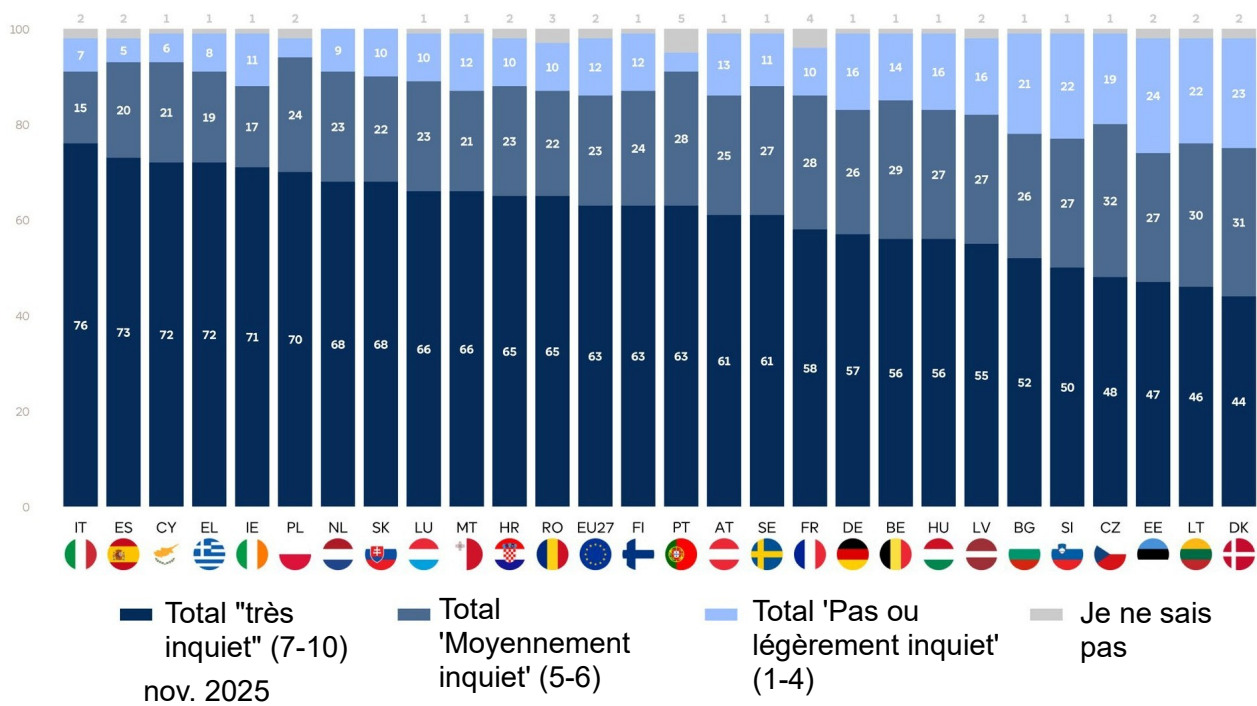
QA12.9 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

Menaces pour la liberté d'expression (%)



L'inquiétude suscitée par la polarisation sociétale, ou les divisions croissantes entre les groupes de la société, est répandue dans l'ensemble de l'Union européenne, même si elle apparaît comme la principale préoccupation en matière de communication et de société dans un seul État membre, la Slovaquie (68 %). Dans l'ensemble, les niveaux de préoccupation les plus élevés sont enregistrés en Italie (76 %), en Espagne (73 %), ainsi qu'à Chypre et en Grèce (72 % dans les deux cas). Au total, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés de préoccupation dans 23 États membres. En revanche, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont observés au Danemark (44 %), en Lituanie (46 %) et en Estonie (47 %).

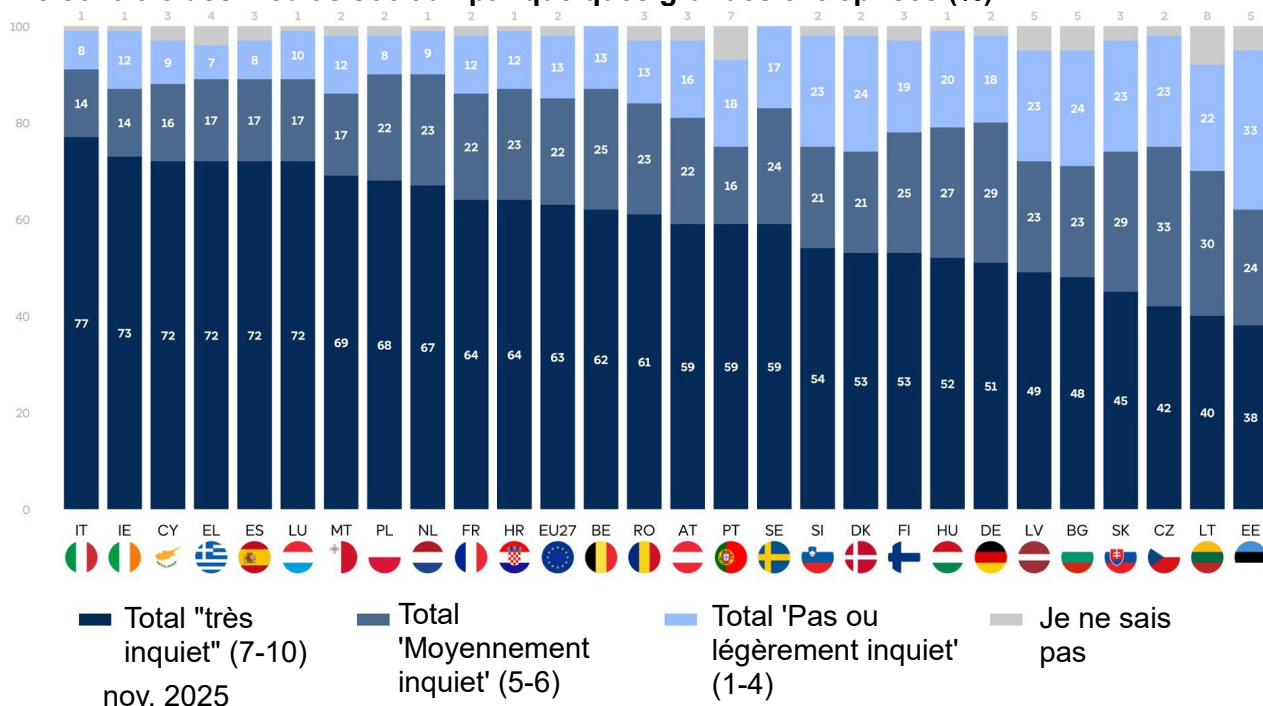
QA12.5 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.
Polarisation sociétale (par exemple, divisions croissantes entre les groupes de la société) (%)



Le contrôle des médias sociaux par quelques grandes entreprises est une préoccupation majeure dans l'ensemble de l'Union européenne, bien que les niveaux d'inquiétude varient d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très préoccupés par cette question se trouvent en Italie (77 %), en Irlande (73 %), à Chypre, en Grèce, en Espagne et au Luxembourg (72 %). Au total, au moins la moitié des répondants expriment des niveaux élevés de préoccupation dans 21 États membres. À l'autre extrémité de l'échelle, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont enregistrés en Estonie (38 %), en Lituanie (40 %) et en Tchéquie (42 %).

QA12.7 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

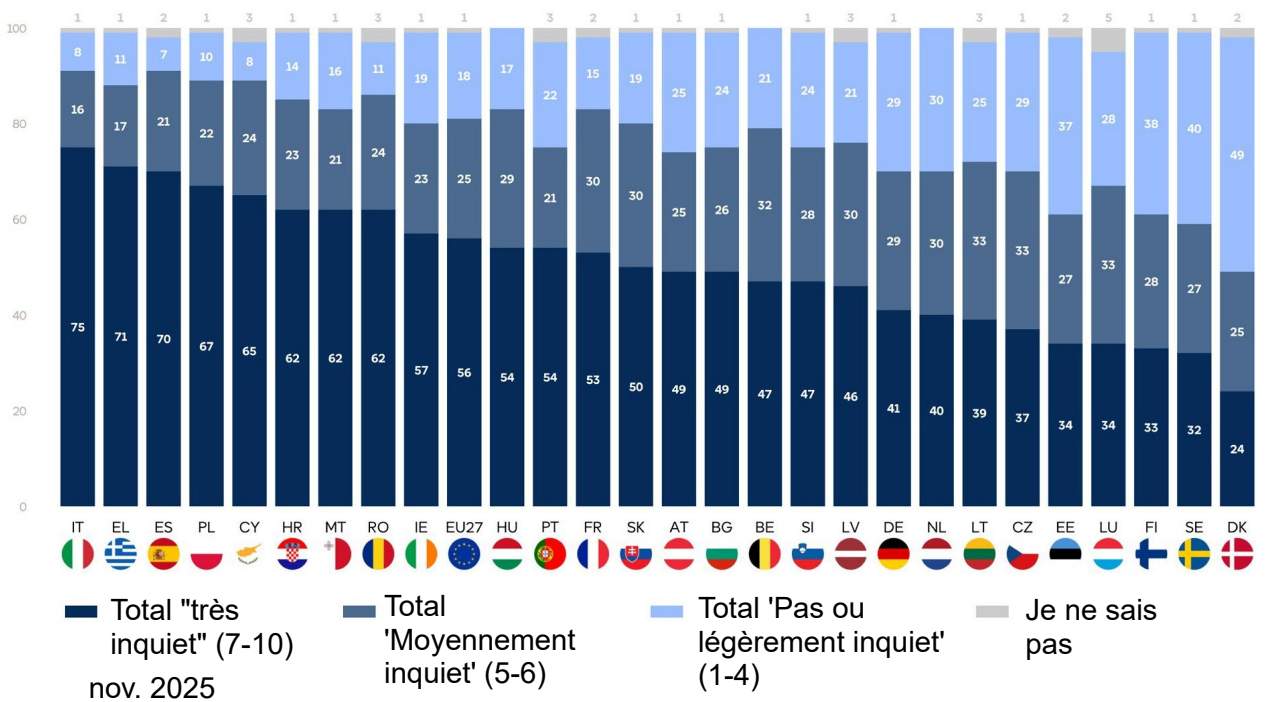
Le contrôle des médias sociaux par quelques grandes entreprises (%)



Les préoccupations concernant l'indépendance des médias varient considérablement d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très préoccupés par cette question se trouvent en Italie (75 %), en Grèce (71 %) et en Espagne (70 %). Dans l'ensemble, au moins la moitié des personnes interrogées se disent très préoccupées par l'indépendance des médias dans 13 pays. En revanche, les niveaux d'inquiétude les plus faibles sont observés au Danemark (24 %), en Suède (32 %) et en Finlande (33 %).

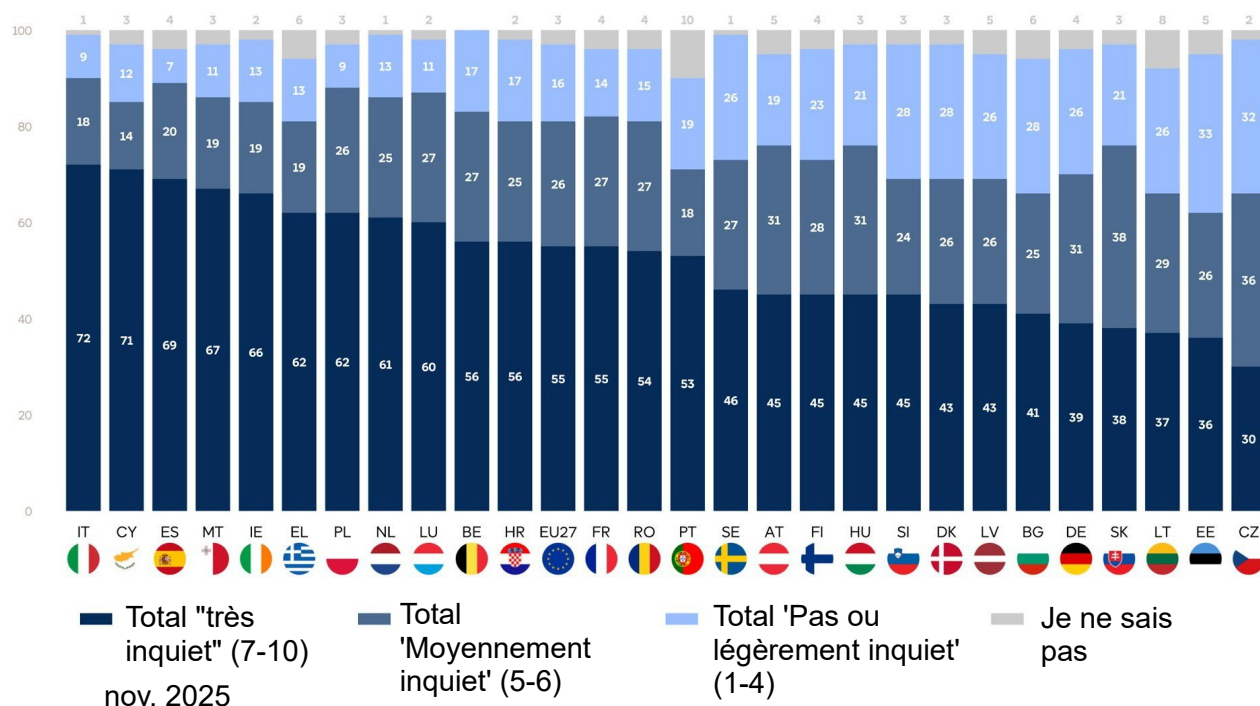
QA12.3 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet.

L'indépendance des médias dans (NOTRE PAYS) (%)



Enfin, les préoccupations concernant le manque de transparence dans la manière dont les algorithmes prennent des décisions sur l'internet varient considérablement d'un État membre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés de répondants très préoccupés par cette question se trouvent en Italie (72 %), à Chypre (71 %) et en Espagne (69 %). Dans l'ensemble, plus de la moitié des personnes interrogées se disent très préoccupées par cette question dans 14 pays. En revanche, les niveaux de préoccupation les plus faibles sont observés en Tchéquie (30 %), en Estonie (36 %) et en Lituanie (37 %).

QA12.1 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. Manque de transparence dans la manière dont les algorithmes prennent des décisions sur Internet (par exemple, quel contenu ou quelles publicités vous sont présentés et pourquoi) (%)



Les préoccupations concernant la communication et les questions liées à la société varient selon les groupes sociodémographiques.

Les différences entre les sexes sont limitées, l'écart le plus notable étant observé pour les discours de haine en ligne et hors ligne. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être très préoccupées par cette question (71 % contre 64 %), ce qui suggère que les femmes peuvent percevoir le discours de haine comme une préoccupation plus immédiate ou plus pertinente sur le plan personnel.

En ce qui concerne l'âge, les jeunes répondants (âgés de 15 à 24 ans) sont systématiquement moins susceptibles d'être très préoccupés par un certain nombre de problèmes. En particulier, ils expriment moins d'inquiétude quant à l'indépendance des médias (48 % sont très inquiets) que les répondants âgés de 40 ans et plus (57 %). Les répondants des tranches d'âge moyen (25-54 ans) sont plus susceptibles que le groupe le plus jeune d'être très préoccupés par le manque de transparence dans la manière dont les algorithmes prennent des décisions en ligne (56 % contre 50 %), tandis que les répondants plus âgés (40 ans et plus) font état de niveaux d'inquiétude plus élevés à l'égard des discours de haine que les jeunes (69 % contre 64 %). Ces tendances suggèrent que les perceptions des risques liés à la communication augmentent avec l'âge, bien que les effets varient en fonction du sujet spécifique.

Les répondants ayant un niveau d'éducation moyen ou élevé sont systématiquement plus susceptibles de déclarer être très préoccupés par tous les sujets dans ce domaine que ceux ayant un faible niveau d'éducation. Ces différences suggèrent que l'enseignement supérieur peut être associé à une plus grande prise de conscience des risques sociétaux et technologiques, ou à un sentiment plus fort de vulnérabilité personnelle et collective dans ces domaines.

Certaines perceptions de la communication et des questions liées à la société varient également en fonction de l'attitude des répondants à l'égard de l'Union européenne. Les répondants qui ont une image négative de l'UE sont plus susceptibles d'exprimer des niveaux élevés de préoccupation sur un certain nombre de questions: l'indépendance des médias, où 67 % se disent très inquiets, contre 52 % de ceux qui ont une image positive de l'Union; les menaces à la liberté d'expression (75 % contre 64 %); et la protection des données à caractère personnel en ligne (73 % contre 65 %). Ces résultats peuvent suggérer que les répondants qui ont une image négative de l'UE ont également tendance à avoir moins confiance dans d'autres institutions, y compris les médias, et sont plus préoccupés par la manière dont leurs libertés et leurs droits sont réellement protégés.

QA12 Et dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de communication et de société suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. Total «très inquiet» (7-10) (% - UE)

	Désinforma tion (information s fausses ou trompeuses)	Discours de haine en ligne et hors ligne	Les faux contenus créés par l'intelligence artificielle (IA), comme les vidéos deepfake ou les fausses informations	La protection des données personnelle s en ligne	Menaces contre la liberté d'expressi on	Le contrôle des médias sociaux par quelques grandes entreprises	Polarisation sociétale (par exemple, divisions croissantes entre les groupes de la société)	L'indépe ndance des médias dans (NOTRE PAYS)	Manque de transparence dans la manière dont les algorithmes prennent des décisions sur Internet (par exemple, quel contenu ou quelles publicités vous sont présentés et pourquoi)
UE-27	69	68	68	68	67	63	63	56	55
Genre									
Homme	68	64	66	68	66	63	63	55	54
Femme	70	71	68	68	68	62	65	55	55
Âge									
15-24	67	64	67	66	63	60	60	48	50
25-39	70	67	68	69	67	63	64	55	56
40-54	69	69	67	70	67	63	65	57	56
55+	70	69	67	66	67	62	64	57	54
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	65	64	62	61	65	56	56	51	47
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	70	69	69	71	69	64	67	59	57
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	73	71	69	68	65	66	67	53	58
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	70	67	68	70	66	64	62	60	55
Gestionnaires	67	65	65	65	64	62	63	51	52
Autres colliers blancs	70	68	67	69	67	65	66	58	57
Travailleurs manuels	69	69	67	71	69	63	65	58	57
Personnes à domicile	71	71	71	75	70	62	64	61	59
Chômeurs	73	71	72	71	71	70	64	56	60
Retraité	70	70	66	65	66	60	64	54	52
Étudiants	67	63	67	64	62	62	61	45	50
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	73	68	67	70	71	65	65	62	57
De temps en temps	71	71	66	71	71	65	65	60	57
Presque jamais / Jamais	68	67	67	66	65	61	64	53	53
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	68	65	65	65	66	59	59	54	53
Petite ou moyenne ville	69	69	68	67	67	63	65	57	55
Grande ville	72	70	69	70	68	66	67	54	57
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	70	69	68	69	67	64	64	56	56
néant	65	62	57	55	62	50	59	51	44
Image de l'UE									
Positif	70	69	67	65	64	63	65	52	55
Neutre	67	67	66	68	67	60	61	56	54
Négatif	74	67	68	73	75	67	66	67	57
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	71	69	68	66	65	62	65	51	55
Une mauvaise chose	67	64	66	68	73	64	62	67	53
Ni une bonne ni une mauvaise chose	69	67	66	71	70	63	62	62	54

3. FAVORISER LES DÉFIS MONDIAUX

3. FAVORISER LES DÉFIS MONDIAUX

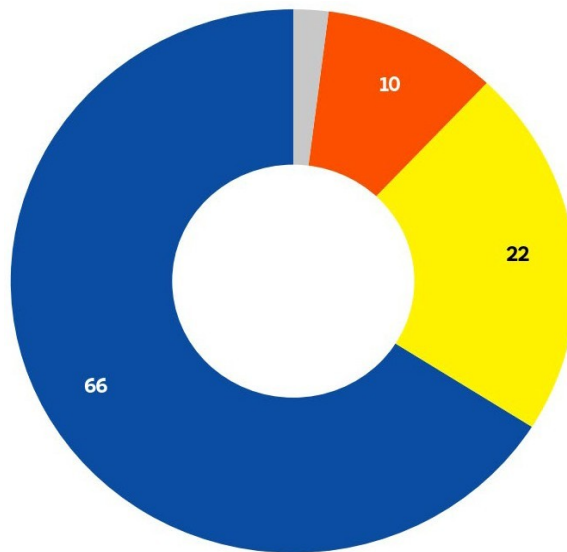
Le présent chapitre examine le point de vue des citoyens européens sur le rôle de l'Union européenne dans la protection de ses citoyens, la réponse aux défis mondiaux et le renforcement de sa position dans le monde. Il met en évidence le large soutien de l'opinion publique en faveur d'un rôle plus important de l'UE dans la protection contre les crises et les risques pour la sécurité, avec de fortes attentes en faveur de l'unité entre les États membres, d'une voix internationale plus affirmée et de ressources accrues pour relever les défis mondiaux. Les citoyens identifient également les principaux domaines prioritaires pour l'orientation stratégique de l'UE, notamment la défense et la sécurité, la compétitivité économique, l'indépendance énergétique, ainsi que l'éducation et la recherche. Dans l'ensemble, les perceptions du rôle protecteur et de l'influence mondiale de l'UE sont étroitement liées aux attitudes à l'égard de l'adhésion à l'UE, la majorité y voyant une source de réconfort dans un monde incertain, bien qu'il existe des variations entre les pays, les groupes sociodémographiques et les niveaux de soutien de l'UE.

Rôle de l'UE dans la protection des citoyens de l'UE

Dans un contexte marqué par des tensions internationales accrues, l'instabilité géopolitique et l'évolution des menaces pour la sécurité, les attentes concernant le rôle de l'Union européenne dans la protection de ses citoyens ont gagné en importance. Dans ce contexte, il a été demandé aux répondants s'ils estimaient que le rôle de l'Union européenne dans la protection des citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important, rester le même ou devenir moins important à l'avenir.

Deux tiers des Européens estiment que le rôle de l'Union européenne dans la protection des citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important à l'avenir (66 %). Environ un cinquième (22%) de la population dit que ce rôle devrait rester le même, et un sur dix (10%) que ce rôle devrait devenir moins important. Ces proportions n'ont que légèrement changé depuis mai 2025, ce qui indique que les attentes du public concernant le rôle de protection de l'UE restent fortes.

QA6 Diriez-vous que: À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (UE27) (%)



...devenir plus important ▼ 2
 ...reste le même ▲ 3
 ...devenir moins important ▼ 1
 Je ne sais pas =

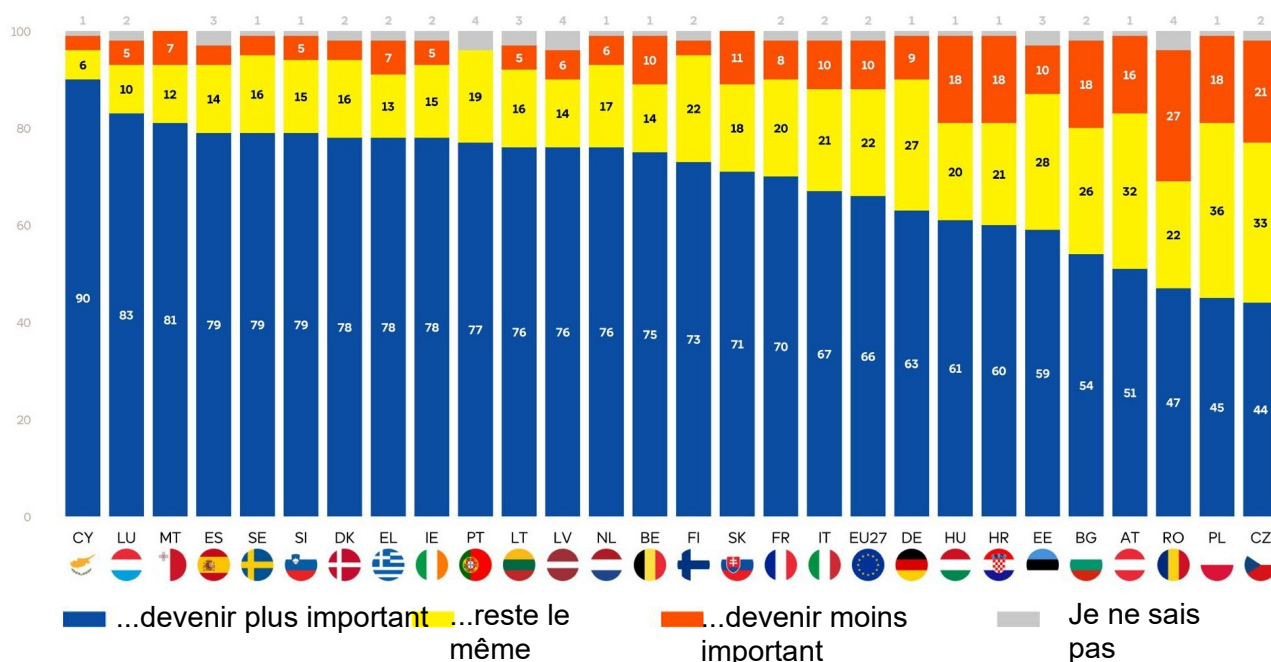
...devenir plus important
 restez le même
 ...devenir moins important
 Je ne sais pas

▲ ▼ (novembre 2025 - mai 2025)

nov. 2025

Dans tous les États membres, une majorité relative de répondants estime que le rôle de l'Union européenne dans la protection des citoyens européens devrait devenir plus important à l'avenir. Ce point de vue est partagé par plus de la moitié des répondants dans 24 États membres et par plus des deux tiers des répondants dans 18 États membres. Au moins huit répondants sur dix partagent ce point de vue dans trois pays: Chypre (90 %), le Luxembourg (83 %) et Malte (81 %). À l'autre extrémité de l'échelle, la Tchéquie (44 %), la Pologne (45 %) et la Roumanie (47 %) restent les pays ayant le moins de répondants qui estiment que le rôle de l'UE devrait devenir plus important à cet égard.

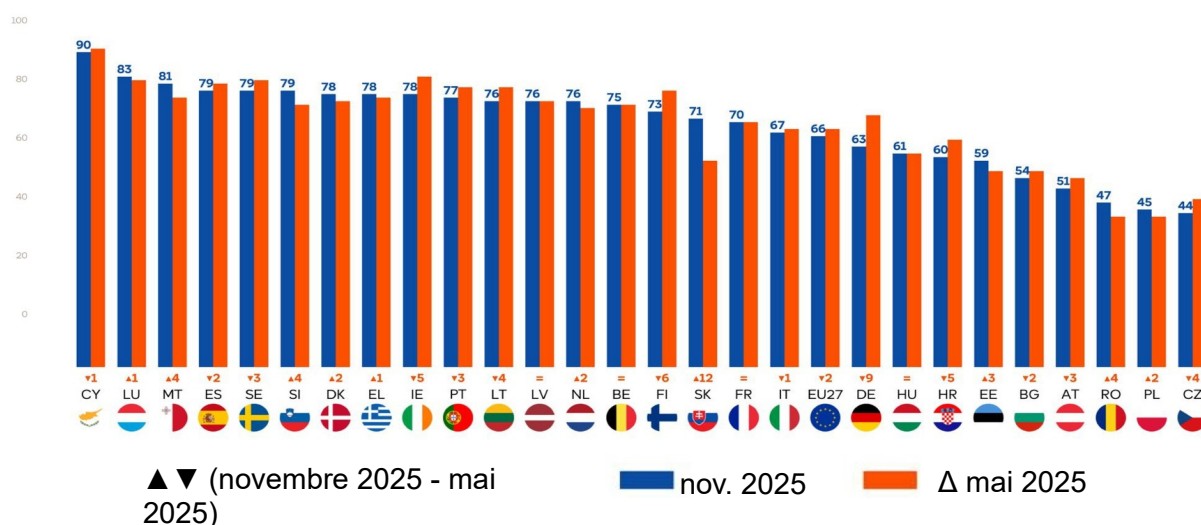
QA6 Diriez-vous que: À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (%)



nov. 2025

Dans la plupart des pays, la proportion de répondants qui estiment que le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens devrait devenir plus important à l'avenir n'a que légèrement changé depuis mai 2025. L'État membre où cette proportion a augmenté de manière significative est la Slovaquie (71 %, +12 points de pourcentage). À l'inverse, des baisses importantes sont observées dans un nombre limité de pays, notamment en Allemagne (63 %, – 9 pp), suivie de la Finlande (73 %, – 6 pp), de l'Irlande (78 %, – 5 pp) et de la Croatie (60 %, – 5 pp).

QA6 Diriez-vous que: À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait devenir plus important (UE-27) (%)



Les attentes concernant le renforcement du rôle de l'Union européenne dans la protection de ses citoyens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité sont largement partagées entre les groupes sociodémographiques, bien que certaines différences puissent être observées en fonction des caractéristiques et des attitudes des répondants.

En termes de genre, les attentes sont identiques. Deux tiers des hommes et des femmes (66 % dans chaque groupe) estiment que le rôle de l'UE dans ce domaine devrait devenir plus important à l'avenir, ce qui indique que le genre n'influence pas les attentes concernant le rôle protecteur de l'Union.

Les différences liées à l'âge sont limitées, mais les attentes sont un peu plus fortes chez les jeunes répondants. Sept répondants sur dix âgés de 15 à 24 ans (70 %) s'attendent à ce que le rôle de l'UE dans la protection des citoyens devienne plus important à l'avenir, contre environ deux tiers chez les 25-54 ans (66 %) et les 55 ans et plus (65 %). Bien que les attentes soient élevées dans tous les groupes d'âge, cette tendance indique une demande légèrement plus élevée pour un rôle plus important de l'UE parmi les plus jeunes Européens.

Des différences plus marquées apparaissent en fonction du niveau d'éducation. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont particulièrement susceptibles de s'attendre à ce que le rôle de l'UE dans la protection des citoyens devienne plus important (74 %), par rapport à ceux ayant un niveau moyen (64 %) et un faible niveau d'éducation (61 %). Ce gradient suggère qu'un niveau d'éducation plus élevé est associé à une demande publique plus forte en faveur d'un rôle accru de l'UE dans la lutte contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité.

Les circonstances économiques façonnent quelque peu les attentes. Les répondants qui n'éprouvent presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont légèrement plus susceptibles d'exprimer des attentes quant à un rôle de protection plus important de l'UE (68 %) que ceux qui éprouvent des difficultés de temps à autre (62 %) ou la plupart du temps (63 %).

Les facteurs comportementaux comptent parmi les facteurs de différenciation les plus importants. Une grande majorité des répondants qui ont une image positive de l'Union européenne s'attendent à ce que son rôle dans la protection des citoyens devienne plus important (78 %), contre moins de la moitié de ceux qui ont une image négative de l'UE (48 %).

De même, les répondants optimistes quant à l'avenir de l'UE expriment des attentes nettement plus élevées en ce qui concerne un rôle de protection plus important (73 %) que ceux qui sont pessimistes (56 %).

Enfin, les attentes sont étroitement liées à la perception de l'appartenance à l'UE. Près de huit répondants sur dix qui estiment que l'adhésion à l'UE est une bonne chose s'attendent à ce que le rôle de l'Union dans la protection des citoyens devienne plus important (79 %). Inversement, les attentes sont nettement plus faibles chez ceux qui considèrent l'adhésion à l'UE comme une mauvaise chose (36 %). Ce contraste met en évidence la forte association entre la valeur perçue de l'adhésion à l'UE et la demande du public de renforcer le rôle de l'UE dans la protection des citoyens dans un environnement mondial de plus en plus incertain.

QA6 Diriez-vous que: À l'avenir, le rôle de l'Union européenne pour protéger les citoyens européens contre les crises mondiales et les risques pour la sécurité devrait ... (% - UE)				
	...devenir plus important	...devenir moins important	...reste le même	Je ne sais pas
UE-27	66	10	22	2
Genre				
Homme	66	11	22	1
Femme	66	9	23	2
Âge				
15-24	70	7	21	2
25-39	66	11	22	1
40-54	66	11	22	1
55+	65	10	22	3
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	61	11	24	4
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	64	11	24	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	74	7	18	1
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	69	12	18	1
Gestionnaires	71	7	21	1
Autres colliers blancs	67	10	22	1
Travailleurs manuels	63	12	24	1
Personnes à domicile	62	14	21	3
Chômeurs	65	12	21	2
Retraité	65	9	23	3
Étudiants	71	5	22	2
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	63	15	19	3
De temps en temps	62	14	22	2
Presque jamais / Jamais	68	8	22	2
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	62	11	24	3
Petite ou moyenne ville	67	11	21	1
Grande ville	69	7	22	2
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	67	10	22	1
néant	58	11	26	5
Image de l'UE				
Positif	78	4	17	1
Neutre	57	10	30	3
Négatif	48	28	21	3
Adhésion à l'Union européenne				
Une bonne chose	79	3	17	1
Une mauvaise chose	36	41	20	3
Ni une bonne ni une mauvaise chose	48	13	36	3

Faire face aux défis mondiaux

L'Union européenne est de plus en plus confrontée à des défis qui dépassent les frontières nationales. Dans ce contexte, il a été demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou en désaccord avec une série de déclarations évaluant la nécessité d'une plus grande unité entre les États membres de l'UE, d'une voix plus forte de l'UE au niveau international et de moyens accrus pour l'Union européenne de relever efficacement les défis mondiaux actuels.

Au niveau de l'UE, il existe un très large consensus sur le fait que l'Union européenne doit agir de manière plus collective et plus affirmée pour relever les défis mondiaux actuels. Près de neuf répondants sur dix (89 %) conviennent que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour relever ces défis, une proportion qui reste très élevée et qui est restée globalement stable depuis mai 2025 (-1 point de pourcentage). Une large majorité est également d'accord pour dire que l'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international (86 %, nouveau point).

Bien que toujours soutenu par une nette majorité, l'accord est un peu plus faible en ce qui concerne les ressources disponibles pour l'UE. Près des trois quarts des personnes interrogées (73 %) estiment que l'Union européenne a besoin de davantage de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels. Cela représente une légère baisse depuis mai 2025 (-4 pp).

QA7 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? (UE-27) (%)

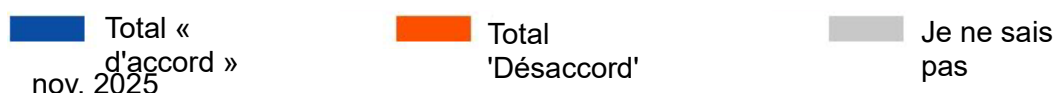
Les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels



L'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international

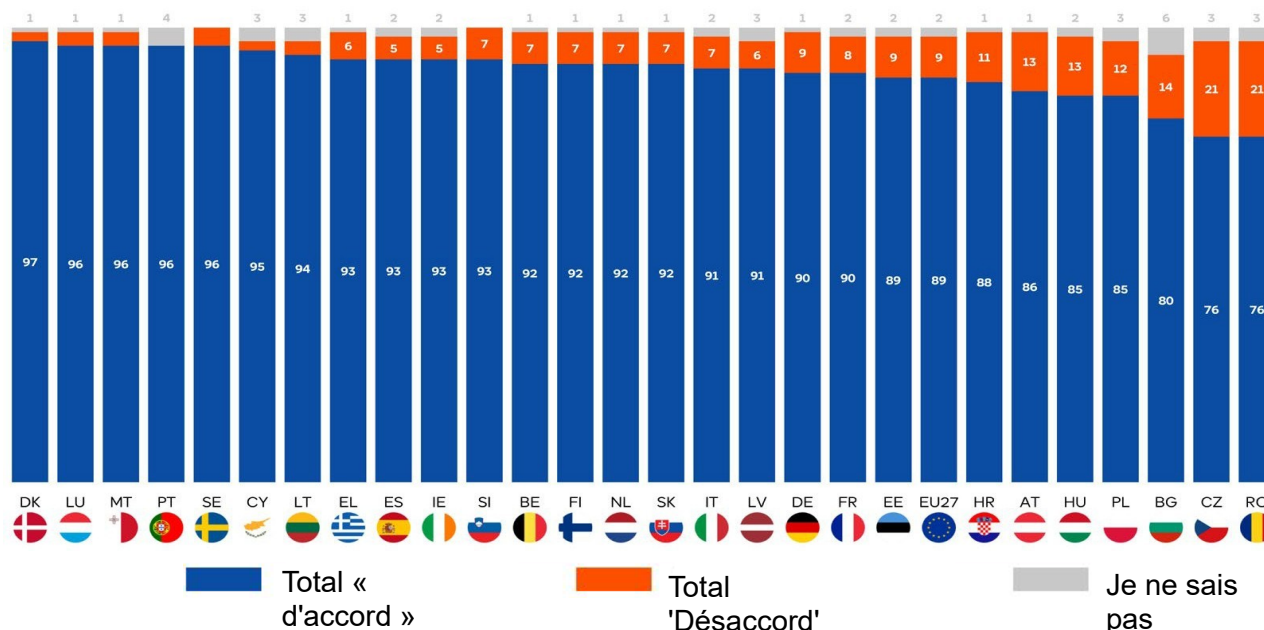


L'Union européenne a besoin de davantage de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels



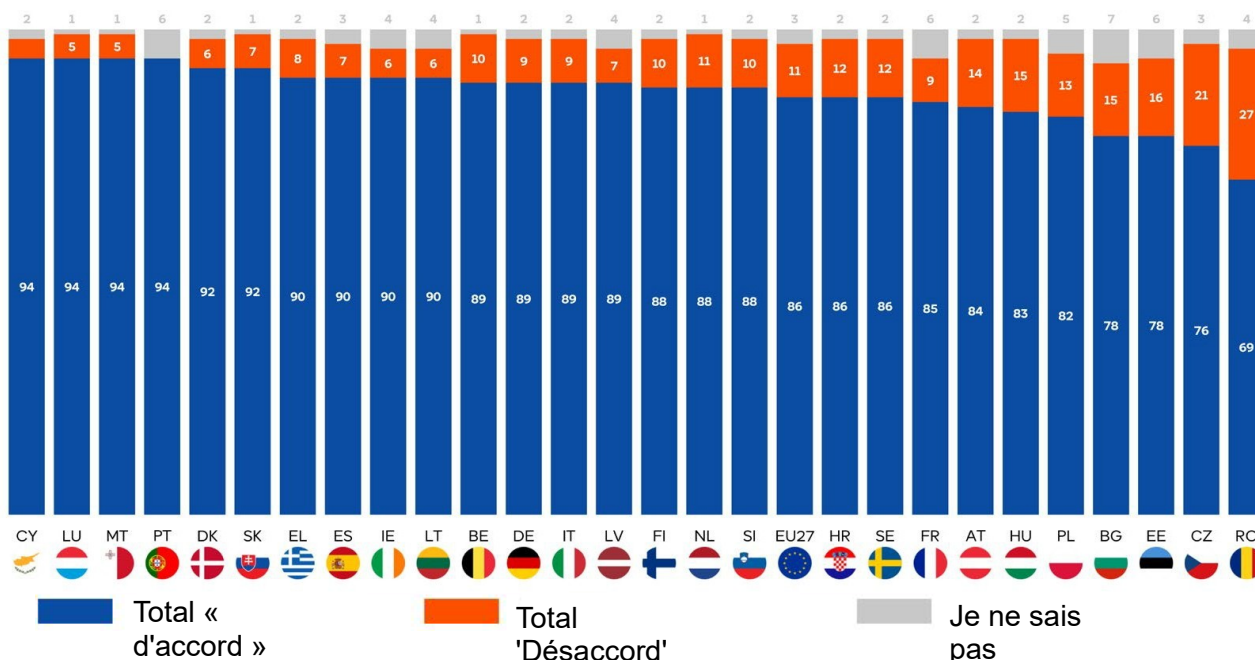
Il existe un large consensus dans l'ensemble de l'Union sur le fait que les États membres de l'UE devraient être plus unis afin de faire face aux défis mondiaux actuels. Dans tous les États membres, plus des trois quarts des répondants sont d'accord avec cette affirmation, soulignant une perception forte et partagée de la nécessité d'une plus grande unité au niveau de l'UE. La majorité des pays affichent un soutien extrêmement fort, au moins neuf répondants sur dix étant d'accord dans 19 États membres. Les niveaux d'accord les plus élevés sont enregistrés au Danemark (97 %), suivi de près par le Luxembourg, Malte, le Portugal et la Suède (96 % chacun). À l'autre extrémité de l'échelle, l'accord reste élevé, mais comparativement plus faible en Tchéquie et en Roumanie (tous deux à 76 %), ainsi qu'en Bulgarie (80 %).

QA7.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? Les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels (%)



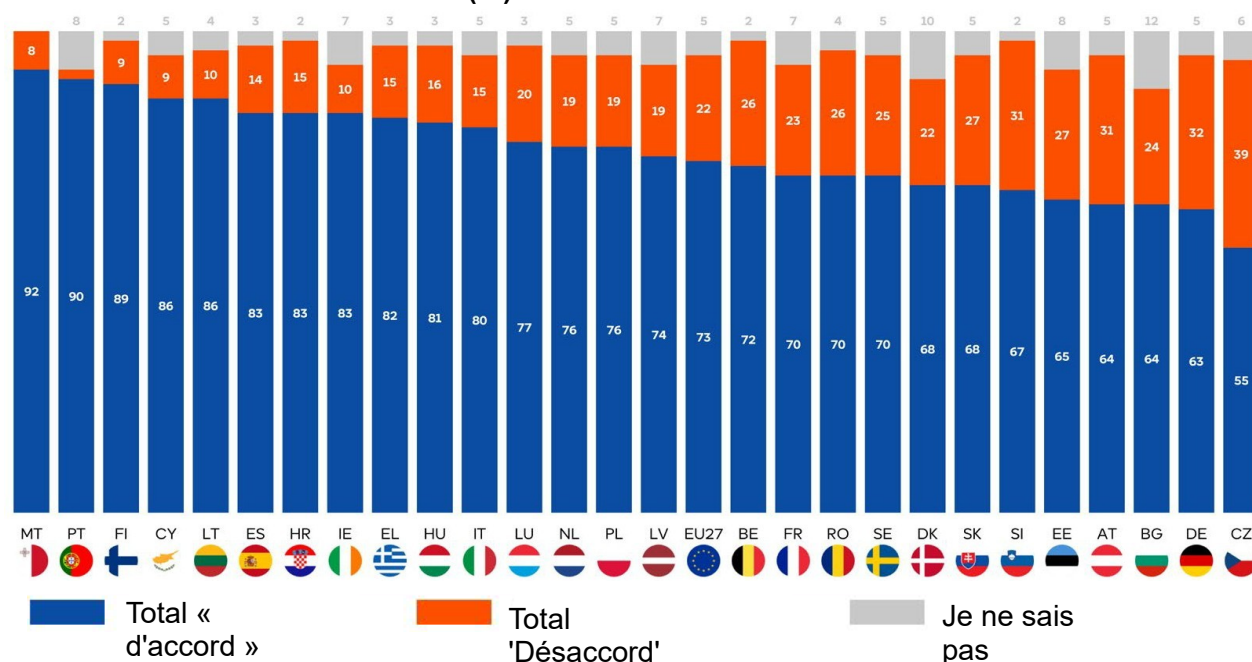
Il existe également un large consensus sur le fait que l'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international. Dans chaque État membre, plus des deux tiers des personnes interrogées sont d'accord avec cette affirmation, ce qui souligne les attentes générales d'une présence plus influente de l'UE sur la scène mondiale. Une grande majorité d'États membres affichent un soutien particulièrement fort, plus de huit répondants sur dix étant d'accord dans 23 pays. Les niveaux d'accord les plus élevés sont observés à Chypre, au Luxembourg, à Malte et au Portugal (94 % chacun). En revanche, l'accord est comparativement plus faible, bien que toujours soutenu par des majorités claires, en Roumanie (69 %), en Tchéquie (76 %) et en Estonie et en Bulgarie (78 % dans les deux cas).

QA7.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? L'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international (%)



Enfin, on s'accorde comparativement moins sur le fait que l'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels que pour les deux autres déclarations, bien qu'elle soit toujours soutenue par des majorités dans tous les États membres, principalement à Malte (92 %), au Portugal (90 %) et en Finlande (89 %). À l'autre extrémité de l'échelle, l'accord est plus limité en Tchéquie (55 %), en Allemagne (63 %), ainsi qu'en Autriche et en Bulgarie (64 % dans les deux cas).

QA7.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? L'Union européenne a besoin de davantage de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels (%)



Le soutien en faveur d'une Union européenne plus forte et mieux à même de relever les défis mondiaux est largement partagé entre les groupes sociodémographiques, bien que des différences plus fortes apparaissent en fonction des attitudes à l'égard de l'UE.

En ce qui concerne le sexe, il n'y a pas de variation significative dans l'accord avec l'une ou l'autre des trois déclarations, ce qui indique que les hommes et les femmes ont des opinions très similaires.

Les différences d'âge sont limitées. L'accord sur le fait que les États membres de l'UE devraient être plus unis et que l'UE devrait avoir une voix plus forte est globalement cohérent entre les groupes d'âge. Légère variation apparaît pour l'affirmation selon laquelle l'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels, les jeunes répondants exprimant un soutien un peu plus fort: 77 % des personnes âgées de 15 à 24 ans, 76 % des personnes âgées de 25 à 39 ans, 74 % des personnes âgées de 40 à 54 ans et 71 % des personnes âgées de 55 ans et plus sont d'accord avec cette affirmation. Cette tendance indique une demande légèrement plus élevée de ressources supplémentaires de l'UE parmi les jeunes Européens.

Le niveau d'éducation montre un effet notable. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'être d'accord avec les trois énoncés. En particulier, 93 % des répondants hautement qualifiés sont favorables à une plus grande unité entre les États membres de l'UE, 90 % conviennent que l'UE devrait avoir une voix plus forte au niveau international et 77 % estiment que l'UE a besoin de plus de moyens, soulignant l'association entre un niveau d'éducation supérieur et un soutien public accru en faveur d'une UE capable et affirmée.

Les attitudes à l'égard de l'Union européenne sont fortement corrélées avec un accord dans toutes les déclarations. Les répondants qui ont une image positive de l'UE expriment les niveaux de soutien les plus élevés: 97% soutiennent une plus grande unité entre les États membres de l'UE, 94% conviennent que l'UE devrait avoir une voix plus forte au niveau international, et 84% estiment que l'UE a besoin de plus de moyens. Alors que les répondants ayant une image négative de l'UE sont moins susceptibles d'être d'accord, les majorités restent favorables à une plus grande unité (72 %) et à une voix plus forte de l'UE (68 %). La déclaration concernant les moyens supplémentaires est la plus controversée, avec seulement 49 % des répondants ayant une image négative de l'UE exprimant leur accord.

QA7.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? Les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels (% - UE)			
	Total « d'accord »	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	89	9	2
Genre			
Homme	89	9	2
Femme	90	8	2
Âge			
15-24	90	8	2
25-39	90	9	1
40-54	89	10	2
55+	89	11	2
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	87	12	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	89	13	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	93	14	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	90	15	2
Gestionnaires	93	16	1
Autres colliers blancs	90	17	1
Travailleurs manuels	88	18	2
Personnes à domicile	87	19	1
Chômeurs	87	20	2
Retraité	89	21	3
Étudiants	91	22	2
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	83	14	3
De temps en temps	87	11	2
Presque jamais / Jamais	91	7	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	88	10	2
Petite ou moyenne ville	89	9	2
Grande ville	91	7	2
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	90	9	1
néant	86	9	5
Image de l'UE			
Positif	97	3	0
Neutre	88	9	3
Négatif	72	25	3
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	97	2	1
Une mauvaise chose	65	32	3
Ni une bonne ni une mauvaise chose	83	14	3

QA7.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? L'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international (% - UE)			
	Total « d'accord »	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	86	11	3
Genre			
Homme	86	11	3
Femme	87	10	3
Âge			
15-24	88	9	3
25-39	86	11	3
40-54	87	11	2
55+	86	10	4
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	84	10	6
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	86	11	3
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	90	8	2
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	86	11	3
Gestionnaires	90	8	2
Autres colliers blancs	88	10	2
Travailleurs manuels	85	12	3
Personnes à domicile	82	15	3
Chômeurs	83	13	4
Retraité	86	9	5
Étudiants	88	9	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	80	15	5
De temps en temps	84	13	3
Presque jamais / Jamais	88	9	3
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	85	11	4
Petite ou moyenne ville	86	11	3
Grande ville	89	8	3
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	87	10	3
néant	83	9	8
Image de l'UE			
Positif	94	5	1
Neutre	84	11	5
Négatif	68	27	5
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	95	3	2
Une mauvaise chose	58	37	5
Ni une bonne ni une mauvaise chose	80	15	5

QA7.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? L'Union européenne a besoin de plus de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels (% - UE)			
	Total « d'accord »	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	73	22	5
Genre			
Homme	73	23	4
Femme	74	20	6
Âge			
15-24	77	18	5
25-39	76	20	4
40-54	74	22	4
55+	71	23	6
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	67	25	8
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	75	21	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	77	19	4
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	75	21	4
Gestionnaires	74	22	4
Autres colliers blancs	77	19	4
Travailleurs manuels	73	23	4
Personnes à domicile	77	19	4
Chômeurs	70	24	6
Retraité	70	23	7
Étudiants	78	17	5
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	68	25	7
De temps en temps	73	22	5
Presque jamais / Jamais	75	20	5
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	70	24	6
Petite ou moyenne ville	74	22	4
Grande ville	77	18	5
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	74	22	4
néant	64	25	11
Image de l'UE			
Positif	84	13	3
Neutre	71	22	7
Négatif	49	46	5
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	82	14	4
Une mauvaise chose	44	50	6
Ni une bonne ni une mauvaise chose	65	28	7

Aspects prioritaires pour renforcer la position de l'UE dans le monde

Pour l'avenir, il a été demandé aux répondants d'identifier les aspects sur lesquels l'Union européenne devrait donner la priorité à ses efforts afin de renforcer sa position sur la scène mondiale. Dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques actuelles, l'incertitude économique, la transformation technologique et les défis sociétaux à long terme, cette question donne un aperçu des attentes des citoyens concernant l'orientation stratégique future de l'UE.

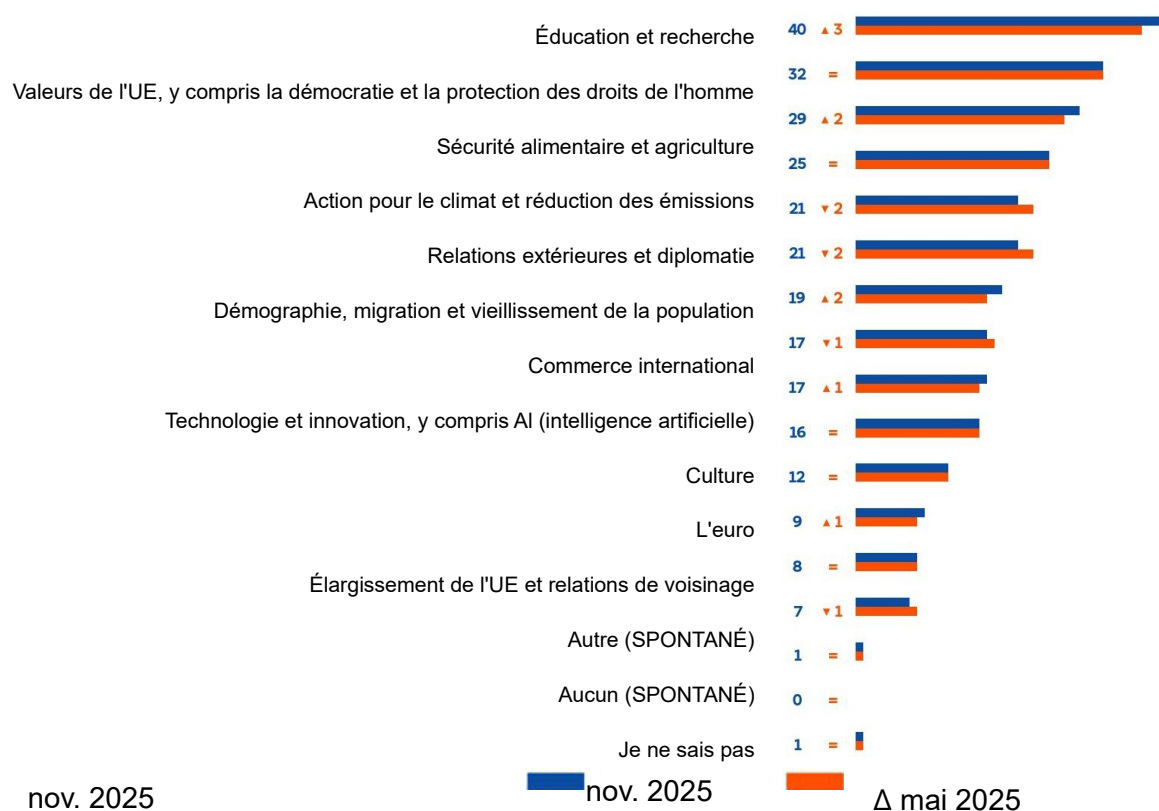
Lorsqu'on leur demande d'identifier les domaines sur lesquels l'Union européenne devrait se concentrer afin de renforcer sa position dans le monde, les Européens font le plus souvent référence à la défense et à la sécurité. Quatre répondants sur dix (40 %) incluent cet aspect parmi leurs principales priorités, ce qui en fait la principale question au niveau de l'UE. Cela représente une augmentation de trois points de pourcentage depuis mai 2025, confirmant que la défense et la sécurité sont fermement établies comme la priorité absolue pour renforcer la position de l'UE dans le monde.

La deuxième priorité la plus fréquemment mentionnée est la compétitivité, l'économie et l'industrie, citées par près d'un tiers des répondants (32 %). Cette proportion est inchangée depuis mai 2025, ce qui indique un désir stable d'une base économique européenne plus forte et plus compétitive. Près de trois répondants sur dix (29 %) mentionnent l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures comme un domaine prioritaire. Il s'agit d'une légère augmentation par rapport à l'enquête précédente (+ 2 pp), reflétant les préoccupations persistantes en matière de sécurité énergétique et d'autonomie stratégique.

L'éducation et la recherche apparaissent également comme une priorité importante, sélectionnée par un quart des répondants (25 %) comme en mai 2025. Ce résultat confirme l'importance que les Européens continuent d'attacher à l'investissement à long terme dans la connaissance, les compétences et l'innovation en tant que fondement de la force mondiale de l'UE.

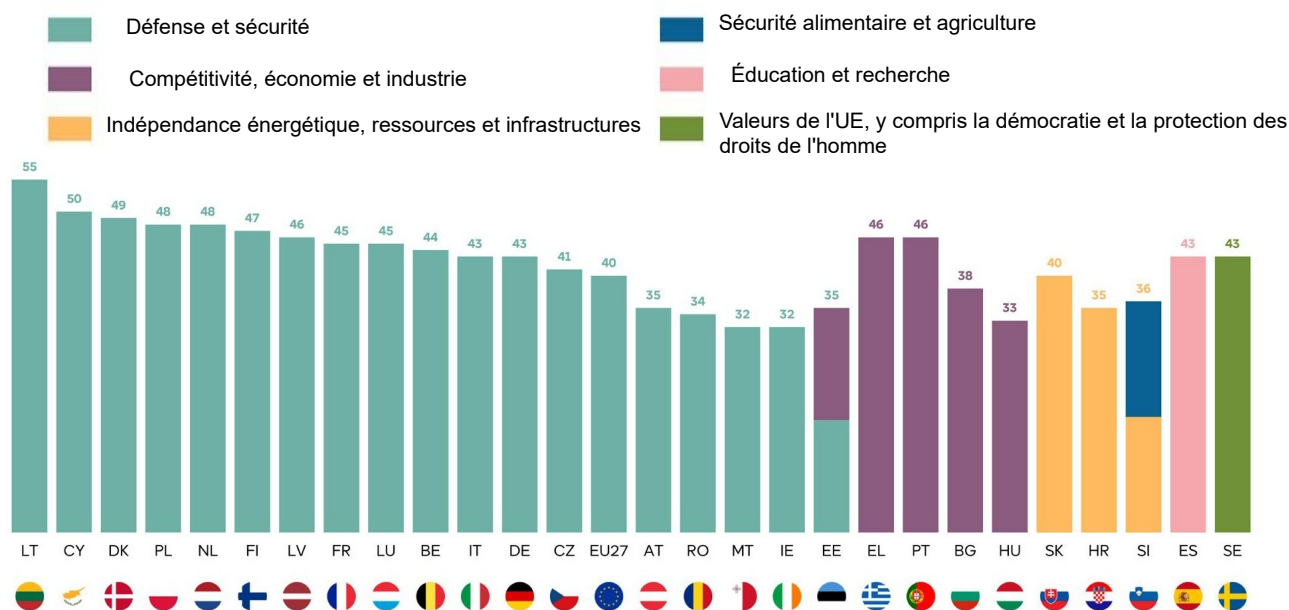
Environ un répondant sur cinq indique que les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme (21 %), ainsi que la sécurité alimentaire et l'agriculture (21 %), constituent des domaines prioritaires sur lesquels l'Union européenne devrait se concentrer afin de renforcer sa position dans le monde. Les scores pour ces deux aspects ont légèrement diminué depuis mai 2025 (– 2 points de pourcentage chacun), mais ils continuent d'être mentionnés par une proportion importante d'Européens. Une proportion similaire de répondants, environ un sur cinq, mentionnent l'action pour le climat et la réduction des émissions comme une priorité (19 %). Cela représente une légère augmentation par rapport à mai 2025 (+ 2 points de pourcentage), ce qui indique un modeste renforcement du soutien à l'action de l'UE dans ce domaine.

QA8ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (UE-27) (%)



Au niveau national, la défense et la sécurité apparaissent comme la priorité absolue dans 18 États membres, ce qui met en évidence les préoccupations généralisées concernant la stabilité géopolitique et la protection des intérêts européens. En outre, cette question est mentionnée par au moins trois répondants sur dix dans 23 États membres, ce qui souligne son large écho dans l'ensemble de l'Union. La Lituanie (55 %), Chypre (50 %) et le Danemark (49 %) enregistrent les pourcentages les plus élevés de répondants qui considèrent la défense et la sécurité comme l'une des priorités les plus importantes.

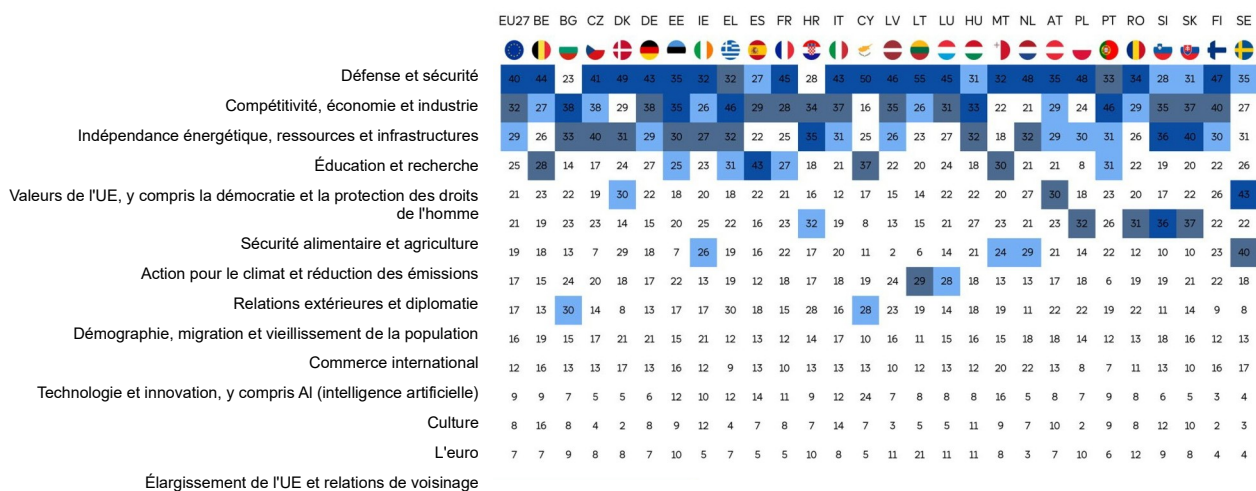
QA8ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



nov. 2025

La compétitivité, l'économie et l'industrie occupent la première place dans cinq États membres — l'Estonie, la Grèce, le Portugal, la Bulgarie et la Hongrie — avec les parts les plus élevées enregistrées en Grèce et au Portugal (46 %) et en Finlande (40 %). L'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures apparaissent comme la priorité absolue dans trois États membres — la Slovaquie, la Croatie et la Slovénie — avec les parts les plus élevées observées en Tchéquie et en Slovaquie (40 %). L'éducation et la recherche constituent la principale priorité en Espagne, où 43 % des personnes interrogées la considèrent comme l'un des domaines les plus importants pour renforcer la position de l'UE à l'échelle mondiale. Elle est également souvent mentionnée par les personnes interrogées à Chypre (37 %). Les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme, sont les plus fréquemment mentionnées en Suède (43 %). Enfin, la sécurité alimentaire et l'agriculture sont les domaines les plus fréquemment cités en Slovénie (36 %) et sont également souvent mentionnés par les répondants en Slovaquie (37 %).

QA8ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



nov. 2025

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

Des différences de priorités pour renforcer la position mondiale de l'UE sont observées entre plusieurs groupes sociodémographiques.

Tout d'abord, il y a quelques légères variations selon le sexe. Les hommes sont un peu plus susceptibles que les femmes de donner la priorité à la compétitivité, à l'économie et à l'industrie (35 % contre 30 %), à l'indépendance énergétique, aux ressources et aux infrastructures (31 % contre 27 %), ainsi qu'à la technologie et à l'innovation, y compris l'IA (15 % contre 10 %), tandis que les femmes sont un peu plus susceptibles de faire de la sécurité alimentaire et de l'agriculture (23 % contre 19 %) une priorité.

La défense et la sécurité sont de plus en plus mises en avant à mesure que les répondants avancent en âge et sont mentionnées par 34 % des répondants âgés de 15 à 24 ans, contre 45 % des répondants âgés de 55 ans et plus. La sécurité alimentaire et l'agriculture présentent également une corrélation positive avec l'âge, passant de 15 % chez les plus jeunes répondants à 24 % chez les plus âgés. En revanche, les jeunes répondants mettent davantage l'accent sur les domaines à long terme et axés sur l'innovation. L'éducation et la recherche sont mentionnées par 32 % des personnes âgées de 15 à 24 ans, mais seulement 22 % des personnes âgées de 55 ans et plus. De même, la technologie et l'innovation, y compris l'IA, passent de 18 % chez les plus jeunes répondants à 9 % chez les plus âgés, et la culture de 14 % à 8 %. Enfin, les adultes âgés de 25 à 54 ans sont relativement plus susceptibles de mentionner la compétitivité, l'économie et l'industrie, ainsi que l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures, ce qui reflète les priorités liées à l'emploi, à la stabilité économique et à l'autonomie stratégique.

Le niveau d'éducation est également associé à des différences de priorités. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles de mentionner des domaines stratégiques à long terme tels que l'indépendance énergétique, les ressources et les infrastructures (31 % contre 25 % parmi ceux ayant un faible niveau d'éducation), les valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme (24 % contre 18 %), les relations extérieures et la diplomatie (19 % contre 13 %), ainsi que la technologie et l'innovation, y compris l'IA (17 % contre 8 %). À l'inverse, les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur sont plus susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité (45 % contre 37 % chez les répondants hautement qualifiés) ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à l'agriculture (25 % contre 17 %).

L'image que les répondants ont de l'Union européenne est également liée à leurs priorités. Ceux qui ont une vision positive de l'UE sont plus susceptibles de mettre l'accent sur les valeurs de l'UE,

notamment la démocratie et la protection des droits de l'homme (23 % contre 17 % parmi ceux qui ont une image négative), ainsi que l'action pour le climat et la réduction des émissions (22 % contre 13 %). En revanche, les répondants ayant une image négative de l'UE accordent relativement plus d'importance à la sécurité alimentaire et à l'agriculture (26 % contre 20 %).

QA11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé ou non par chacun des problèmes de sécurité ou de sûreté suivants? S'il vous plaît utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, et 10 que vous êtes extrêmement inquiet. Total «très inquiet» (7-10) (% - UE)									
	Défense et sécurité	Compétitivité, économie et industrie	Indépendance énergétique, ressources et infrastructures	Éducation et recherche	Valeurs de l'UE, y compris la démocratie et la protection des droits de l'homme	Sécurité alimentaire et agriculture	Action pour le climat et réduction des émissions	Relations extérieures et diplomatie	Démographie, migration et vieillissement de la population
UE-27	40	32	29	25	21	21	19	17	17
Genre									
Homme	40	35	31	24	19	19	17	17	16
Femme	40	30	27	26	22	23	20	17	17
Âge									
15-24	34	26	22	32	23	15	22	18	14
25-39	36	35	29	27	21	19	18	18	16
40-54	38	35	33	25	19	21	17	17	16
55+	45	31	28	22	21	24	20	16	18
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	45	30	25	24	18	25	18	13	17
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	39	33	29	24	20	22	18	18	18
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	37	34	31	27	24	17	22	19	14
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	39	36	31	25	18	22	16	18	15
Gestionnaires	38	38	34	25	21	16	20	18	15
Autres colliers blancs	39	34	32	23	20	20	19	21	16
Travailleurs manuels	40	34	30	25	21	23	17	16	17
Personnes à domicile	41	28	23	27	18	25	17	13	17
Chômeurs	35	26	25	28	24	18	19	17	18
Retraité	46	31	27	22	21	26	20	15	18
Étudiants	33	27	22	35	24	13	26	18	13
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	32	31	28	28	19	22	18	17	17
De temps en temps	39	33	27	25	20	23	18	16	18
Presque jamais / Jamais	42	32	29	25	21	20	20	17	16
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	40	32	28	24	21	26	16	16	16
Petite ou moyenne ville	43	33	28	26	20	20	19	17	16
Grande ville	36	32	30	26	22	18	22	19	18
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	39	33	29	26	21	20	20	17	16
néant	48	29	24	18	20	31	15	13	19
Image de l'UE									
Positif	41	33	29	25	23	20	22	18	16
Neutre	40	32	28	25	19	21	18	16	16
Négatif	40	33	29	26	17	26	13	15	19
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	41	33	30	26	23	19	21	18	15
Une mauvaise chose	38	28	25	22	17	27	13	15	19
Ni une bonne ni une mauvaise chose	40	33	28	24	17	25	17	16	18

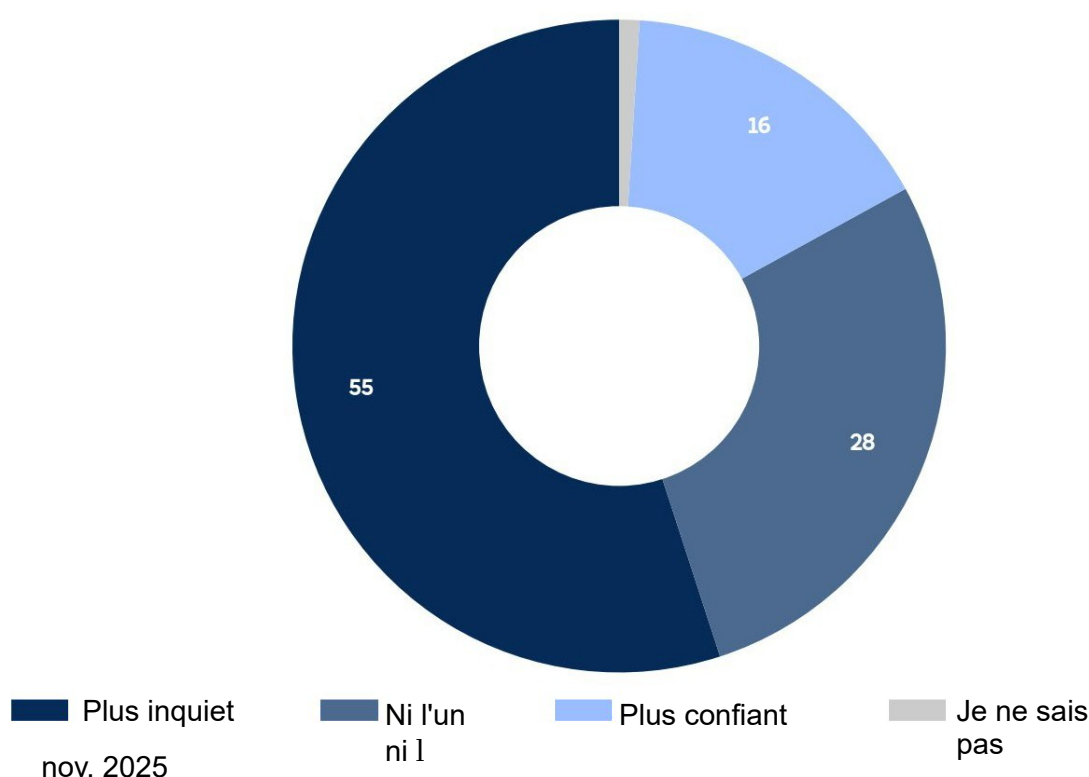
QA8ab En pensant à l'avenir, sur quels aspects l'UE devrait-elle se concentrer pour renforcer sa position dans le monde? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)								
	Commerce international	Technologie et innovation, y compris l'IA (intelligence artificielle)	Culture	L'euro	Élargissement de l'UE et relations de voisinage	Autre (SPONTANÉ)	Aucun (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	16	12	9	8	7	1	0	1
Genre								
Homme	16	15	9	8	7	1	1	1
Femme	15	10	9	7	7	1	0	1
Âge								
15-24	17	18	14	7	9	0	0	1
25-39	17	15	9	8	7	0	0	1
40-54	16	13	8	8	7	1	1	1
55+	14	9	8	8	6	1	1	1
Niveau d'éducation								
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	16	8	10	9	6	1	0	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	16	12	8	8	8	1	0	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	15	17	8	6	6	1	0	1
Catégorie socioprofessionnelle								
Travailleurs indépendants	15	14	8	9	8	1	1	1
Gestionnaires	19	18	7	7	5	1	0	0
Autres colliers blancs	17	15	8	8	8	0	0	0
Travailleurs manuels	15	11	8	8	8	0	0	1
Personnes à domicile	14	7	9	15	9	1	0	3
Chômeurs	19	14	12	8	8	1	1	2
Retraité	14	8	8	8	6	1	1	2
Étudiants	16	19	14	6	9	0	0	1
Difficultés à payer les factures								
La plupart du temps	17	10	10	10	8	1	1	2
De temps en temps	15	12	10	10	8	1	0	1
Presque jamais / Jamais	16	13	8	7	7	1	0	1
Urbanisation subjective								
Zone rurale ou village	15	11	8	8	7	1	1	1
Petite ou moyenne ville	17	13	9	8	6	1	0	1
Grande ville	15	14	10	7	8	0	0	1
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours								
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	16	13	9	8	7	1	0	1
néant	14	5	8	9	6	1	1	4
Image de l'UE								
Positif	16	14	8	7	8	0	0	0
Neutre	15	11	10	9	7	1	0	2
Négatif	14	10	9	9	4	1	2	1
Adhésion à l'Union européenne								
Une bonne chose	17	14	8	7	8	1	0	1
Une mauvaise chose	14	10	12	10	5	2	3	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	15	10	10	10	6	0	1	2

Faire face aux défis mondiaux et à l'adhésion à l'UE

Dans le contexte des défis mondiaux, il est essentiel de comprendre si l'adhésion à l'UE est perçue comme une source de préoccupation ou de confiance. On a demandé aux répondants s'ils se sentiraient plus inquiets ou plus confiants si leur pays n'était pas membre de l'UE.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, une nette majorité de répondants associe l'appartenance à l'UE à une plus grande confiance face aux défis mondiaux. Au niveau de l'UE, 55 % des Européens déclarent qu'ils se sentiraient plus inquiets si leur pays n'était pas membre de l'UE. En revanche, 16 % des répondants indiquent qu'ils se sentiraient plus confiants en dehors de l'UE, ce qui suggère un scepticisme persistant quant à la valeur de l'adhésion à l'UE au sein d'une minorité. Pendant ce temps, 28 % déclarent qu'ils ne se sentiraient ni plus inquiets ni plus confiants.

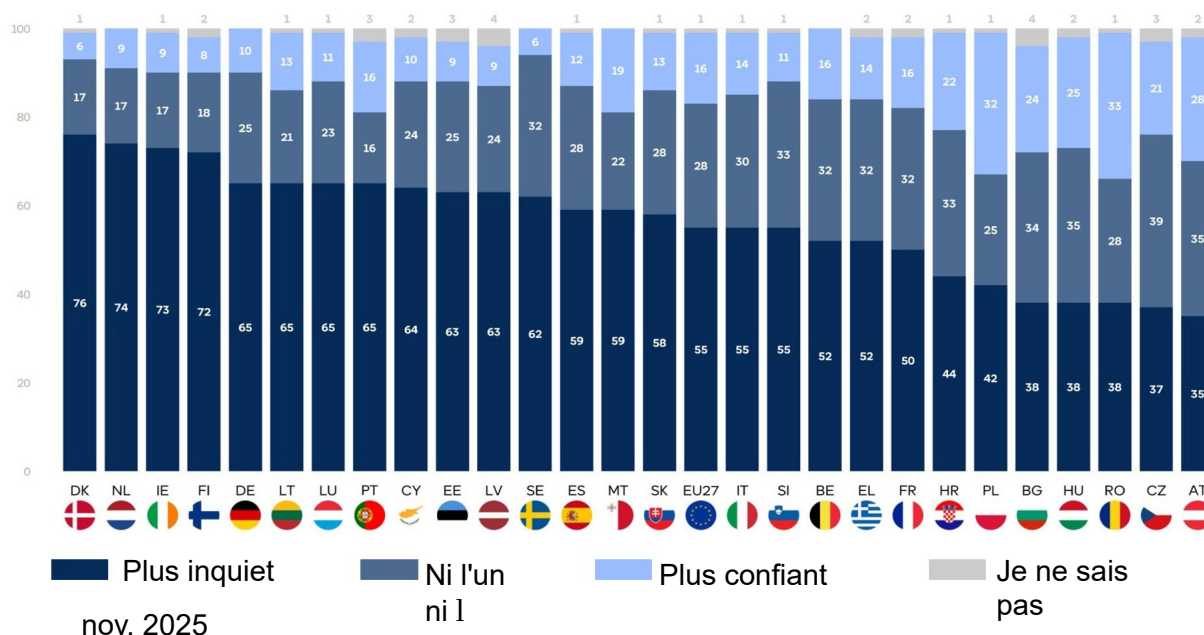
QA10 Si (NOTRE PAYS) n'était pas membre de l'UE, vous sentiriez-vous plus inquiet, plus confiant ou ne vous sentiriez-vous ni l'un ni l'autre face aux défis mondiaux actuels? (%)



Les perceptions de l'appartenance à l'UE en tant que source de réconfort varient considérablement d'un État membre à l'autre. Dans 20 pays, au moins la moitié des répondants disent qu'ils se sentiraient plus inquiets si leur pays n'était pas membre de l'Union européenne, soulignant un sentiment généralisé que l'adhésion à l'UE offre une protection contre les défis mondiaux. Les pourcentages les plus élevés de répondants exprimant ce point de vue sont enregistrés au Danemark (76 %), aux Pays-Bas (74 %), en Irlande (73 %) et en Finlande (72 %), où plus de sept citoyens sur dix associent l'appartenance à l'UE à une plus grande sécurité. À l'inverse, les parts les plus faibles sont observées en Autriche (35 %), en Tchéquie (37 %) et en Roumanie, en Hongrie et en Bulgarie (38 %), où moins de quatre répondants sur dix déclarent qu'ils se sentiraient plus inquiets en dehors de l'UE.

Il est important de noter que, dans aucun État membre, un plus grand nombre de répondants ne se disent plus confiants en dehors de l'UE plutôt que plus inquiets, ce qui confirme que, dans l'ensemble de l'Union, l'adhésion à l'UE est largement considérée comme une source de réconfort dans un environnement mondial incertain.

QA10 Si (NOTRE PAYS) n'était pas membre de l'UE, vous sentiriez-vous plus inquiet, plus confiant ou ne vous sentiriez-vous ni l'un ni l'autre face aux défis mondiaux actuels? (%)



La mesure dans laquelle l'adhésion à l'UE est considérée comme une source de réconfort face aux défis mondiaux varie d'un groupe sociodémographique à l'autre, bien que certaines tendances soient plus prononcées que d'autres.

Il n'y a pratiquement aucune différence entre les hommes et les femmes: 56 % des hommes et 55 % des femmes déclarent qu'ils se sentiraient plus inquiets si leur pays n'était pas membre de l'UE, ce qui indique que le genre n'influence pas de manière significative cette perception.

En termes d'âge, les jeunes répondants sont légèrement plus susceptibles d'associer l'appartenance à l'UE à une assurance. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 58 % déclarent qu'elles se sentiraient plus inquiètes en dehors de l'UE, contre 54 % des répondants âgés de 40 ans et plus. Bien que l'écart soit modeste, il suggère que les jeunes Européens accordent un peu plus d'importance à l'adhésion à l'UE lorsqu'ils sont confrontés à des défis mondiaux.

Le niveau d'éducation atteint montre un effet plus fort. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus les répondants sont susceptibles de se sentir plus inquiets en dehors de l'UE. Parmi ceux qui ont un faible niveau d'éducation, 47 % se sentiraient plus inquiets, comparativement à 53 % de ceux qui ont un niveau moyen et à 66 % de ceux qui ont un niveau d'éducation élevé. Ce gradient clair met en évidence le lien entre l'éducation et la perception du rôle protecteur de l'UE.

La sécurité financière façonne également les perceptions. Les répondants qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles de dire qu'ils se sentiraient plus inquiets en dehors de l'UE (58 %) que ceux qui éprouvent des difficultés de temps en temps (49 %) ou la plupart du temps (47 %).

Enfin, les perceptions sont fortement corrélées avec l'image que les répondants ont de l'Union européenne. Parmi ceux qui ont une image positive de l'UE, 72 % se sentiraient plus inquiets en dehors de l'Union, contre 43 % de ceux qui ont une image neutre et seulement 30 % de ceux qui ont une image négative.

QA10 Si (NOTRE PAYS) n'était pas membre de l'UE, vous sentiriez-vous plus inquiet, plus confiant ou ne vous sentiriez-vous ni l'un ni l'autre face aux défis mondiaux actuels? (% - UE)				
	Plus inquiet	Plus confiant	Ni l'un ni l	Je ne sais pas
UE-27	55	16	28	1
Genre				
Homme	56	17	26	1
Femme	55	15	29	1
Âge				
15-24	58	14	27	1
25-39	55	17	27	1
40-54	54	17	28	1
55+	54	15	29	2
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	47	16	35	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	53	19	27	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	66	11	22	1
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	57	17	25	1
Gestionnaires	64	12	24	0
Autres colliers blancs	55	16	28	1
Travailleurs manuels	49	21	29	1
Personnes à domicile	44	17	37	2
Chômeurs	51	16	31	2
Retraité	54	15	29	2
Étudiants	63	11	25	1
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	47	20	30	3
De temps en temps	49	21	29	1
Presque jamais / Jamais	58	14	27	1
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	52	17	29	2
Petite ou moyenne ville	54	16	29	1
Grande ville	60	14	25	1
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	56	16	27	1
néant	46	17	34	3
Image de l'UE				
Positif	72	12	16	0
Neutre	43	15	40	2
Négatif	30	30	38	2
Adhésion à l'Union européenne				
Une bonne chose	73	9	17	1
Une mauvaise chose	19	50	30	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	29	17	52	2

4. PRIORITÉS DES CITOYENS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

4. PRIORITÉS DES CITOYENS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le présent chapitre examine les attentes des Européens à l'égard du Parlement européen en explorant quatre dimensions interdépendantes: les domaines d'action que les citoyens souhaitent que le Parlement donne la priorité, leur perception de l'évolution future de leur niveau de vie personnel, les valeurs qu'ils estiment que le Parlement devrait défendre et leur niveau de satisfaction à l'égard de la démocratie au niveau national et au niveau de l'Union. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les préoccupations économiques sont au centre des attentes des citoyens, les pressions sur le coût de la vie et les questions liées à l'emploi façonnant à la fois les priorités politiques et les perspectives relatives au niveau de vie futur. Parallèlement à ces questions économiques, la défense et la sécurité restent un sujet de préoccupation majeur pour les Européens. En outre, les Européens espèrent vivement que le Parlement européen agira en tant que gardien des valeurs fondamentales, notamment la paix et la démocratie, reflétant le contexte géopolitique et politique actuel. Enfin, si une majorité de citoyens se déclarent satisfaits du fonctionnement démocratique, les niveaux de satisfaction varient considérablement d'un État membre à l'autre.

Priorités des citoyens pour le Parlement européen

Les répondants ont été invités à indiquer les domaines d'action qu'ils souhaiteraient le plus voir traités en priorité par le Parlement européen. Cette question reflète les attentes des citoyens en ce qui concerne l'agenda législatif et politique du Parlement, ce qui reflète les questions que les Européens considèrent comme les plus urgentes dans leur vie quotidienne ainsi que celles qui façonnent l'orientation à moyen et à long terme de l'Union.

Au niveau de l'UE, l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont les questions les plus fréquemment mentionnées que les répondants souhaiteraient que le Parlement européen aborde en priorité. Plus de quatre Européens sur dix (41 %) font de ce sujet l'un des plus importants, ce qui en fait la principale préoccupation dans l'ensemble. Cette part est inchangée depuis mai 2025, ce qui indique que les pressions sur le pouvoir d'achat et les budgets des ménages restent persistantes et généralisées dans l'ensemble de l'Union.

L'économie et la création d'emplois sont le deuxième problème le plus fréquemment cité, mentionné par plus d'un tiers des répondants (35 %) comme une priorité d'action par le Parlement européen. Cela représente une augmentation notable de cinq points de pourcentage depuis mai 2025, ce qui laisse penser que l'action de l'UE visant à soutenir l'activité économique et l'emploi devrait augmenter. Dans l'ensemble, l'importance de l'inflation, de la hausse des prix et du coût de la vie, parallèlement à l'économie et à la création d'emplois, montre que les questions économiques dominent clairement les priorités des citoyens au niveau de l'UE.

La défense et la sécurité de l'UE sont le deuxième sujet le plus fréquemment mentionné, cité par environ un tiers des répondants (34 %) parmi les priorités du Parlement européen. Cette part est inchangée depuis mai 2025, ce qui suggère un niveau de préoccupation stable dans ce domaine. Dans le contexte actuel et récent de tensions géopolitiques et de défis en matière de sécurité dans le voisinage de l'UE et au-delà, l'importance persistante de la défense et de la sécurité confirme qu'il s'agit toujours d'une attente essentielle pour une action au niveau de l'UE.

La santé publique suit de près, près d'un tiers des répondants (32 %) l'évoquant parmi les questions qu'ils souhaiteraient que le Parlement européen aborde en priorité. Il s'agit d'une augmentation substantielle de huit points de pourcentage depuis mai 2025, l'un des changements les plus notables de l'enquête actuelle et qui met en évidence le regain d'importance des préoccupations liées à la santé chez les Européens.

Un peu plus d'un quart des répondants (28 %) mentionnent la pauvreté et l'exclusion sociale comme une question prioritaire pour le Parlement européen. Cette part a légèrement diminué

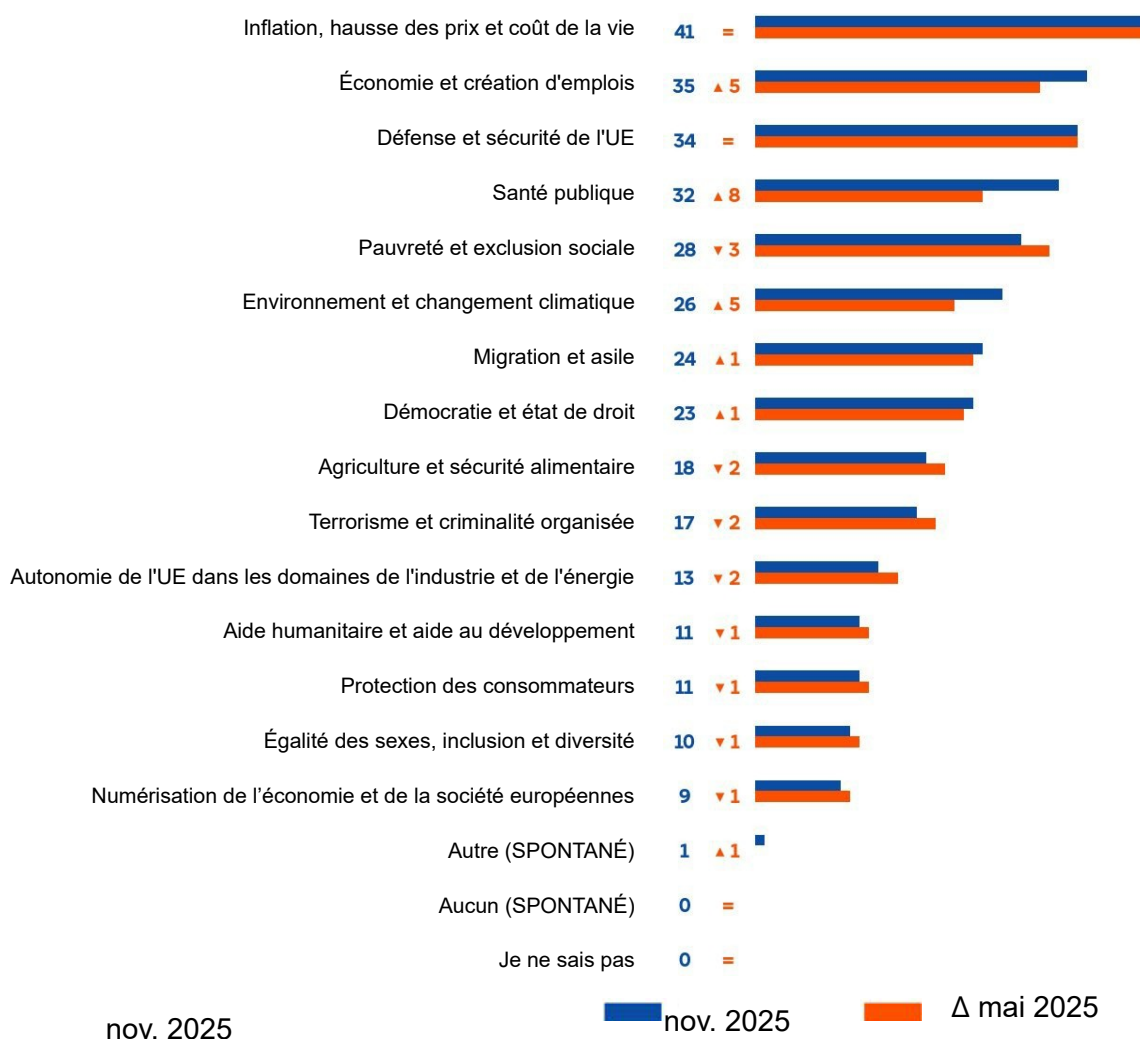
depuis mai 2025 (-3 pp). Ce sujet reflète les préoccupations relatives aux conséquences sociales négatives des pressions économiques, en particulier pour les groupes vulnérables.

L'environnement et le changement climatique sont cités par un peu plus d'un quart des répondants (26 %) comme une priorité d'action du Parlement européen. Cela représente une augmentation de cinq points de pourcentage depuis mai 2025, ce qui indique un soutien renouvelé à l'action de l'UE dans ce domaine. L'importance croissante des questions environnementales et climatiques suggère que, parallèlement aux préoccupations économiques et sociales immédiates, une part croissante d'Européens continue d'attacher de l'importance à la durabilité à long terme et au rôle de l'UE dans la lutte contre le changement climatique.

La migration et l'asile sont mentionnés par près d'un quart des répondants (24 %, + 1 pp) parmi les questions qu'ils souhaitent que le Parlement européen aborde en priorité. Le niveau d'attention stable et relativement élevé accordé à ce sujet indique que la migration et l'asile restent des préoccupations persistantes pour les Européens.

La démocratie et l'état de droit sont cités par un peu moins d'un quart des répondants (23 %, + 1 pp) comme une question prioritaire pour le Parlement européen. Dans un contexte marqué par de multiples défis pour les systèmes démocratiques, l'importance continue de ce sujet reflète les attentes soutenues selon lesquelles le Parlement européen devrait jouer un rôle central dans la sauvegarde des principes démocratiques.

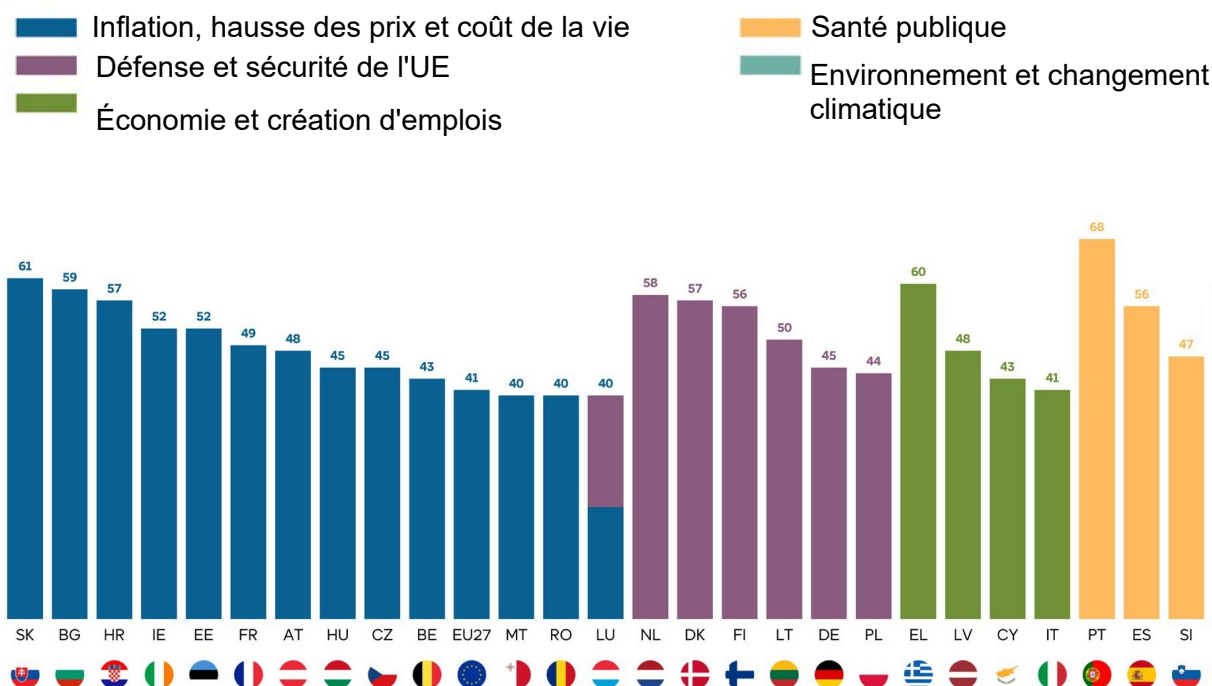
QA4ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (UE-27) (%)



Au niveau national, l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont les priorités les plus fréquemment mentionnées dans 13 États membres. Dans l'ensemble de l'UE, au moins 30 % des répondants citent l'inflation comme une priorité dans 23 États membres, ce qui reflète les préoccupations généralisées dans l'ensemble de l'Union concernant les pressions sur les budgets des ménages. Les parts les plus élevées sont observées en Slovaquie (61 %), en Bulgarie (59 %), au Portugal (58 %) et en Croatie (57 %). Une autre question économique, celle de l'économie et de la création d'emplois, apparaît comme la principale priorité dans quatre États membres. Les pourcentages les plus élevés sont enregistrés en Grèce (60 %), en Espagne (50 %) et en Lettonie (48 %).

La défense et la sécurité de l'UE sont les priorités les plus fréquemment mentionnées dans sept États membres, principalement aux Pays-Bas (58 %), au Danemark (57 %) et en Finlande (56 %), ce qui montre l'importance des questions de défense et de sécurité communes dans ces pays. La santé publique est la première priorité dans trois pays, le Portugal (68 %), l'Espagne (56 %) et la Slovaquie (47 %). Elle est également particulièrement importante en Grèce (54 %).

QA4ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)

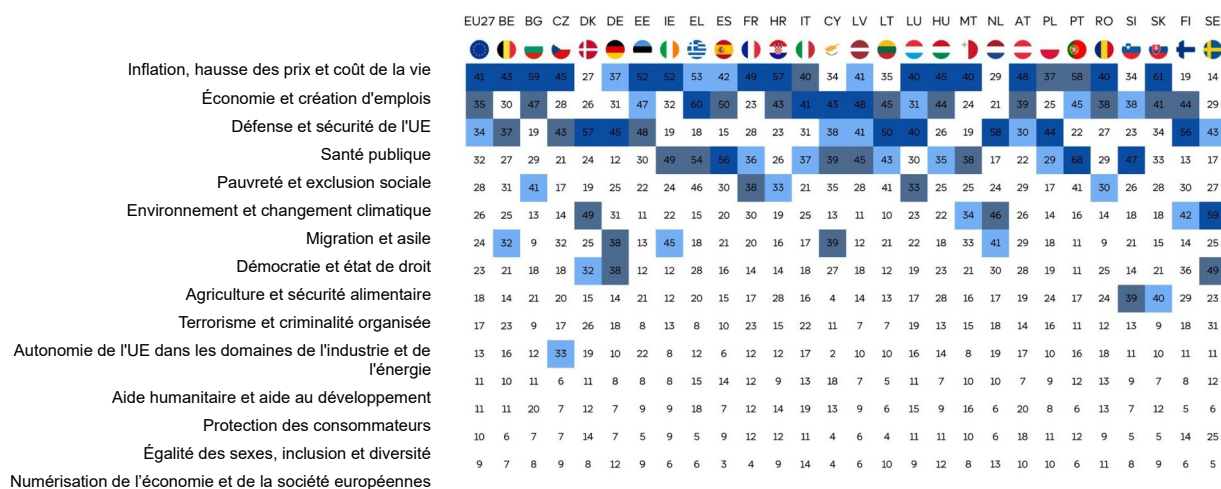


nov. 2025

Si les thèmes de l'inflation, de l'économie, de la défense et de la santé publique ont tendance à figurer parmi les questions les plus importantes dans de nombreux États membres, ce qui témoigne d'une préoccupation généralisée, l'importance perçue des sujets suivants tend à varier davantage d'un État membre à l'autre.

Premièrement, la pauvreté et l'exclusion sociale n'occupent pas la première place dans aucun pays, mais restent un problème important en Grèce (46 %), ainsi qu'au Portugal, en Lituanie et en Bulgarie (41 %). L'environnement et le changement climatique sont le premier sujet en Suède (59 %) et sont également très fréquemment mentionnés au Danemark (49 %), aux Pays-Bas (46 %) et en Finlande (42 %). La migration et l'asile ne constituent la première priorité d'aucun État membre, mais sont néanmoins particulièrement importants en Irlande (45 %), aux Pays-Bas (41 %), à Chypre (39 %) et en Allemagne (38 %). De même, la démocratie et l'état de droit ne viennent jamais en premier, mais obtiennent de bons résultats en Suède (49 %), en Allemagne (38 %) et en Finlande (36 %). Dans l'ensemble, ces résultats indiquent l'importance variable de sujets particuliers d'un pays à l'autre.

QA4ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (%)



nov. 2025

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

Des différences dans les priorités des citoyens pour le Parlement européen sont observées entre plusieurs groupes sociodémographiques, ce qui montre que les expériences vécues, les circonstances personnelles et les attitudes façonnent les attentes en matière d'action au niveau de l'Union.

Premièrement, seules des différences limitées sont observées selon le sexe, bien que certains contrastes se distinguent. En particulier, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de faire de la santé publique une priorité pour le Parlement européen (35 % contre 29 %).

L'âge est plus fortement associé aux différences de priorités. La défense et la sécurité de l'UE prennent de plus en plus d'importance avec l'âge, comme le mentionnent 28 % des répondants âgés de 15 à 24 ans, 32 % des répondants âgés de 25 à 39 ans, 33 % des répondants âgés de 40 à 54 ans et 37 % des répondants âgés de 55 ans et plus. La santé publique montre également un gradient d'âge, les répondants plus âgés étant plus susceptibles de le considérer comme une priorité, ce qui reflète de plus grandes préoccupations liées à la santé plus tard dans la vie. De même, les questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ont tendance à être mentionnées plus fréquemment par les groupes d'âge plus âgés.

En revanche, les jeunes répondants mettent davantage l'accent sur les questions tournées vers l'avenir et fondées sur des valeurs. L'environnement et le changement climatique sont cités par près d'un tiers des répondants âgés de 15 à 24 ans (32 %), contre 26 % des répondants âgés de 25 à 39 ans et 24 % des répondants âgés de 40 ans et plus. Les jeunes Européens sont également plus susceptibles de donner la priorité à l'aide humanitaire et à l'égalité entre les hommes et les femmes, en mettant davantage l'accent sur la solidarité mondiale et la justice sociale parmi les plus jeunes.

Globalement, les deux questions les plus importantes au niveau de l'UE — l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie, ainsi que l'économie et la création d'emplois — sont les plus importantes parmi les répondants âgés de 25 à 39 ans et de 40 à 54 ans. Ces groupes d'âge sont plus susceptibles que les répondants plus jeunes (15-24 ans) ou plus âgés (55 ans et plus) de donner la priorité à ces sujets, ce qui reflète les préoccupations liées à l'emploi, aux responsabilités familiales et à la stabilité financière au cours des principales années de travail.

Le niveau d'éducation est également étroitement lié aux différences de priorités. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles de donner la priorité à l'inflation, à la hausse des prix et au coût de la vie (47 % contre 34 % chez ceux ayant un niveau d'éducation élevé). Ils sont également plus enclins à mentionner la santé publique (37 % contre 27 %) et la

pauvreté et l'exclusion sociale (31 % contre 26 %) comme des priorités essentielles pour le Parlement européen, ce qui montre que l'accent est davantage mis sur les questions immédiates de protection économique et sociale.

À l'inverse, les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité de l'UE (38 % contre 32 % parmi ceux ayant un faible niveau d'éducation), à l'environnement et au changement climatique (35 % contre 20 %), à la démocratie et à l'état de droit (28 % contre 21 %), ainsi qu'à l'autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie (17 % contre 8 %).

La situation financière joue également un rôle majeur dans la définition des priorités. Les répondants qui signalent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont plus susceptibles de donner la priorité à l'inflation, à la hausse des prix et au coût de la vie (48 % contre 39 % de ceux qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés). Ils sont également beaucoup plus susceptibles de mentionner la santé publique (38 % contre 29 %) et la pauvreté et l'exclusion sociale (42 % contre 25 %), ce qui souligne le lien étroit entre la vulnérabilité financière et les attentes du Parlement européen en matière d'action sociale et économique.

En revanche, les répondants qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité de l'UE (37 % contre 21 %), à l'environnement et au changement climatique (28 % contre 17 %), à la migration et à l'asile (25 % contre 20 %), ainsi qu'à la démocratie et à l'état de droit (25 % contre 19 %).

Les perspectives des répondants sur l'avenir d'eux-mêmes et de leur famille sont également liées à différentes priorités pour le Parlement européen. Ceux qui sont optimistes quant à leur avenir sont plus susceptibles de donner la priorité à l'économie et à la création d'emplois (37 % contre 29 % des répondants pessimistes), à la défense et à la sécurité de l'UE (36 % contre 27 %), ainsi qu'à l'environnement et au changement climatique (27 % contre 21 %). Cette tendance suggère qu'une perspective plus positive est associée à une plus grande importance accordée aux domaines d'action axés sur la croissance, stratégiques et à long terme.

À l'inverse, les répondants pessimistes quant à leur avenir sont plus susceptibles de donner la priorité à l'inflation, à la hausse des prix et au coût de la vie (46 % contre 40 % chez les répondants optimistes), ainsi qu'à la pauvreté et à l'exclusion sociale (36 % contre 26 %). Ces conclusions soulignent la relation étroite entre l'insécurité économique personnelle, les attentes quant à l'avenir et une demande plus forte d'action de l'UE sur les questions immédiates de protection économique et sociale.

Une tendance similaire se dégage lorsque nous nous tournons vers les attentes des répondants concernant l'avenir de leur pays. Ceux qui sont optimistes quant à l'avenir de leur pays sont plus susceptibles de donner la priorité à la défense et à la sécurité de l'UE (38 % contre 29 % des répondants pessimistes) ainsi qu'à l'environnement et au changement climatique (28 % contre 23 %), ce qui montre que l'accent est davantage mis sur la résilience stratégique et les défis à long terme.

En revanche, les répondants pessimistes quant à l'avenir de leur pays mettent davantage l'accent sur l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie (44 % contre 39 % des répondants optimistes), la pauvreté et l'exclusion sociale (32 % contre 25 %) et la migration et l'asile (28 % contre 21 %). Cette répartition des priorités montre à nouveau comment une perspective plus négative est associée à une préoccupation accrue concernant les pressions économiques immédiates, la cohésion sociale et les pressions perçues sur les systèmes nationaux.

Les attentes des répondants concernant l'avenir de l'Union européenne sont également associées à des schémas de priorités distincts. Ceux qui sont optimistes quant à l'avenir de l'Union sont plus susceptibles de mentionner la défense et la sécurité de l'Union comme une priorité pour le Parlement européen (37 % contre 30 % des répondants pessimistes), ainsi que pour l'environnement et le changement climatique (29 % contre 22 %). Cela suggère que la confiance dans l'avenir de l'UE est liée à une plus grande importance accordée à la sécurité collective et aux objectifs politiques à long terme.

À l'inverse, les répondants pessimistes quant à l'avenir de l'UE sont plus susceptibles de donner la priorité à l'inflation, à la hausse des prix et au coût de la vie (44 % contre 39 % des répondants optimistes), à la pauvreté et à l'exclusion sociale (31 % contre 26 %), ainsi qu'à la migration et à l'asile (29 % contre 21 %). Comme pour d'autres dimensions de l'optimisme, une perspective plus négative est associée à une plus grande inquiétude face aux pressions économiques immédiates, aux vulnérabilités sociales et aux défis liés à la migration.

QA4ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (% - UE)									
	Inflation, hausse des prix et coût de la vie	Économie et création d'emplois	Défense et sécurité de l'UE	Santé publique	Environnement et changement climatique	Pauvreté et exclusion sociale	Migration et asile	Démocratie et état de droit	Agriculture et sécurité alimentaire
UE-27	41	35	34	32	26	28	24	23	18
Genre									
Homme	40	37	36	29	25	26	25	24	18
Femme	43	33	32	35	26	30	22	23	18
Âge									
15-24	38	33	28	29	32	31	21	23	12
25-39	43	39	32	28	26	26	23	23	18
40-54	44	37	33	30	24	29	25	22	18
55+	40	32	37	35	24	28	25	24	20
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	47	32	32	37	20	31	25	21	19
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	43	36	33	32	23	28	23	22	18
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	34	35	38	27	35	26	24	28	16
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	39	39	33	29	23	23	24	25	20
Gestionnaires	36	38	39	24	33	23	26	28	16
Autres colliers blancs	41	36	37	26	27	26	24	25	18
Travailleurs manuels	46	37	32	33	21	28	23	18	18
Personnes à domicile	42	36	25	43	17	31	20	21	19
Chômeurs	51	37	26	36	20	35	28	19	16
Retraité	42	30	37	37	24	29	25	24	20
Étudiants	35	33	27	26	37	33	21	25	12
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	48	36	21	38	17	42	20	19	17
De temps en temps	45	33	30	36	21	32	22	19	18
Presque jamais / Jamais	39	35	37	29	28	25	25	25	18
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	41	34	35	32	23	27	23	23	23
Petite ou moyenne ville	41	34	35	32	26	27	24	22	17
Grande ville	42	37	32	31	29	30	24	25	14
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	41	36	34	31	27	27	24	24	18
néant	49	30	34	40	16	32	20	18	22
Image de l'UE									
Positif	39	36	38	30	31	25	21	27	17
Neutre	42	34	32	35	23	29	23	20	18
Négatif	47	34	27	31	15	33	34	19	20
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	39	36	38	30	31	27	23	26	17
Une mauvaise chose	44	30	21	31	12	31	32	18	21
Ni une bonne ni une mauvaise chose	47	34	29	36	19	29	24	18	19

QA4ab Parmi les sujets suivants, lesquels aimeriez-vous voir traités en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 4 RÉPONSES) (% - UE)									
	Terrorisme et criminalité organisée	Autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie	Aide humanitaire et aide au développement	Protection des consommateurs	Égalité des sexes, inclusion et diversité	Numérisation de l'économie et de la société européennes	Autre (SPONTANÉ)	Aucun (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	17	13	11	11	10	9	1	0	0
Genre									
Homme	18	16	9	11	8	11	1	1	0
Femme	17	10	12	10	11	7	0	0	1
Âge									
15-24	14	11	17	8	17	12	0	0	0
25-39	15	15	12	11	13	11	0	0	0
40-54	17	14	8	10	9	9	1	0	0
55+	20	11	9	12	7	7	1	1	1
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	19	8	9	11	8	7	0	0	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	17	13	11	12	10	9	1	0	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	16	17	12	9	11	10	1	0	0
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	16	18	8	11	10	10	0	0	0
Gestionnaires	16	18	9	9	11	12	1	0	0
Autres colliers blancs	17	15	11	11	10	11	0	0	0
Travailleurs manuels	19	12	10	12	11	9	0	0	0
Personnes à domicile	19	8	13	13	9	6	1	0	1
Chômeurs	16	10	11	8	13	6	1	0	1
Retraité	20	10	9	11	6	5	1	1	1
Étudiants	13	12	18	8	17	14	1	0	0
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	18	13	13	11	11	8	1	0	1
De temps en temps	19	12	11	13	10	9	0	0	1
Presque jamais / Jamais	17	13	10	10	10	9	1	0	0
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	16	11	9	10	8	8	1	0	1
Petite ou moyenne ville	19	14	11	11	10	9	0	1	0
Grande ville	16	13	11	11	11	9	0	0	0
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	17	13	11	11	10	9	1	0	0
néant	18	8	7	11	6	4	0	1	2
Image de l'UE									
Positif	15	15	12	10	12	10	0	0	0
Neutre	18	11	10	12	9	8	1	0	1
Négatif	23	10	7	11	6	5	1	2	1
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	15	15	12	9	11	10	1	0	0
Une mauvaise chose	22	10	8	14	8	6	1	2	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	21	10	10	13	8	8	0	1	1

Changements attendus du niveau de vie

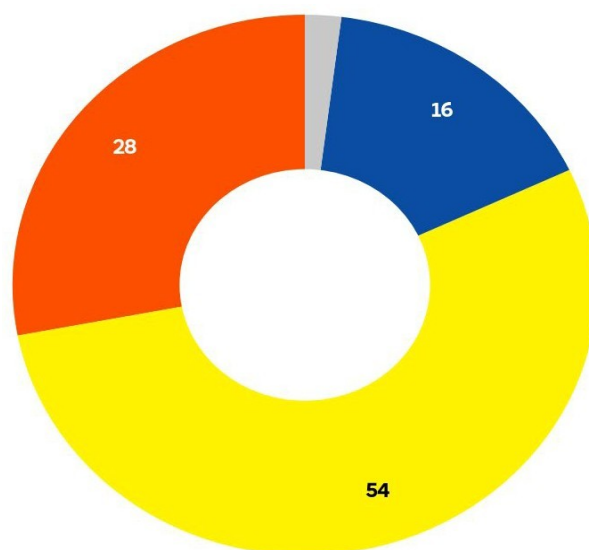
Au-delà des attentes des citoyens concernant les priorités politiques du Parlement européen, l'enquête explore également la manière dont les Européens perçoivent leurs propres perspectives économiques à moyen terme. Compte tenu des préoccupations persistantes concernant le pouvoir d'achat, l'emploi et la protection sociale, qui figuraient parmi les priorités les plus importantes de la section précédente, les répondants ont été invités à réfléchir à la manière dont ils s'attendaient à ce que leur niveau de vie personnel évolue au cours des cinq prochaines années. Cette question donne un aperçu de la manière dont les Européens évaluent leur bien-être économique futur, en capturant les niveaux sous-jacents de confiance ou d'incertitude.

Au niveau de l'UE, une majorité de répondants s'attendent à ce que leur niveau de vie personnel reste inchangé au cours des cinq prochaines années. Un peu plus de la moitié des Européens (54 %) affirment que leur niveau de vie ne changera pas. Cette part est globalement stable par rapport à mai 2025 (– 1 point de pourcentage), ce qui confirme qu'elle reste l'attente dominante dans l'ensemble de l'Union européenne.

Dans le même temps, plus du quart des répondants (28 %) estiment que leur niveau de vie diminuera au cours des cinq prochaines années. Cette part est globalement stable par rapport à mai 2025 (+1 pp), ce qui indique que les inquiétudes quant à une détérioration de la situation économique personnelle restent à un niveau similaire. Cette constatation est cohérente avec l'importance persistante de l'inflation, de la hausse des prix et du coût de la vie parmi les priorités des citoyens, et reflète les préoccupations persistantes concernant le pouvoir d'achat et la sécurité financière.

En revanche, 16 % des Européens s'attendent à ce que leur niveau de vie augmente au cours des cinq prochaines années. Cette proportion est également globalement stable par rapport à mai 2025 (+1 pp). Bien que ce groupe reste nettement plus petit que ceux qui s'attendent à une stabilité ou à un déclin, le résultat indique qu'un segment de la population continue d'exprimer sa confiance dans l'amélioration des perspectives économiques.

SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (UE-27) (%)

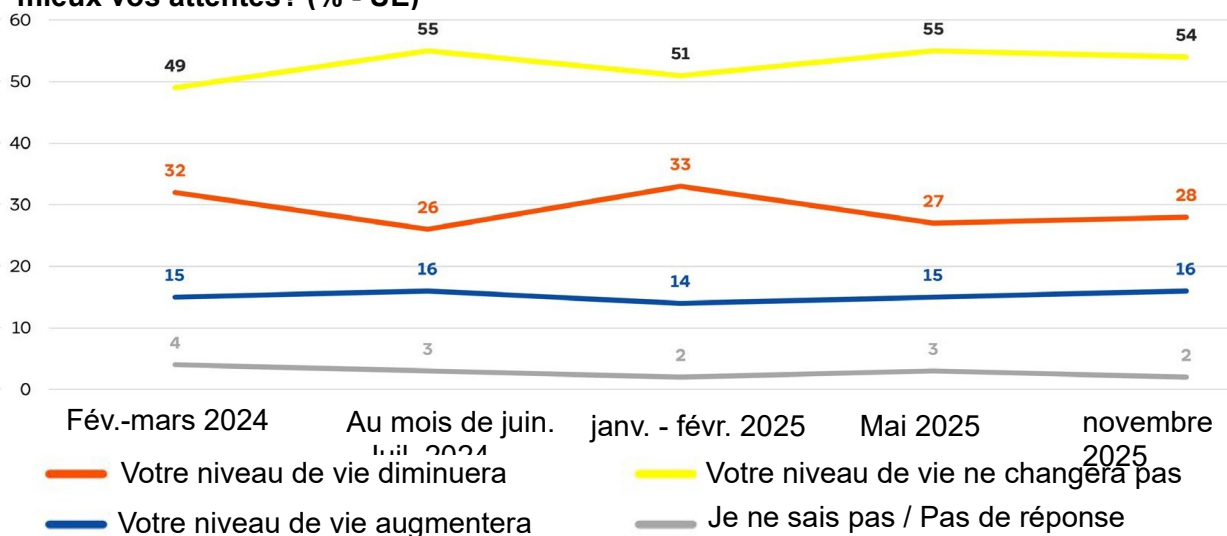


▲ ▼ (novembre 2025 — mai 2025)
 nov. 2025
 Votre niveau de vie diminuera ▲ 1
 Votre niveau de vie ne changera pas ▼ 1
 Votre niveau de vie augmentera ▲ 1
 Je ne sais pas / Pas de réponse ▼ 1

Votre niveau de vie diminuera
 Votre niveau de vie ne changera pas
 Votre niveau de vie augmentera
 Je ne sais pas / Pas de réponse

S'agissant de l'évolution des attentes, les répondants se sont montrés plus sombres quant aux perspectives concernant leur niveau de vie personnel en janvier-février 2025, lorsque 33 % d'entre eux prévoyaient une baisse. Depuis mai 2025, ces anticipations sont restées relativement stables, avec seulement de légères variations dans les parts de ceux qui s'attendent à une augmentation, une diminution ou l'absence de changement.

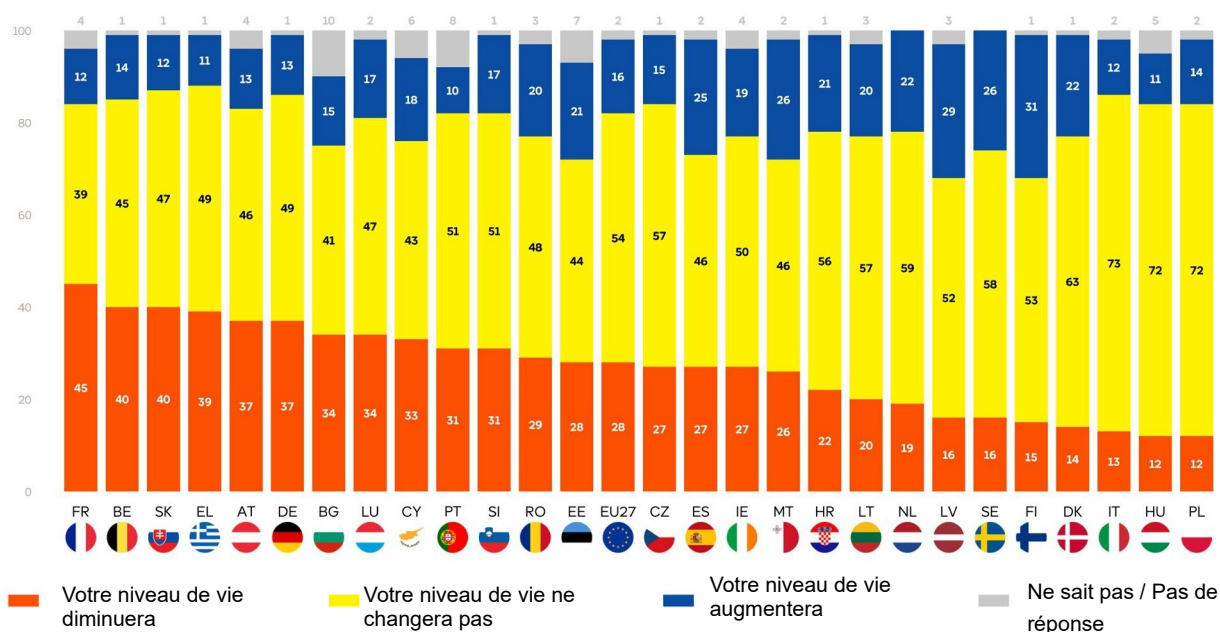
SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (% - UE)



Au niveau national, dans 26 États membres, les répondants déclarent le plus souvent s'attendre à ce que leur niveau de vie reste inchangé au cours des cinq prochaines années. La France est le seul État membre où elle s'attend le plus souvent à une baisse, comme le suggèrent 45 % des répondants. Les anticipations d'une baisse sont également relativement fortes en Belgique et en Slovaquie (40 %), en Grèce (39 %), ainsi qu'en Autriche et en Allemagne (37 %), ce qui indique des niveaux plus élevés de préoccupation quant au bien-être économique futur de ces pays.

À l'inverse, dans plusieurs États membres, une part notable des répondants s'attend à ce que leur niveau de vie augmente. Au moins un quart des répondants s'attendent à une amélioration en Finlande (31 %), en Lettonie (29 %), en Suède et à Malte (26 %) et en Espagne (25 %), ce qui reflète un optimisme comparatif quant aux perspectives économiques futures dans ces pays.

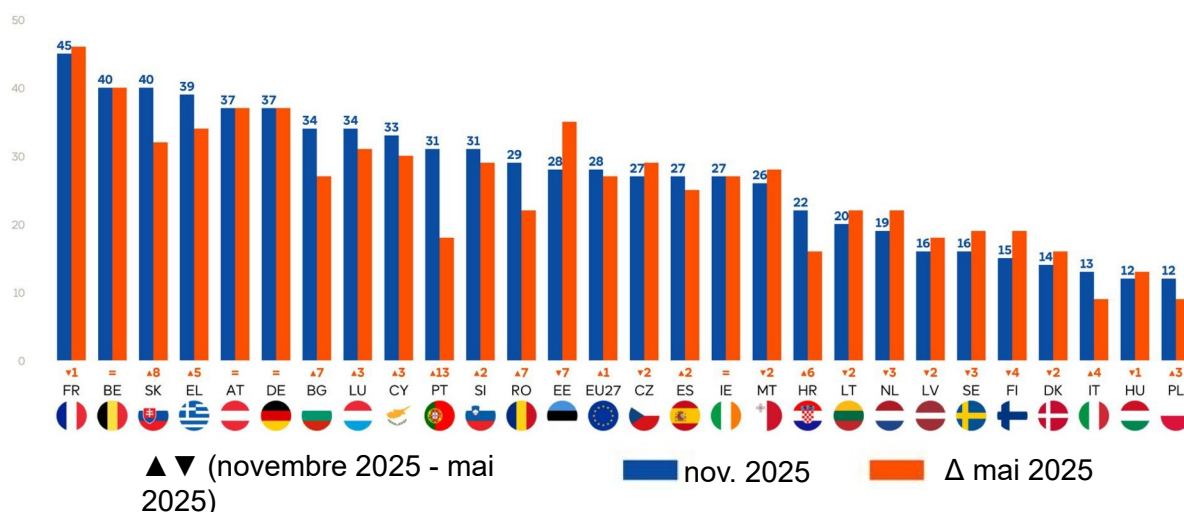
SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (%)



nov. 2025

Depuis mai 2025, la part des répondants s'attendant à une baisse de leur niveau de vie a augmenté dans plusieurs États membres, principalement au Portugal (+13 points de pourcentage, 31 %), en Slovaquie (+8 points de pourcentage, 40 %), en Bulgarie (+7 points de pourcentage, 34 %) et en Roumanie (+7 points de pourcentage, 29 %). Ces augmentations indiquent un pessimisme croissant dans ces pays, ce qui suggère que les préoccupations concernant le bien-être économique personnel se sont intensifiées depuis la précédente vague d'enquêtes. À l'inverse, en Estonie, la part des répondants anticipant une baisse du niveau de vie a diminué de 7 points de pourcentage, pour s'établir à 28 %, reflétant une réduction du pessimisme.

SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? Votre niveau de vie diminuera (%)



Des différences dans les attentes concernant l'évolution future du niveau de vie sont observées dans plusieurs groupes sociodémographiques, soulignant comment les circonstances personnelles, le stade de vie et la vulnérabilité financière façonnent les perceptions du bien-être économique.

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'anticiper une baisse de leur niveau de vie, 31 % des femmes s'attendant à une baisse, contre 26 % des hommes. Inversement, les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'anticiper une augmentation de leur niveau de vie, 19 % des hommes exprimant cette attente contre 13 % des femmes.

L'âge est également étroitement lié aux différences dans les attentes. Les répondants plus âgés ont tendance à avoir des perspectives plus pessimistes, la part s'attendant à une baisse de leur niveau de vie augmentant progressivement avec l'âge: 16 % chez les 15-24 ans, 24 % chez les 25-39 ans, 28 % chez les 40-54 ans et 34 % chez les 55 ans et plus. Une tendance similaire liée à l'âge est observée pour ceux qui s'attendent à une stabilité, la part des jeunes Européens anticipant une absence de changement passant de 45 % chez les plus jeunes répondants à 59 % chez les plus âgés. En revanche, les jeunes Européens sont beaucoup plus susceptibles de s'attendre à une augmentation de leur niveau de vie, 36 % des 15-24 ans anticipant une amélioration, contre seulement 25 % des 25-39 ans, 15 % des 40-54 ans et seulement 5 % des répondants âgés de 55 ans et plus.

Le niveau d'éducation est un autre facteur associé aux différences dans les attentes. Les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles d'anticiper une baisse de leur niveau de vie, 38 % d'entre eux étant de cet avis, contre 27 % des répondants ayant un niveau d'éducation moyen et 22 % des répondants ayant un niveau d'éducation élevé. Inversement, les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'anticiper une augmentation de leur niveau de vie, 21 % s'attendant à une amélioration, contre 15 % de ceux ayant un niveau d'éducation moyen et 10 % de ceux ayant un faible niveau d'éducation. Cela suggère que l'enseignement supérieur est associé à une plus grande confiance dans les perspectives économiques, tandis que le niveau d'éducation inférieur correspond à des préoccupations accrues concernant le niveau de vie personnel futur.

La situation financière façonne également fortement les attentes. Les répondants qui déclarent avoir de la difficulté à payer leurs factures la plupart du temps sont beaucoup plus susceptibles d'anticiper une baisse de leur niveau de vie, 53 % d'entre eux ayant cette attente, contre seulement 24 % chez ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés. En revanche, les répondants qui ne connaissent presque jamais ou jamais de difficultés financières sont plus

susceptibles de s'attendre à une stabilité de leur niveau de vie, 57 % n'indiquant aucun changement, contre 31 % parmi ceux confrontés à des difficultés financières fréquentes.

Enfin, les attentes des répondants concernant l'évolution de leur niveau de vie personnel sont étroitement liées à leurs perspectives d'avenir. Ceux qui sont optimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille sont plus susceptibles d'anticiper la stabilité ou l'amélioration de leur niveau de vie. En revanche, les répondants qui sont pessimistes quant à leur avenir personnel ou familial sont beaucoup plus susceptibles de s'attendre à une baisse, 53 % de ceux qui se sentent pessimistes quant à leur propre avenir et à celui de leur famille anticipant une baisse, contre seulement 21 % parmi ceux qui sont optimistes. De même, le pessimisme quant à l'avenir d'un pays est associé à des attentes plus négatives: 43% des répondants pessimistes quant à leur pays anticipent une baisse de leur niveau de vie, contre 18% parmi ceux qui sont optimistes. Ces tendances renforcent le lien étroit entre les perspectives de vie globales et les attentes économiques, montrant que l'optimisme personnel et national est associé à une plus grande confiance dans la stabilité ou l'amélioration, tandis que le pessimisme correspond à une préoccupation accrue quant à la détérioration potentielle du niveau de vie.

SD27 Lorsque vous réfléchissez à la façon dont votre niveau de vie personnel évoluera au cours des cinq prochaines années, lequel des énoncés suivants décrit le mieux vos attentes? (% - UE)				
	Votre niveau de vie diminuera	Votre niveau de vie ne changera pas	Votre niveau de vie augmentera	Je ne sais pas / Pas de réponse
UE-27	28	54	16	2
Genre				
Homme	26	53	19	2
Femme	31	54	13	2
Âge				
15-24	16	45	36	3
25-39	24	48	25	3
40-54	28	54	15	3
55+	34	59	5	2
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	38	49	10	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	27	56	15	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	22	55	21	2
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	24	57	18	1
Gestionnaires	21	57	20	2
Autres colliers blancs	26	55	16	3
Travailleurs manuels	30	51	16	3
Personnes à domicile	32	55	10	3
Chômeurs	35	41	20	4
Retraité	36	58	4	2
Étudiants	16	43	38	3
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	53	31	14	2
De temps en temps	34	51	13	2
Presque jamais / Jamais	24	57	17	2
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	33	51	14	2
Petite ou moyenne ville	28	55	14	3
Grande ville	24	54	19	3
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	27	54	17	2
néant	42	52	3	3
Image de l'UE				
Positif	21	58	19	2
Neutre	28	56	13	3
Négatif	50	37	10	3
Adhésion à l'Union européenne				
Une bonne chose	24	55	19	2
Une mauvaise chose	47	41	11	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	32	55	10	3

Valeurs que le Parlement européen devrait défendre en priorité

Les attentes des citoyens en ce qui concerne les valeurs que le Parlement européen devrait défendre offrent un aperçu crucial de la manière dont les Européens perçoivent la mission fondamentale de l'Union et les fondements démocratiques. Au-delà des priorités politiques concrètes, ces points de vue révèlent les principes sous-jacents qui, selon les citoyens, devraient guider les travaux du Parlement et façonner l'orientation future de l'Union.

Au niveau de l'UE, la paix apparaît de loin comme la valeur que les citoyens veulent le plus que le Parlement européen défende en priorité. Plus de la moitié des répondants (52 %) mentionnent la paix, ce qui représente une forte augmentation de six points de pourcentage depuis mai 2025. Cela confirme que, dans le contexte géopolitique actuel façonné par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, l'escalade de la violence au Moyen-Orient et les tensions internationales plus larges, la paix est devenue une attente encore plus centrale et unificatrice parmi les Européens. L'importance de cette valeur souligne la forte demande des citoyens en faveur de la stabilité, de la prévention des conflits et d'un rôle clair de l'UE dans la sauvegarde de la paix à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

La démocratie est la deuxième valeur la plus fréquemment mentionnée, citée par 35 % des répondants (+ 2 pp depuis mai 2025). Cela indique une consolidation continue des préoccupations démocratiques dans l'ensemble de l'Union. Dans un contexte marqué par les défis auxquels sont confrontées les institutions démocratiques, la désinformation et le déclin de la confiance dans les systèmes politiques, l'importance soutenue que les citoyens attachent à la démocratie reflète les attentes selon lesquelles le Parlement européen devrait rester un gardien des principes et des droits démocratiques.

Au-delà de la paix et de la démocratie, plusieurs autres valeurs fondamentales sont mentionnées par plus d'un Européen sur cinq comme des priorités que le Parlement européen doit défendre: la liberté d'expression et de pensée, la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde, et l'état de droit.

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (UE-27) (%)

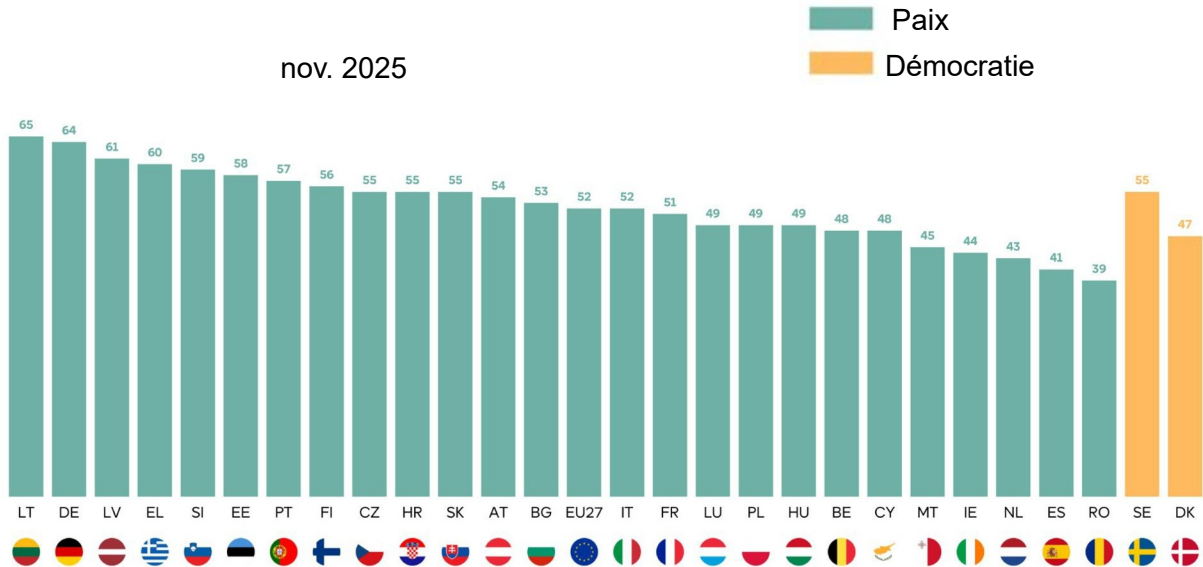


nov.
2025

■ nov. 2025 ■ Δ mai 2025

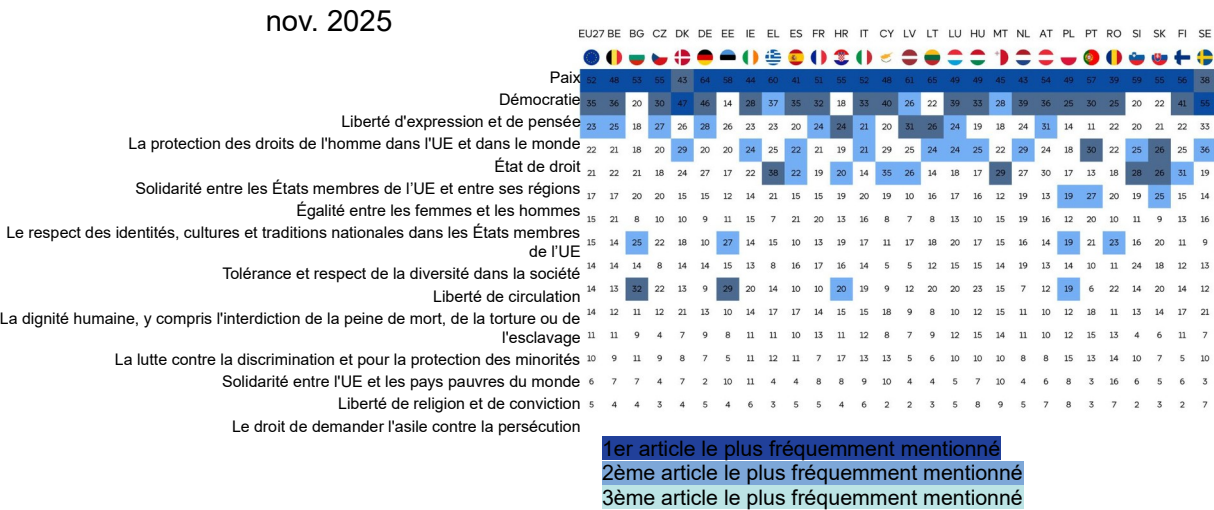
Au niveau national, la paix est la priorité la plus fréquemment mentionnée dans 25 pays, ce qui confirme sa résonance exceptionnellement large dans l'ensemble de l'Union européenne. Ce n'est qu'en Suède et au Danemark que la démocratie apparaît comme la valeur la plus fréquemment citée. Même dans ces deux cas, cependant, la paix reste la deuxième valeur la plus mentionnée.

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



La démocratie se distingue également comme une priorité importante dans l'ensemble de l'Union européenne. Il figure parmi les trois valeurs les plus fréquemment mentionnées dans 21 États membres, ce qui confirme sa grande pertinence même lorsqu'il ne s'agit pas de la valeur la plus élevée.

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (%)



Les différences de valeurs que les citoyens estiment que le Parlement européen devrait défendre sont également visibles dans les groupes sociodémographiques et comportementaux.

Les différences entre les sexes dans les priorités de valeur sont relativement limitées, mais certains contrastes se distinguent. Les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes de mentionner la paix comme une valeur que le Parlement européen devrait défendre (54 % contre 50 %). Et une différence plus prononcée apparaît en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes: 18 % des femmes considèrent l'égalité des sexes comme une priorité, contre 11 % des hommes.

La paix est toujours importante dans tous les groupes d'âge, mais elle est le plus souvent citée par les répondants plus âgés, 56 % des personnes âgées de 55 ans et plus la mentionnant comme une priorité. À titre de comparaison, 50 % des répondants âgés de 40 à 54 ans, 47 % des répondants âgés de 25 à 39 ans et 48 % des répondants du groupe le plus jeune (15 à 24 ans). Ces résultats suggèrent que les Européens plus âgés attachent une importance particulière à la paix.

La paix est également mentionnée le plus souvent par les répondants ayant un faible niveau d'éducation (60 %), contre 51 % chez ceux ayant un niveau moyen et 45 % chez les répondants ayant un niveau d'éducation élevé. En revanche, les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles que ceux ayant des niveaux inférieurs de donner la priorité à des valeurs telles que la protection des droits de l'homme, l'état de droit, la tolérance et le respect de la diversité.

La perception qu'ont les répondants de l'Union européenne façonne également certaines de leurs priorités en matière de valeurs. Ceux qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles de mentionner la protection des droits de l'homme (25 % contre 19 % parmi les répondants ayant une image négative), la solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions (19 % contre 14 %), ainsi que la tolérance et le respect de la diversité dans la société (16 % contre 10 %). À l'inverse, les répondants qui ont une opinion négative de l'UE sont plus susceptibles de donner la priorité à la liberté d'expression et de pensée (27 % contre 21 % chez ceux qui ont une image positive) et à l'état de droit (26 % contre 20 %).

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (% - UE)									
	Paix	Démocratie	Liberté d'expression et de pensée	La protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde	État de droit	Solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions	Égalité entre les femmes et les hommes	Respect des identités, cultures et traditions nationales dans les États membres de l'UE	Tolérance et respect de la diversité dans la société
UE-27	52	35	23	22	21	17	15	15	14
Genre									
Homme	50	36	24	21	23	18	11	16	13
Femme	54	34	22	23	20	16	18	14	16
Âge									
15-24	48	32	24	23	15	16	19	13	15
25-39	47	33	24	25	20	16	16	15	17
40-54	50	34	24	22	23	16	15	16	13
55+	56	37	22	20	23	19	13	14	13
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	60	35	21	19	19	15	16	13	12
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	51	33	24	21	21	18	15	16	14
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	45	38	24	26	24	18	13	16	17
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	49	34	23	23	25	18	12	20	14
Gestionnaires	49	40	25	25	23	17	12	15	16
Autres colliers blancs	48	35	22	23	23	19	16	15	15
Travailleurs manuels	51	31	24	21	21	16	16	15	14
Personnes à domicile	50	29	20	24	18	17	16	13	15
Chômeurs	47	29	30	24	18	17	19	14	16
Retraité	58	38	21	20	22	18	12	14	12
Étudiants	49	35	23	25	15	14	18	14	16
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	49	33	26	22	21	17	16	15	12
De temps en temps	51	32	21	22	20	16	16	15	14
Presque jamais / Jamais	52	36	23	22	22	18	14	15	15
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	53	37	23	21	21	17	15	15	13
Petite ou moyenne ville	53	33	23	22	20	18	16	14	14
Grande ville	48	35	23	24	23	17	12	15	16
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A' utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	50	35	24	23	21	17	15	15	15
néant	64	35	17	17	20	17	11	14	9
Image de l'UE									
Positif	50	37	21	25	20	19	14	15	16
Neutre	53	33	24	21	21	16	16	14	14
Négatif	53	34	27	19	26	14	13	17	10
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	51	37	23	24	21	18	15	14	16
Une mauvaise chose	47	31	27	15	24	13	13	18	10
Ni une bonne ni une mauvaise chose	54	33	22	20	21	17	15	15	13

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen devrait défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (MAX. 3 RÉPONSES) (% - UE)									
	Liberté de circulation	La dignité humaine, y compris l'interdiction de la peine de mort, de la torture ou de l'esclavage	La lutte contre la discrimination et pour la protection des minorités	Solidarité entre l'UE et les pays pauvres du monde	Liberté de religion et de conviction	Le droit de demander l'asile contre la persécution	Autre (SPONTANÉ)	Aucun (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	14	14	11	10	6	5	0	0	1
Genre									
Homme	15	14	10	10	6	5	1	0	0
Femme	12	15	11	10	6	5	0	0	1
Âge									
15-24	14	15	13	11	8	7	0	0	1
25-39	16	14	12	10	5	6	0	0	0
40-54	15	14	11	10	6	5	1	1	0
55+	12	14	10	9	6	5	1	1	1
Niveau d'éducation									
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	13	14	11	10	6	5	1	1	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	15	14	11	11	7	6	0	0	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	13	15	11	9	5	5	0	0	0
Catégorie socioprofessionnelle									
Travailleurs indépendants	15	13	8	10	6	5	1	0	0
Gestionnaires	15	12	9	9	4	6	0	0	0
Autres colliers blancs	14	14	12	10	6	6	0	0	0
Travailleurs manuels	16	14	11	10	6	5	0	0	0
Personnes à domicile	13	16	12	13	9	6	0	0	1
Chômeurs	13	15	13	8	6	4	1	1	1
Retraité	11	14	10	10	7	4	1	1	1
Étudiants	14	16	14	10	6	7	0	0	0
Difficultés à payer les factures									
La plupart du temps	12	15	13	10	6	4	1	1	1
De temps en temps	15	16	12	11	8	6	0	0	1
Presque jamais / Jamais	14	14	10	9	6	5	0	0	0
Urbanisation subjective									
Zone rurale ou village	12	14	9	9	6	5	1	0	1
Petite ou moyenne ville	15	14	11	10	7	5	0	1	0
Grande ville	14	15	12	10	6	6	0	0	0
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours									
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	14	14	11	10	6	5	0	0	0
néant	12	13	9	9	8	4	1	1	2
Image de l'UE									
Positif	15	15	11	10	6	6	0	0	0
Neutre	14	13	11	10	7	5	1	0	1
Négatif	12	13	8	8	6	4	1	2	1
Adhésion à l'Union européenne									
Une bonne chose	14	14	11	10	5	5	0	0	0
Une mauvaise chose	13	13	10	10	9	6	1	2	0
Ni une bonne ni une mauvaise chose	15	14	11	9	7	5	1	1	1

Satisfaction à l'égard de la démocratie

La priorité accordée par les citoyens à la démocratie en tant que valeur fondamentale pour le Parlement européen soulève naturellement des questions sur la manière dont les Européens perçoivent le fonctionnement des systèmes démocratiques dans la pratique. Dans ce contexte, la section suivante examine la satisfaction des Européens à l'égard de la démocratie aux niveaux national et européen.

Au niveau de l'UE, plus de la moitié des Européens expriment leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie. Plus précisément, 54 % des personnes interrogées se disent satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, dont 4 % sont très satisfaites. Ce niveau de satisfaction est légèrement inférieur à celui observé pour la démocratie nationale, où 58 % des répondants expriment leur satisfaction, dont 7 % sont très satisfaits.

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



SD18b : Et qu'en est-il du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (UE-27) (%)

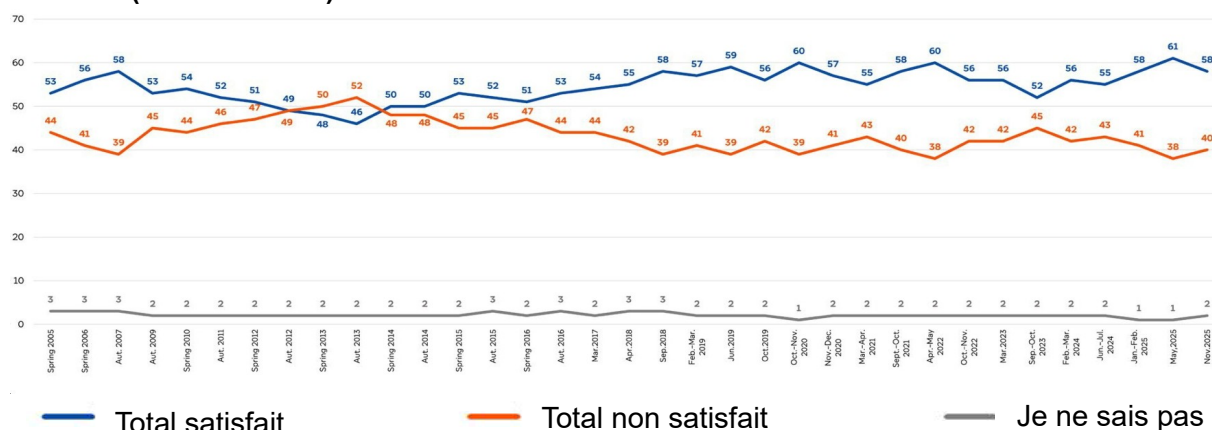


■ Très satisfait ■ Assez satisfait ■ Pas très satisfait ■ Pas du tout satisfait ■ Je ne sais pas

nov. 2025

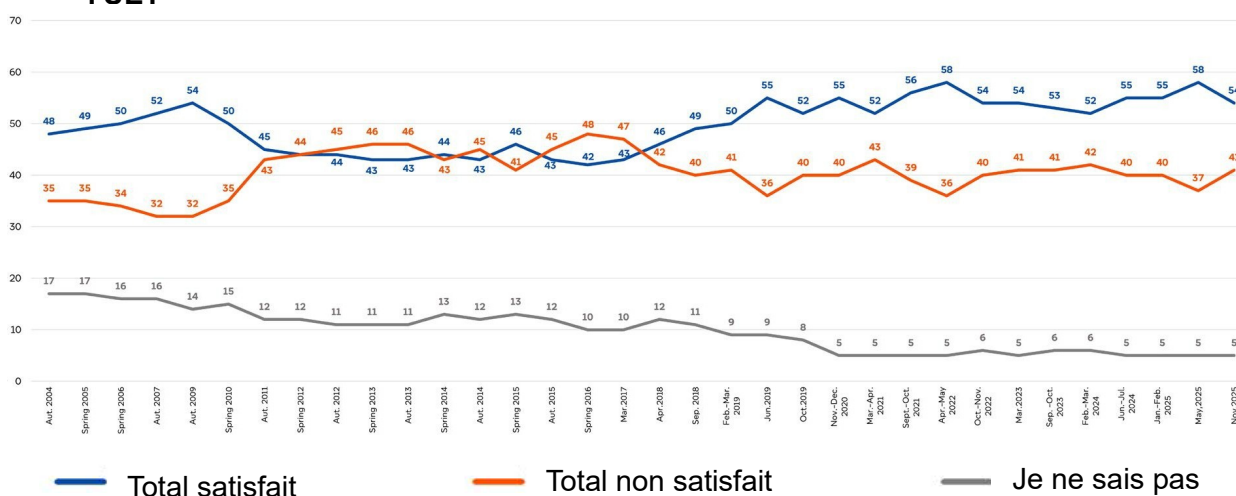
Par rapport à l'enquête précédente de mai 2025, la satisfaction à l'égard de la démocratie a légèrement diminué. La satisfaction à l'égard de la démocratie nationale a diminué de 3 points de pourcentage, tandis que la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'UE a diminué de 4 points de pourcentage. Malgré cette baisse à court terme, la tendance générale depuis le milieu des années 2010 a été globalement positive pour la démocratie tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. Depuis 2014, au moins la moitié des personnes interrogées dans l'UE ont toujours exprimé leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Cette stabilité à long terme met en évidence un niveau de satisfaction durable à l'égard des institutions démocratiques nationales, même si les fluctuations à court terme, telles que la légère baisse observée depuis mai 2025, peuvent refléter des pressions politiques, économiques ou sociales temporaires.

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)?



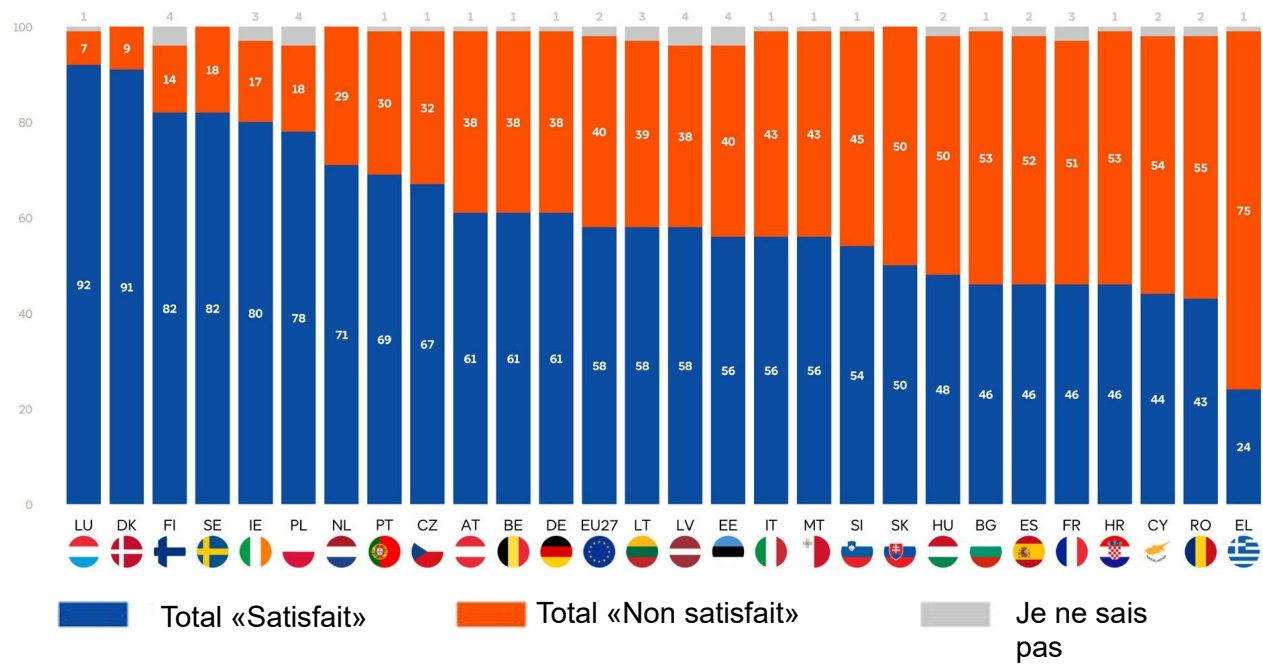
En ce qui concerne le niveau de l'Union européenne, depuis 2019, au moins la moitié des personnes interrogées ont constamment déclaré être satisfaites de la démocratie au niveau de l'UE. Cela indique que, bien que des fluctuations à court terme se produisent, une majorité relativement stable d'Européens maintient la confiance dans le fonctionnement des processus démocratiques au sein de l'UE.

SD18b Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'UE?



Au niveau national, la satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays varie considérablement d'un État membre à l'autre. Au moins la moitié des personnes interrogées se disent satisfaites dans 19 États membres, ce qui indique que la majorité des citoyens de la plupart des pays expriment leur confiance dans le fonctionnement de leurs systèmes démocratiques nationaux. Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont observés au Luxembourg (92 %) et au Danemark (91 %). En revanche, la satisfaction est considérablement plus faible dans un petit nombre d'États membres. Le niveau le plus bas est enregistré en Grèce, où seulement 24% des personnes interrogées se disent satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays.

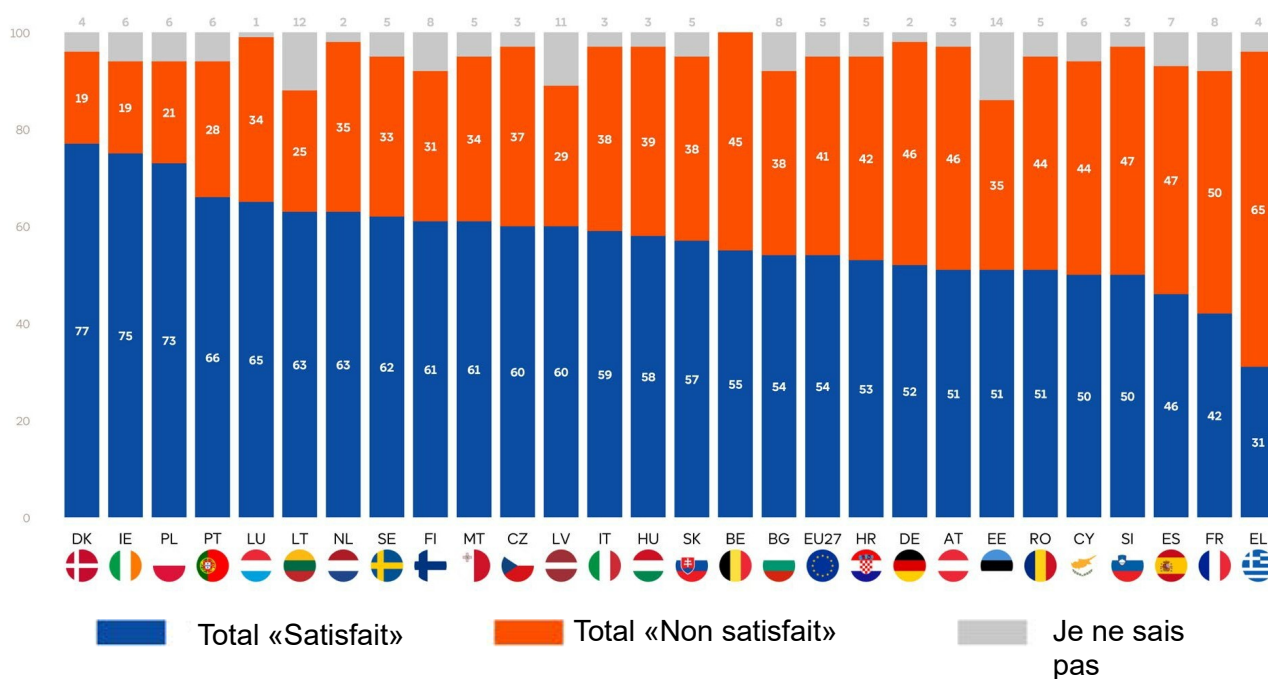
SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)? (%)



Les perceptions du fonctionnement de la démocratie au niveau de l'Union européenne varient également d'un État membre à l'autre, bien que la satisfaction soit relativement répandue. Au moins la moitié des répondants se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE dans 24 États membres, ce qui indique une approbation majoritaire dans la plupart des pays. Les niveaux de satisfaction les plus élevés sont enregistrés au Danemark (77 %), en Irlande (75 %) et en Pologne (73 %). À l'inverse, la satisfaction à l'égard de la démocratie de l'UE est plus faible dans certains États membres. Les niveaux les plus faibles sont observés en Grèce (31 %), suivie de la France (42 %) et de l'Espagne (46 %).

Les résultats indiquent une corrélation entre la satisfaction des citoyens à l'égard de la démocratie au niveau national et au niveau de l'UE. Dans les pays où la satisfaction à l'égard de la démocratie nationale est élevée, les citoyens ont également tendance à exprimer une plus grande satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne. À l'inverse, dans les pays où la satisfaction à l'égard de la démocratie nationale est faible, la satisfaction à l'égard de la démocratie au niveau de l'UE est généralement plus faible également.

SD18b Et qu'en est-il du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (%)



nov. 2025

Des différences de satisfaction à l'égard de la démocratie sont observées entre plusieurs groupes sociodémographiques et comportementaux, reflétant la manière dont les circonstances personnelles, le stade de vie et les perceptions de l'Union européenne se rapportent aux évaluations du fonctionnement démocratique par les citoyens.

Premièrement, aucune différence significative n'est observée selon le sexe, les hommes et les femmes exprimant des niveaux similaires de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE.

L'âge, cependant, est associé à la satisfaction. Les jeunes répondants sont plus susceptibles d'exprimer leur satisfaction à l'égard de la démocratie aux deux niveaux, l'écart étant plus prononcé pour la démocratie au niveau de l'UE. Parmi les répondants âgés de 15 à 24 ans, 65 % se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, contre 57 % chez les 25 à 39 ans, 55 % chez les 40 à 54 ans et 50 % chez les 55 ans et plus. Un gradient d'âge similaire est observé pour la satisfaction à l'égard de la démocratie nationale.

Le niveau d'éducation est également lié à la satisfaction à l'égard de la démocratie. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus les répondants sont susceptibles d'exprimer leur satisfaction, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. En effet, 47 % des répondants ayant un faible niveau d'éducation déclarent être satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, contre 58 % des répondants ayant un niveau d'éducation moyen et 66 % des répondants ayant un niveau d'éducation élevé. Cette tendance indique qu'un niveau d'instruction plus élevé est associé à une plus grande confiance dans les institutions et les processus démocratiques.

La situation financière joue un rôle tout aussi important. Les répondants qui éprouvent plus de difficultés à payer leurs factures sont nettement moins satisfaits de la démocratie aux deux niveaux. Au niveau national, seuls 34 % de ceux qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie, contre 49 % de ceux qui éprouvent des difficultés de temps en temps et 64 % de ceux qui ne font presque jamais ou jamais face à de telles difficultés. Ce gradient met en évidence la relation étroite entre la sécurité économique et la perception des performances démocratiques.

Ensuite, les perceptions de l'Union européenne sont fortement associées à la satisfaction à l'égard de la démocratie, en particulier au niveau de l'UE. Les répondants qui ont une image positive de l'UE sont beaucoup plus susceptibles d'exprimer leur satisfaction à l'égard de la démocratie aux niveaux national et européen. Le contraste est particulièrement frappant pour la démocratie au niveau de l'UE: 72 % des personnes interrogées qui ont une image positive de l'UE se disent satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, contre seulement 18 % parmi celles qui ont une image négative. Cet écart important souligne le lien étroit qui existe entre la perception de l'UE et la confiance dans son fonctionnement démocratique.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent un fort alignement entre la satisfaction à l'égard de la démocratie aux niveaux national et européen. Parmi les pays, les groupes sociodémographiques et les profils comportementaux, les répondants qui expriment une plus grande satisfaction à l'égard de la démocratie dans leur pays ont également tendance à faire état d'une plus grande satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne.

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie (NOTRE PAYS)? (% - UE)			
	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»	Je ne sais pas
UE-27	58	40	2
Genre			
Homme	58	40	2
Femme	57	41	2
Âge			
15-24	64	32	4
25-39	59	39	2
40-54	59	40	1
55+	55	44	1
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	47	50	3
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	58	40	2
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	66	33	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	56	43	1
Gestionnaires	67	32	1
Autres colliers blancs	64	35	1
Travailleurs manuels	52	46	2
Personnes à domicile	54	43	3
Chômeurs	45	52	3
Retraité	53	45	2
Étudiants	68	28	4
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	34	63	3
De temps en temps	49	50	1
Presque jamais / Jamais	64	34	2
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	54	44	2
Petite ou moyenne ville	56	42	2
Grande ville	64	35	1
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	59	39	2
néant	46	50	4
Image de l'UE			
Positif	71	28	1
Neutre	53	44	3
Négatif	27	72	1
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	69	30	1
Une mauvaise chose	30	69	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	44	53	3

SD18b Et qu'en est-il du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (% - UE)			
	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»	Je ne sais pas
UE-27	54	41	5
Genre			
Homme	54	42	4
Femme	54	40	6
Âge			
15-24	65	28	7
25-39	57	39	4
40-54	55	42	3
55+	50	44	6
Niveau d'éducation			
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	44	48	8
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	55	41	4
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	61	36	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	54	43	3
Gestionnaires	63	35	2
Autres colliers blancs	62	35	3
Travailleurs manuels	50	46	4
Personnes à domicile	51	41	8
Chômeurs	43	51	6
Retraité	48	45	7
Étudiants	67	26	7
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	36	58	6
De temps en temps	48	47	5
Presque jamais / Jamais	59	37	4
Urbanisation subjective			
Zone rurale ou village	50	45	5
Petite ou moyenne ville	54	41	5
Grande ville	60	36	4
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours			
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	56	40	4
néant	39	49	12
Image de l'UE			
Positif	72	25	3
Neutre	46	46	8
Négatif	18	78	4
Adhésion à l'Union européenne			
Une bonne chose	68	28	4
Une mauvaise chose	19	78	3
Ni une bonne ni une mauvaise chose	37	55	8

5. LES ATTITUDES DES CITOYENS VERS L'UE ET LE PE

5. LES ATTITUDES DES CITOYENS VERS L'UE ET LE PE

Ce chapitre examine les attitudes des citoyens à l'égard de l'Union européenne et du Parlement européen, en couvrant leur image du Parlement, son rôle perçu, leur point de vue sur l'Union et l'évaluation de l'adhésion de leur pays à l'Union. Sur tous les indicateurs, les opinions positives sont systématiquement plus nombreuses que les opinions négatives, et l'évolution à long terme montre que, malgré de faibles baisses récentes, le soutien public reste fort par rapport aux périodes passées où l'opinion était plus négative. Les attitudes varient selon les États membres et les groupes sociodémographiques, reflétant le contexte national et les perspectives individuelles.

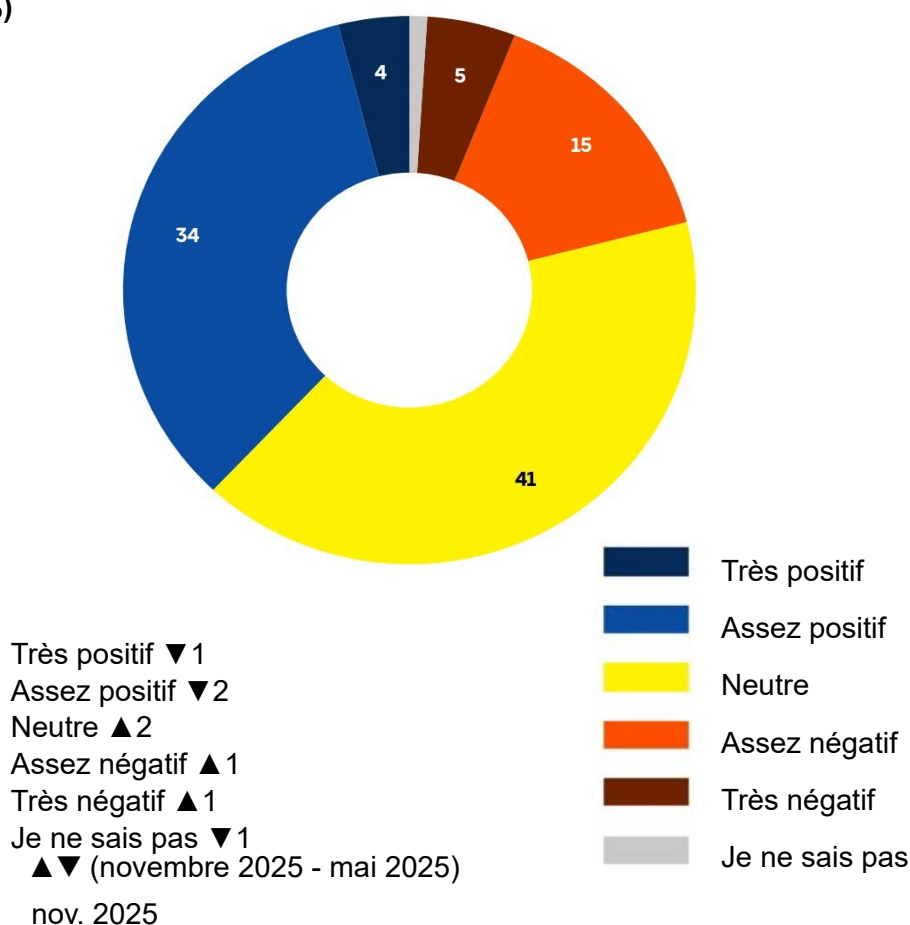
Image du Parlement européen

Cette section examine l'image du Parlement européen par les citoyens, un indicateur clé de la manière dont les Européens perçoivent l'institution. L'analyse examine les perceptions globales dans l'ensemble de l'UE, les différences entre les États membres et les variations entre les groupes sociodémographiques et comportementaux.

Au niveau de l'UE, 38 % des répondants font état d'une image positive du Parlement européen, dont 4 % se disent très positifs. Les perceptions neutres sont exprimées par 41 % des Européens, tandis que 20 % ont une image négative, dont 5 % sont très négatives. Depuis l'enquête précédente de mai 2025, la part des répondants ayant une image positive a diminué de 3 points de pourcentage, ce qui indique une légère baisse des perceptions favorables du Parlement dans l'ensemble de l'Union.

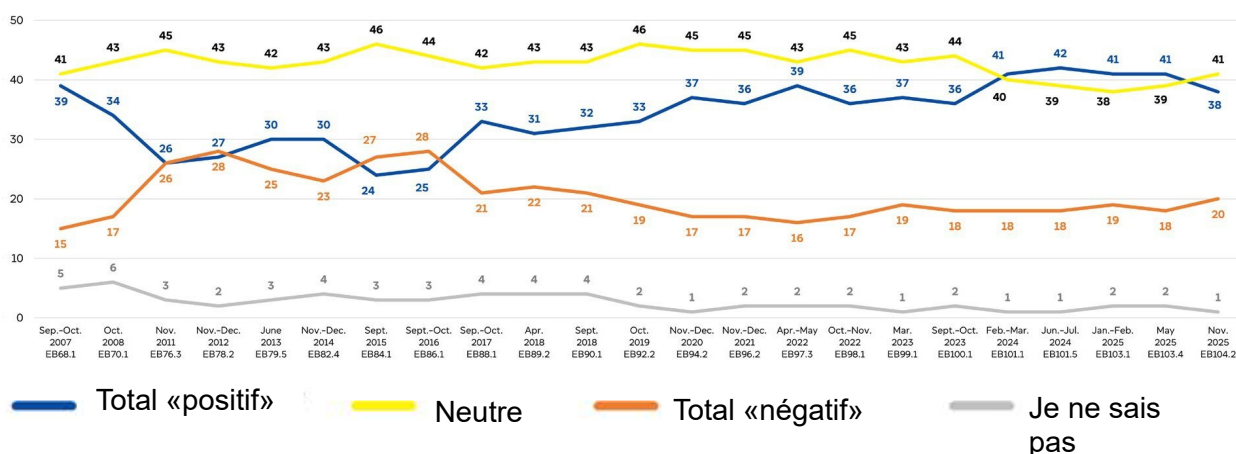
Le contexte général des tensions et des défis mondiaux pour l'UE, avec un pessimisme prononcé concernant l'avenir du monde rapporté par plus de la moitié des répondants, tel que décrit au début du présent rapport, contribue probablement à façonner les attitudes des individus. En particulier, ces préoccupations peuvent avoir une incidence sur la manière dont les citoyens perçoivent des institutions telles que le Parlement européen et l'Union européenne.

QA1 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (UE-27) (%)



À plus long terme, les avis positifs du Parlement européen ont systématiquement dépassé les avis négatifs depuis 2017. Bien qu'une légère baisse ait été observée depuis mai 2025, la part actuelle des perceptions positives reste relativement élevée, en particulier par rapport à la période comprise entre 2011 et 2016, au cours de laquelle l'image du Parlement a été perçue de manière plus négative. Cette tendance à long terme suggère une perception globalement stable et favorable du Parlement européen ces dernières années.

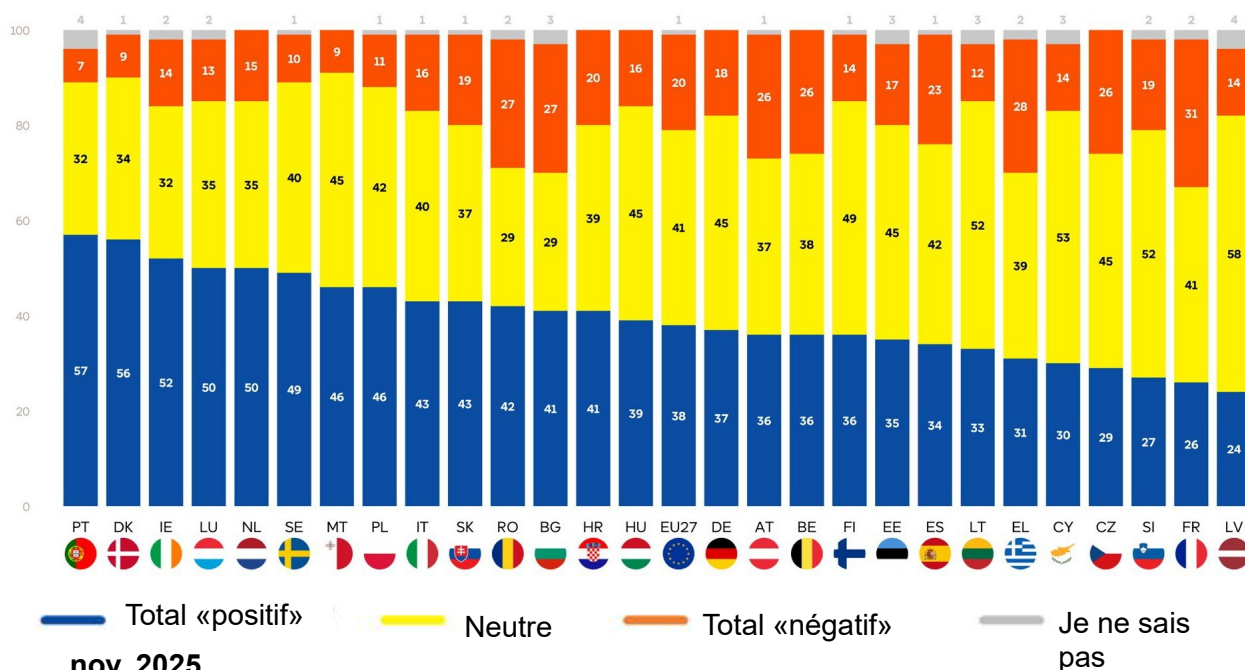
QA1 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (% - UE)



Les points de vue du Parlement européen varient d'un État membre à l'autre. Au niveau national, au moins la moitié des répondants font état d'une image positive du Parlement européen dans cinq États membres, et c'est le point de vue le plus fréquent dans 13 États membres. Les parts les plus élevées sont observées au Portugal (57 %), au Danemark (56 %) et en Irlande (52 %). Inversement, les niveaux les plus faibles de perceptions positives se trouvent en Lettonie (24 %), en France (26 %) et en Slovaquie (27 %).

Les opinions négatives sont les plus prononcées en France (31 %), en Grèce (28 %), en Roumanie et en Bulgarie (27 %). La France est le seul État membre où les avis négatifs du Parlement européen sont plus nombreux que les avis positifs, 31 % des répondants ayant une image négative contre 26 % exprimant une perception positive.

QA1 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (%)



Cette section examinera comment les perceptions du Parlement européen varient selon les groupes socio-démographiques et les attitudes, en mettant en évidence les différences selon le sexe, l'âge, l'éducation, la situation économique et les attitudes plus larges à l'égard de l'Union.

Premièrement, le genre a une influence limitée sur l'image globale du Parlement européen. Les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes d'exprimer une opinion neutre (43 % contre 38 %), tandis que les hommes sont un peu plus susceptibles que les femmes d'avoir une perception négative (22 % contre 18 %). Les perceptions positives sont globalement similaires d'un sexe à l'autre.

Les différences liées à l'âge sont plus perceptibles. Les répondants plus jeunes ont tendance à avoir une opinion plus positive du Parlement européen que les répondants plus âgés. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 45 % déclarent une image positive, contre 41 % des répondants âgés de 25 à 39 ans, 38 % des répondants âgés de 40 à 54 ans et 35 % des répondants âgés de 55 ans et plus. Cette tendance indique une perception positive plus forte chez les plus jeunes Européens.

Ensuite, le niveau d'instruction est associé à la perception du Parlement européen. Les répondants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'exprimer une image positive (45 %) que ceux ayant un niveau d'éducation moyen (38 %) ou faible (31 %), ce qui suggère que l'enseignement supérieur est lié à des perceptions plus favorables de l'établissement.

La situation financière des répondants est également liée à leur point de vue sur le Parlement européen. Ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles d'avoir une image positive (41%) que les répondants qui rencontrent des difficultés de temps en temps (34%) ou la plupart du temps (29%).

Les caractéristiques comportementales montrent les associations les plus fortes avec les perceptions du Parlement européen. Les répondants qui ont une image positive de l'Union européenne sont plus susceptibles de faire état d'une opinion positive du Parlement (69 %), tandis que ceux qui ont une image négative de l'Union sont fortement enclins à avoir une opinion négative du Parlement (79 %).

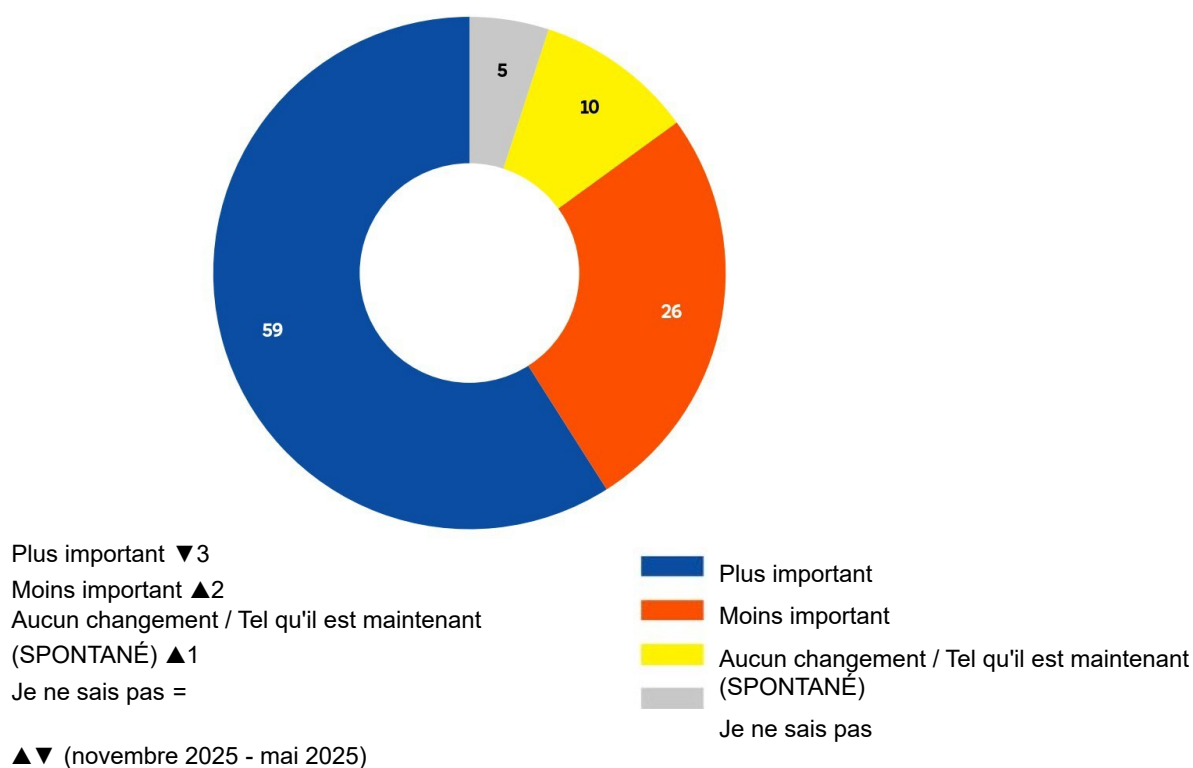
QA1 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (% - UE)				
	Total «positif»	Neutre	Total «négatif»	Je ne sais pas
UE-27	38	41	20	1
Genre				
Homme	39	38	22	1
Femme	38	43	18	1
Âge				
15-24	45	42	11	2
25-39	41	41	17	1
40-54	38	40	21	1
55+	35	41	23	1
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	31	43	24	2
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	38	41	20	1
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	45	38	16	1
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	38	37	24	1
Gestionnaires	47	39	14	0
Autres colliers blancs	45	39	16	0
Travailleurs manuels	35	41	23	1
Personnes à domicile	30	47	22	1
Chômeurs	30	39	29	2
Retraité	33	41	24	2
Étudiants	46	42	10	2
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	29	37	32	2
De temps en temps	34	41	24	1
Presque jamais / Jamais	41	41	17	1
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	35	41	23	1
Petite ou moyenne ville	38	42	19	1
Grande ville	44	37	18	1
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	40	40	19	1
néant	30	43	23	4
Image de l'UE				
Positif	69	25	5	1
Neutre	11	75	12	2
Négatif	3	17	79	1
Adhésion à l'Union européenne				
Une bonne chose	54	37	8	1
Une mauvaise chose	8	22	69	1
Ni une bonne ni une mauvaise chose	13	58	27	2

Rôle du Parlement européen

La présente section examine la perception qu'ont les citoyens du rôle du Parlement européen. On a demandé aux répondants s'ils aimeraient personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important. L'analyse examine les attitudes globales dans l'ensemble de l'UE, les différences entre les États membres et les variations entre les groupes sociodémographiques et comportementaux.

Au niveau de l'UE, une majorité de répondants expriment le souhait que le Parlement européen joue un rôle plus important. Plus précisément, 59 % des répondants souhaiteraient que le Parlement joue un rôle plus important, tandis que 26 % estiment qu'il devrait jouer un rôle moins important. Depuis l'enquête précédente de mai 2025, la part des Européens favorables à un rôle plus important du Parlement a diminué de trois points de pourcentage, tandis que la part favorable à un rôle moins important a augmenté de deux points.

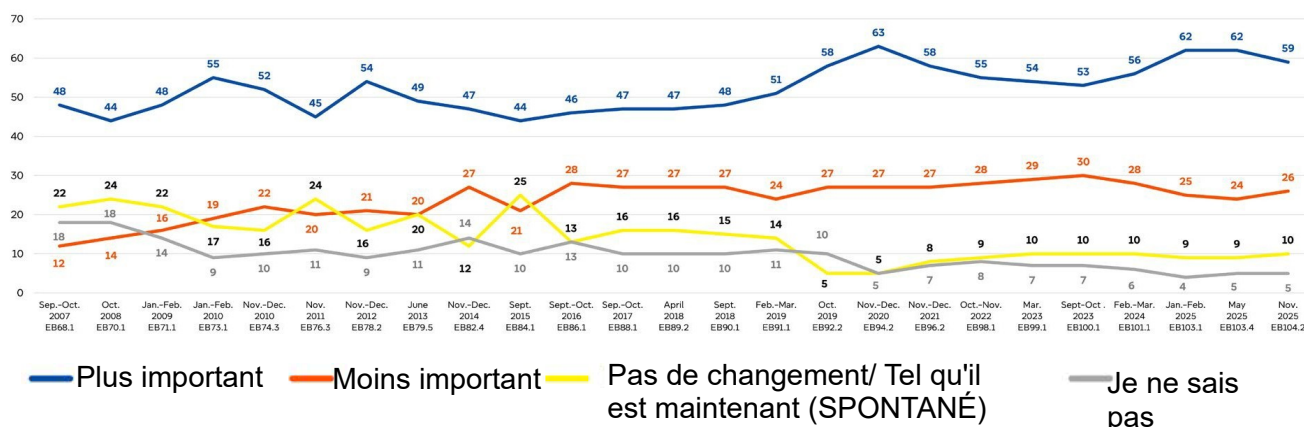
QA2 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (UE-27) (%)



nov. 2025

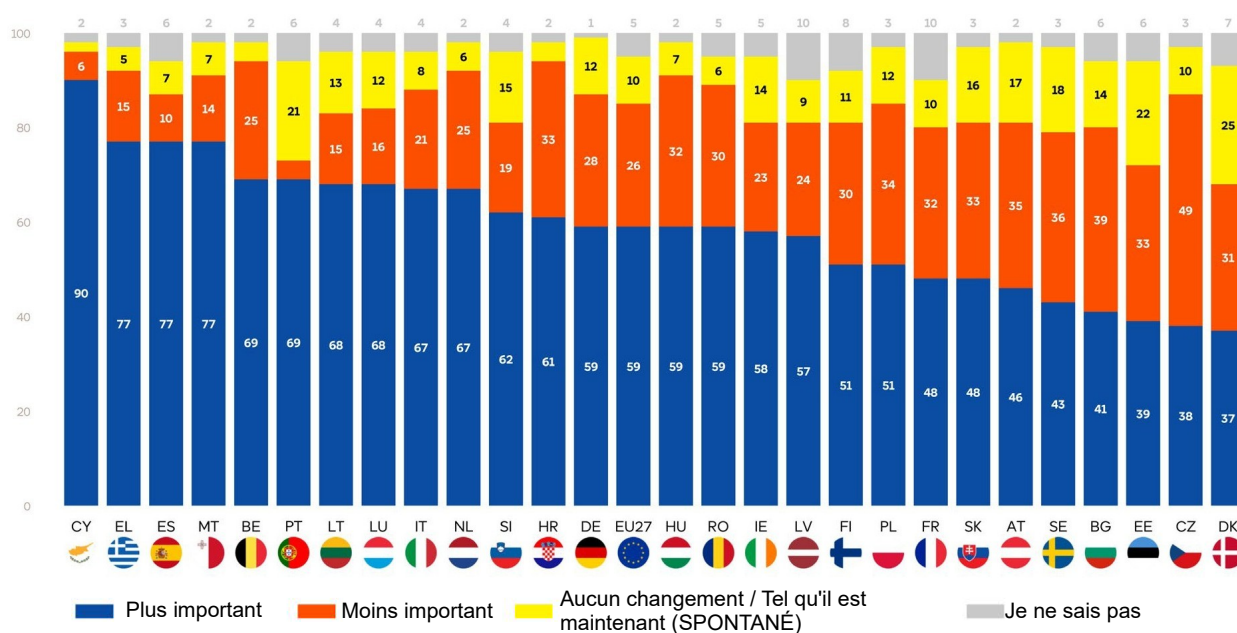
À plus long terme, le soutien en faveur d'un rôle plus important du Parlement européen est toujours resté nettement plus élevé que le soutien en faveur d'un rôle plus faible. Malgré la légère baisse enregistrée depuis mai 2025, le soutien public actuel en faveur d'un rôle plus important est l'un des plus élevés enregistrés depuis que la question a été posée pour la première fois en 2007. Cela indique qu'une nette majorité d'Européens continue de considérer le Parlement européen comme une institution qui devrait avoir une plus grande influence dans le processus décisionnel de l'UE.

QA2 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% - UE)



Au niveau national, une majorité de répondants dans 19 États membres expriment le souhait que le Parlement européen joue un rôle plus important. Le soutien est le plus élevé à Chypre (90%), suivi par la Grèce, l'Espagne et Malte (tous 77%). À l'inverse, les niveaux de soutien les plus faibles sont observés au Danemark (37 %), en Tchèque (38 %) et en Estonie (39 %). La Tchèque est le seul État membre où la proportion de répondants souhaitant que le Parlement européen joue un rôle moins important (49 %) dépasse celle de ceux qui souhaitent qu'il joue un rôle plus important (38 %).

QA2 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (%)



nov. 2025

Cette section examinera la manière dont les préférences des citoyens en ce qui concerne le rôle du Parlement européen varient d'un groupe sociodémographique et d'un groupe d'attitudes à l'autre, en mettant en évidence les différences selon le sexe, l'âge, l'éducation, la situation économique et les attitudes plus larges à l'égard de l'Union.

Premièrement, le genre a peu d'influence sur les préférences des citoyens quant au rôle du Parlement européen. Les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes d'exprimer le désir que le Parlement joue un rôle moins important (28 % contre 24 %).

Les différences liées à l'âge sont plus prononcées, les répondants plus jeunes étant plus susceptibles d'appuyer un rôle accru du Parlement que les répondants plus âgés. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 69 % expriment le souhait que le Parlement joue un rôle plus important, contre 63 % des répondants âgés de 25 à 39 ans, 58 % de ceux âgés de 40 à 54 ans et 55 % des répondants âgés de 55 ans et plus, ce qui indique que la demande d'un rôle plus important du Parlement est particulièrement forte chez les plus jeunes Européens.

Le niveau d'éducation est également associé positivement aux préférences pour un rôle plus important, 64 % des répondants ayant un niveau d'éducation élevé exprimant ce point de vue, contre 60 % de ceux ayant un niveau moyen et 52 % de ceux ayant un faible niveau d'éducation.

La situation financière des répondants ne présente que des différences modestes. Les répondants qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont légèrement plus susceptibles de vouloir que le Parlement joue un rôle plus important (60 %) que les répondants qui éprouvent des difficultés de temps à autre (59 %) ou la plupart du temps (56 %).

Les caractéristiques comportementales sont fortement liées aux préférences concernant le rôle du Parlement. Les répondants qui ont une image positive de l'Union européenne sont beaucoup plus susceptibles de soutenir un rôle parlementaire plus important (78 %), tandis que ceux qui ont une image négative de l'Union sont plus susceptibles de favoriser un rôle moins important (64 %).

QA2 Souhaitez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% - UE)				
	Plus important	Moins important	Aucun changement / Tel qu'il est maintenant (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	59	26	10	5
Genre				
Homme	58	28	10	4
Femme	60	24	11	5
Âge				
15-24	69	15	8	8
25-39	63	24	10	3
40-54	58	28	11	3
55+	55	29	11	5
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	52	29	12	7
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	60	28	9	3
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	64	22	10	4
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	59	29	9	3
Gestionnaires	63	22	12	3
Autres colliers blancs	63	25	10	2
Travailleurs manuels	56	29	11	4
Personnes à domicile	56	28	10	6
Chômeurs	59	26	9	6
Retraité	54	31	10	5
Étudiants	72	12	9	7
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	56	30	8	6
De temps en temps	59	28	8	5
Presque jamais / Jamais	60	25	11	4
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	55	28	12	5
Petite ou moyenne ville	59	28	8	5
Grande ville	64	22	10	4
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	61	25	10	4
néant	46	31	14	9
Image de l'UE				
Positif	78	10	10	2
Neutre	48	31	14	7
Négatif	28	64	4	4
Adhésion à l'Union européenne				
Une bonne chose	74	12	11	3
Une mauvaise chose	26	67	3	4
Ni une bonne ni une mauvaise chose	38	43	13	6

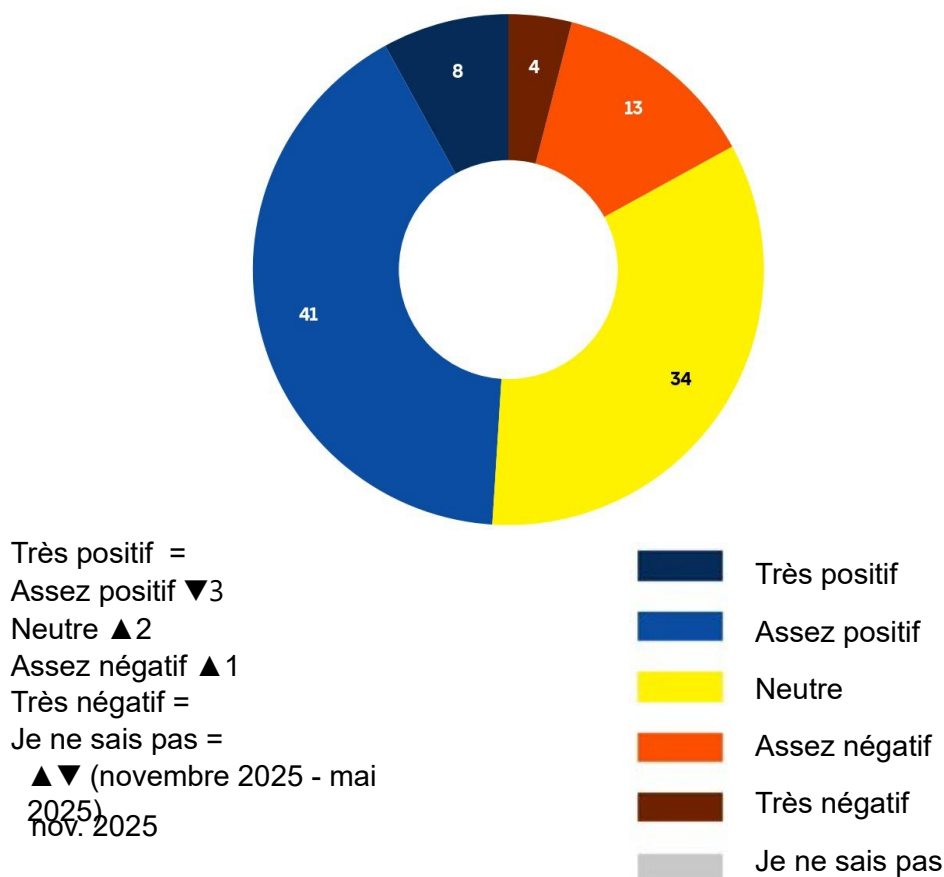
Image de l'Union européenne

La présente section examine la perception globale de l'Union européenne par les citoyens, une mesure essentielle de la manière dont les Européens perçoivent l'Union en tant qu'acteur politique et institutionnel. L'analyse examine les perceptions agrégées au niveau de l'UE, les variations entre les États membres et les différences selon les caractéristiques sociodémographiques et comportementales, ce qui donne un aperçu du sentiment du public à l'égard de l'UE dans son ensemble.

Au niveau de l'UE, près de la moitié des répondants (49 %) font état d'une image positive de l'Union européenne, dont 8 % se disent très positifs. Les perceptions neutres sont exprimées par 34% des Européens, tandis que 17% ont une image négative, dont 4% qui sont très négatifs. Depuis l'enquête précédente de mai 2025, la part des répondants ayant une image positive a diminué de trois points de pourcentage, ce qui indique une légère baisse des perceptions favorables de l'Union européenne dans l'ensemble de l'UE.

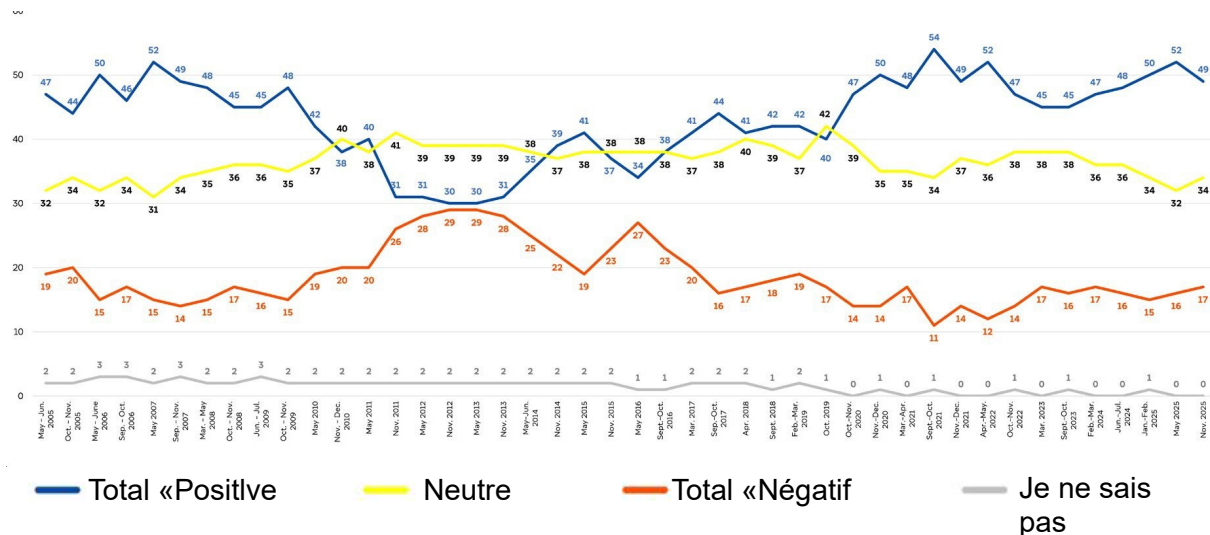
Là encore, le contexte général de tensions et de défis mondiaux pour l'UE, avec un pessimisme prononcé concernant l'avenir du monde rapporté par plus de la moitié des répondants, tel que décrit au début du présent rapport, contribue probablement à façonner les attitudes des individus. En particulier, ces préoccupations peuvent avoir une incidence sur la manière dont les citoyens perçoivent des institutions telles que l'Union européenne, qui est souvent considérée comme un acteur clé pour relever les défis mondiaux, comme le montre également le présent rapport.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (UE-27) (%)



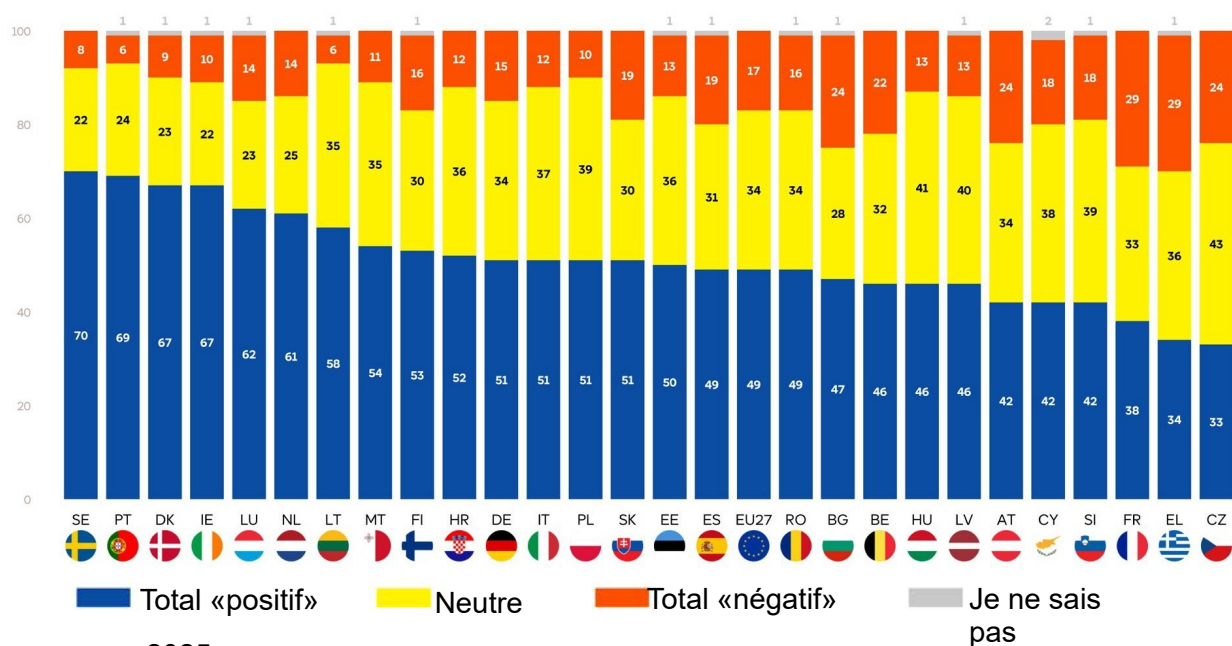
Comme pour les deux indicateurs précédents, malgré la baisse récente des perceptions positives, la tendance à long terme donne une image plus positive. Depuis au moins 2005, la proportion de répondants ayant une image positive de l'Union européenne a constamment dépassé celle des opinions négatives. En outre, les perceptions positives ont été la réponse la plus fréquente, dépassant également les opinions neutres, de manière constante depuis 2020. Bien que le niveau actuel ait légèrement diminué, il reste élevé par rapport à la période comprise entre 2011 et 2016, au cours de laquelle l'opinion publique de l'UE était moins favorable.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% - UE)



Au niveau national, au moins la moitié des répondants font état d'une image positive de l'Union européenne dans 15 États membres, et la réponse positive est la plus fréquente dans 25 États membres. Les pourcentages les plus élevés de perceptions positives sont observés en Suède (70 %), au Portugal (69 %), ainsi qu'au Danemark et en Irlande (67 %). À l'inverse, les niveaux les plus faibles de perceptions positives se trouvent en Tchéquie (33 %), en Grèce (34 %) et en France (38 %). La Tchéquie et la Grèce sont les seuls États membres où la réponse positive n'est pas la plus fréquente; dans les deux cas, la majorité relative des répondants ont un point de vue neutre. Les perceptions négatives ne sont jamais la réponse la plus fréquente dans un État membre.

D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (%)



Cette section examinera comment les perceptions des citoyens de l'Union européenne varient d'un groupe sociodémographique et d'un groupe d'attitudes à l'autre.

Premièrement, le sexe a peu d'influence sur les perceptions globales, bien que les femmes soient légèrement plus susceptibles que les hommes d'avoir une vision neutre (35 % contre 32 %), tandis que les hommes sont un peu plus susceptibles d'exprimer une image négative de l'Union (19 % contre 16 %).

Les différences liées à l'âge sont plus prononcées, les jeunes répondants exprimant des opinions plus positives que les répondants plus âgés. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 60 % font état d'une image positive de l'UE, contre 54 % des répondants âgés de 25 à 39 ans, 49 % des répondants âgés de 40 à 54 ans et 44 % des répondants âgés de 55 ans et plus, ce qui indique une tendance claire à des perceptions plus favorables chez les plus jeunes Européens.

Le niveau d'éducation est également lié aux perceptions, les répondants ayant atteint un niveau d'éducation élevé étant plus susceptibles d'avoir une vision positive de l'UE (60 %) que ceux ayant un niveau d'éducation moyen (48 %) ou faible (40 %).

La situation financière des répondants façonne davantage les perceptions, étant donné que ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles de faire état d'une image positive (53 %) que ceux qui rencontrent des difficultés de temps à autre (43 %) ou la plupart du temps (37 %).

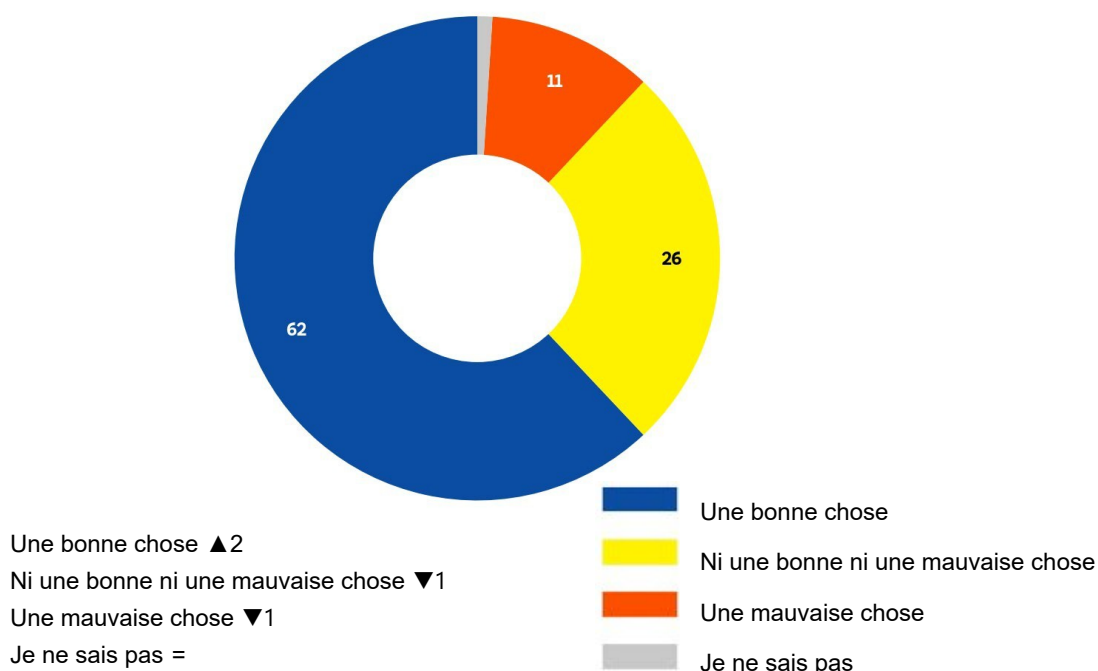
D78 D'une manière générale, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% - UE)				
	Total «positif»	Neutre	Total «négatif»	Je ne sais pas
UE-27	49	34	17	0
Genre				
Homme	49	32	19	0
Femme	48	35	16	1
Âge				
15-24	60	31	8	1
25-39	54	31	15	0
40-54	49	33	18	0
55+	44	36	20	0
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	40	39	20	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	48	35	17	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	60	27	13	0
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	49	30	21	0
Gestionnaires	60	29	11	0
Autres colliers blancs	54	32	14	0
Travailleurs manuels	44	37	19	0
Personnes à domicile	41	39	20	0
Chômeurs	41	32	26	1
Retraité	43	36	20	1
Étudiants	64	28	8	0
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	37	34	28	1
De temps en temps	43	35	21	1
Presque jamais / Jamais	53	33	14	0
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	45	35	20	0
Petite ou moyenne ville	47	35	18	0
Grande ville	56	30	14	0
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	51	33	16	0
néant	37	40	22	1
Image de l'UE				
Positif	100	0	0	0
Neutre	0	100	0	0
Négatif	0	0	100	0
Adhésion à l'Union européenne				
Une bonne chose	71	24	5	0
Une mauvaise chose	10	21	69	0
Ni une bonne ni une mauvaise chose	14	62	24	0

L'adhésion à l'Union européenne

La présente section examine l'attitude des citoyens à l'égard de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Il a été demandé aux répondants s'ils considéraient que l'adhésion de leur pays était une bonne ou une mauvaise chose, ou qu'elle n'était ni bonne ni mauvaise. L'analyse examine les perceptions globales dans l'ensemble de l'UE, les différences entre les États membres et les variations entre les groupes sociodémographiques et comportementaux, ce qui donne un aperçu de la manière dont les Européens apprécient l'appartenance à l'UE.

Dans l'ensemble, une nette majorité de répondants considèrent que l'adhésion de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose. Plus précisément, 62 % des Européens sont de cet avis, tandis que 26 % disent que l'adhésion n'est ni une bonne ni une mauvaise chose, et 11 % la considèrent comme une mauvaise chose. Par rapport à février-mars 2024, la proportion de répondants considérant l'adhésion comme une bonne chose a augmenté de 2 points de pourcentage.

QA3 D'une manière générale, pensez-vous que l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'UE est...? (UE-27) (%)

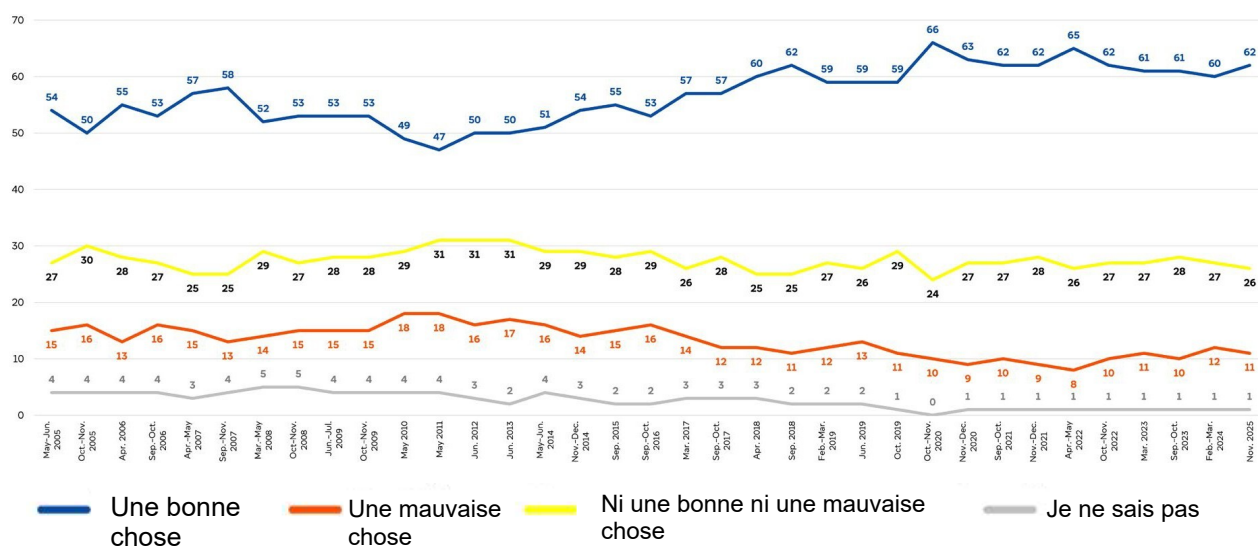


▲▼ (novembre 2025 - février/mars 2024)

nov. 2025

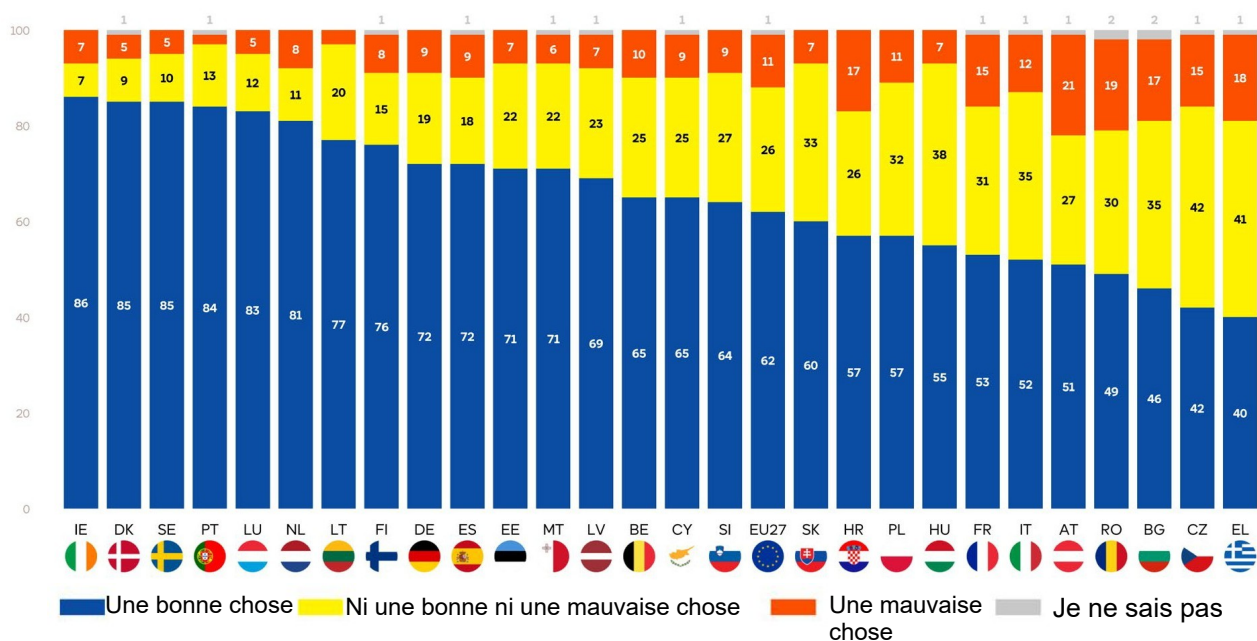
À plus long terme, les perceptions positives de l'appartenance à l'UE sont constamment restées supérieures à 50 % depuis 2012. Entre 2011 et 2020, il y a eu une tendance à des opinions de plus en plus favorables, reflétant un soutien croissant à l'adhésion à l'UE dans l'ensemble de l'Union européenne. Depuis 2020, cette tendance à la hausse s'est stabilisée, plus de 60 % des répondants considérant systématiquement l'adhésion à l'UE comme une bonne chose. Dans l'ensemble, cette tendance à long terme souligne le soutien durable et globalement stable des citoyens européens à l'adhésion à l'UE.

QA3 D'une manière générale, pensez-vous que l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'UE est...? (% - UE)



Les perceptions de l'appartenance à l'UE varient considérablement d'un État membre à l'autre. Au niveau national, une majorité absolue de répondants estiment que l'adhésion à l'UE est une bonne chose dans 23 États membres. Le soutien est le plus fort en Irlande (86 %), au Danemark (85 %) et en Suède (85 %). À l'inverse, les niveaux de perception positive les plus faibles sont observés en Grèce (40 %), en Tchéquie (42 %) et en Bulgarie (46 %).

QA3 D'une manière générale, pensez-vous que l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'UE est...? (%)



nov. 2025

Cette section examinera comment les attitudes des citoyens à l'égard de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne varient selon les groupes sociodémographiques et les attitudes.

Le sexe a peu d'influence sur les perceptions globales, bien que les femmes soient légèrement plus susceptibles que les hommes de répondre que l'adhésion n'est ni une bonne ni une mauvaise chose (27% contre 24%), tandis que les hommes sont un peu plus susceptibles de considérer l'adhésion comme une mauvaise chose (13% contre 10%).

Les différences liées à l'âge sont plus prononcées, les jeunes répondants exprimant un soutien plus marqué à l'adhésion à l'UE que les répondants plus âgés. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 74 % considèrent l'adhésion comme une bonne chose, contre 65 % des répondants âgés de 25 à 39 ans, 61 % de ceux âgés de 40 à 54 ans et 58 % des répondants âgés de 55 ans et plus.

Le niveau de scolarité est également positivement associé au soutien à l'adhésion, 76 % des répondants ayant un niveau d'éducation élevé le considérant comme une bonne chose, contre 60 % de ceux ayant un niveau moyen et 53 % de ceux ayant un faible niveau d'éducation.

La situation financière des répondants façonne davantage les attitudes: ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles de considérer l'adhésion à l'UE comme une bonne chose (68 %) que les répondants qui rencontrent des difficultés de temps à autre (51 %) ou la plupart du temps (50 %).

Les facteurs comportementaux montrent des associations particulièrement fortes avec la perception de l'appartenance à l'UE. Les répondants qui ont une image positive de l'Union européenne sont très nombreux à considérer l'adhésion comme une bonne chose (90 %).

Enfin, pour les quatre indicateurs (image du Parlement européen, rôle du Parlement européen, image de l'Union européenne et perceptions de l'appartenance à l'Union), les modèles de variation selon les facteurs sociodémographiques et comportementaux sont étonnamment similaires. Les répondants plus jeunes et ceux qui ont un niveau d'éducation plus élevé font systématiquement état de perceptions plus positives et d'un soutien accru, tandis que les difficultés financières sont associées à des opinions légèrement moins favorables. Le genre n'a qu'une influence limitée sur les indicateurs. Les facteurs comportementaux, tels qu'une image positive de l'UE, l'optimisme quant à son avenir et les avantages perçus de l'adhésion, montrent les associations les plus fortes et les plus cohérentes, avec des attitudes favorables liées à un soutien accru dans toutes les mesures. Cette uniformité met en évidence le fait que les mêmes caractéristiques sociodémographiques et comportementales façonnent les points de vue des citoyens tant sur l'Union européenne que sur le Parlement européen, ce qui met en évidence une structure cohérente et systématique qui sous-tend les perceptions publiques de l'Union et de ses institutions.

QA3 D'une manière générale, pensez-vous que l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'UE est...? (% - UE)				
	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Ni une bonne ni une mauvaise chose	Je ne sais pas
UE-27	62	11	26	1
Genre				
Homme	62	13	24	1
Femme	62	10	27	1
Âge				
15-24	74	6	19	1
25-39	65	10	24	1
40-54	61	12	27	0
55+	58	13	28	1
Niveau d'éducation				
Faible niveau d'éducation (CITE 0-2)	53	15	31	1
Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)	60	12	28	0
Niveau d'éducation élevé (CITE 5-8)	76	7	17	0
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	60	13	27	0
Gestionnaires	76	6	18	0
Autres colliers blancs	66	8	25	1
Travailleurs manuels	55	14	30	1
Personnes à domicile	48	18	33	1
Chômeurs	57	18	24	1
Retraité	58	13	28	1
Étudiants	78	4	17	1
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	50	20	28	2
De temps en temps	51	15	33	1
Presque jamais / Jamais	68	9	23	0
Urbanisation subjective				
Zone rurale ou village	60	14	25	1
Petite ou moyenne ville	60	11	28	1
Grande ville	69	8	22	1
Utilisation des plateformes en ligne au cours des 7 derniers jours				
Total 'A utilisé des plateformes en ligne au cours de la semaine écoulée	64	11	25	0
néant	49	16	33	2
Image de l'UE				
Positif	90	2	8	0
Neutre	45	7	47	1
Négatif	18	45	36	1

CONCLUSION

CONCLUSION

L'Eurobaromètre de l'automne 2025 reflète un public européen naviguant dans une période marquée par des tensions géopolitiques et des incertitudes quant à l'avenir. Les citoyens font preuve d'un fort optimisme quant à leur propre avenir et à celui de leur famille, mais cette confiance s'affaiblit lorsqu'ils se tournent vers les perspectives de leur pays, de l'Union européenne et, en particulier, du monde. Le pessimisme sur les développements mondiaux est maintenant répandu, façonné par les conflits en cours et un contexte international généralement instable.

Les préoccupations liées à la sécurité et à la sûreté sont élevées dans tous les sujets testés. Les conflits à proximité de l'UE, le terrorisme, les cyberattaques, les catastrophes naturelles liées au changement climatique et les flux migratoires incontrôlés suscitent de vives inquiétudes.

Parallèlement, les risques liés à la communication tels que la désinformation, les discours de haine, les faux contenus générés par l'IA, la protection insuffisante des données et les menaces pour la liberté d'expression sont également largement considérés comme préoccupants.

Dans ce contexte, les citoyens attendent beaucoup de la capacité de réaction de l'Union européenne. Les deux tiers estiment que le rôle de l'UE dans la protection des citoyens contre les crises mondiales devrait augmenter, et de grandes majorités soutiennent une plus grande unité entre les États membres et une voix européenne plus forte sur la scène internationale. La défense et la sécurité sont les domaines les plus fréquemment considérés comme essentiels pour renforcer la position de l'UE dans le monde, suivis de la compétitivité et de l'industrie, ainsi que de l'indépendance énergétique.

En ce qui concerne les priorités des citoyens, les questions économiques sont au premier plan de leurs attentes. L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont une fois de plus la priorité absolue à laquelle les Européens veulent que le Parlement européen s'attaque. L'économie et la création d'emplois suivent de près, et la santé publique gagne également en importance. Alors que la plupart des répondants s'attendent à ce que leur niveau de vie reste stable au cours des cinq prochaines années, une minorité importante prévoit une baisse, en particulier dans les pays où l'incertitude économique est plus aiguë. Les citoyens réaffirment également l'importance des valeurs fondamentales. La paix apparaît comme la valeur qu'ils souhaitent le plus que le Parlement européen défende, reflétant le climat géopolitique actuel. La démocratie, les droits de l'homme, la liberté d'expression et l'état de droit restent également des attentes centrales. La satisfaction à l'égard de la démocratie, tant au niveau national qu'au sein de l'UE, continue de dépasser le seuil de la majorité, bien qu'elle ait légèrement diminué depuis le printemps 2025.

Les attitudes à l'égard de l'UE et de ses institutions restent globalement positives malgré de faibles baisses. Une majorité relative a une image favorable de l'Union européenne et du Parlement européen. Le soutien à l'adhésion à l'UE reste fort, plus de six Européens sur dix estimant qu'il s'agit d'une bonne chose pour leur pays, et une majorité de citoyens continuent de privilégier un rôle plus important pour le Parlement européen.

Dans l'ensemble, l'Eurobaromètre de l'automne 2025 dépeint une Union européenne confrontée à d'importantes tensions et à d'importants défis mondiaux. Dans ce contexte, les citoyens s'inquiètent de l'avenir et attendent de l'UE qu'elle joue un rôle plus important.

Commentaires

(Pierre Dieumegard)

«Les citoyens veulent que l'Union européenne agisse avec unité et ambition. 89 % des répondants affirment que les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels et 86 % souhaitent que l'UE ait une voix plus forte au niveau international»(clé 1 de la question QA7).

Oui, mais ce ne sont que des souhaits. Si nous demandons «Voulez-vous que tous les pays du monde prennent des mesures communes contre la pollution?», la réponse sera également oui. Si nous demandons aux Français «Voulez-vous que vos députés s'accordent sur un budget pour le pays?», la réponse sera également oui.

Voici le tableau de la question QA7 (voir également page 80):

QA7 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? (UE-27) (%)

Les États membres de l'UE devraient être plus unis pour faire face aux défis mondiaux actuels



L'Union européenne devrait avoir une voix plus forte au niveau international



L'Union européenne a besoin de davantage de moyens pour faire face aux défis mondiaux actuels



Total «
d'accord »
nov. 2025

Total
'Désaccord'

Je ne sais
pas

L'approbation de la troisième proposition est beaucoup plus faible (= il y a deux fois plus de personnes en désaccord).

En effet, la troisième phrase «L'Union européenne a besoin de plus de moyens» est plus contraignante: Si nous donnons plus de ressources à l'Union européenne, cela signifie que nous enlevons des ressources à d'autres structures. Qui sera sacrifié dans ce cas?

La troisième proposition implique des choix, des discussions difficiles; pour ces discussions, nous avons besoin d'un langage simple et précis: L'espéranto.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 6 et le 30 novembre 2025, Verian Belgium a réalisé la vague 104.2 de l'enquête Eurobaromètre. La vague 104.2 couvre la population des nationalités respectives des États membres de l'Union européenne, résidant dans chacun des 27 États membres et âgée de 15 ans et plus.

Le plan d'échantillonnage de base appliqué dans tous les pays est un plan stratifié en plusieurs étapes, aléatoire (probabilité). Dans chaque pays, la base d'échantillonnage est d'abord stratifiée par régions NUTS et à l'intérieur de chaque région par une mesure de l'urbanité (DEGURBA). Le nombre de points d'échantillonnage sélectionnés dans chaque strate reflète la population de la strate 15+. Au deuxième stade, les points d'échantillonnage ont été établis avec une probabilité proportionnelle à la taille de leur population de 0+ à l'intérieur de chaque strate. Les échantillons représentent donc l'ensemble du territoire des pays étudiés selon le niveau NUTS II d'EUROSTAT (ou l'équivalent) et selon la répartition de la population résidente des nationalités respectives en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.²⁶

Dans chacun des points d'échantillonnage sélectionnés, une coordonnée de départ a été tirée au hasard et un outil de géocodage inversé a été utilisé pour identifier l'adresse la plus proche de la coordonnée. Cette adresse était l'adresse de départ de la marche aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont été sélectionnées par des procédures standard de "route aléatoire", à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré au sort. L'approche de la sélection aléatoire était conditionnelle à la taille du ménage. À titre d'exemple, pour les ménages comptant deux membres de 15 ans et plus, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (personne répondant au questionnaire de l'évaluateur) ou l'autre membre admissible du ménage. Pour les ménages comptant trois membres de 15 ans et plus, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (1/3 du temps) ou les deux autres membres admissibles du ménage (2/3 du temps). Lorsque les deux autres membres ont été sélectionnés, l'intervieweur a ensuite été invité à demander le plus jeune ou le plus âgé. Le script assignerait aléatoirement la sélection au plus jeune ou au plus âgé avec une probabilité égale. Ce processus se poursuit pour quatre membres du ménage de plus de 15 ans, qui demandent au hasard les plus jeunes, les 2e plus jeunes et les plus âgés. Pour les ménages avec cinq membres de 15 ans et plus, nous revenons à la règle du dernier anniversaire.

Si aucun contact n'a été établi avec une personne du ménage, ou si le répondant sélectionné n'était pas disponible (occupé), l'intervieweur a revu le même ménage jusqu'à trois fois de plus (quatre tentatives de contact au total). Les intervieweurs n'indiquent jamais que l'enquête est réalisée au préalable pour le compte de la Commission européenne; ils peuvent fournir ces informations une fois l'enquête terminée, sur demande.

26 Classification urbaine rurale fondée sur DEGURBA (https://ec.europa.eu/eurostat/web/degré_d'urbanisation/arrière-plan)

La phase de recrutement a été légèrement différente aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède. Dans les deux derniers pays, un échantillon d'adresses à l'intérieur de chaque point d'échantillonnage a été sélectionné à partir du registre des adresses ou de la population (en Finlande, la sélection ne se fait pas dans tous les points d'échantillonnage, mais dans certains cas où les taux de réponse devraient s'améliorer). La sélection des adresses a été faite de manière aléatoire. Les ménages ont ensuite été contactés par téléphone et recrutés pour participer à l'enquête. Aux Pays-Bas, un échantillon RDD à double cadre (numéros mobiles et fixes) est utilisé car il n'existe pas de registre complet de la population avec des numéros de téléphone disponibles. La sélection des nombres sur les deux images se fait de manière aléatoire avec chaque nombre obtenant une probabilité égale de sélection. Contrairement à la Suède et à la Finlande, l'échantillon n'est pas groupé.

	COUNTRIES	INSTITUTES	N° INTERVIEWS	FIELDWORK DATES		POPULATION 15+	PROPORTION EU27
BE	Belgium	MCM Belgium	1,021	06-11-2025	24-11-2025	9,892,796	2.6%
BG	Bulgaria	Kantar TNS BBSS	1,046	06-11-2025	26-11-2025	5,534,456	1.4%
CZ	Czechia	STEM/MARK	1,064	06-11-2025	24-11-2025	9,172,797	2.4%
DK	Denmark	Mantle Denmark (Verian)	1,016	06-11-2025	30-11-2025	5,022,981	1.3%
DE	Germany	Mantle Germany (Verian)	1,527	07-11-2025	26-11-2025	71,818,299	18.7%
EE	Estonia	B&B Research OÜ	1,006	06-11-2025	26-11-2025	1,154,359	0.3%
IE	Ireland	B and A Research	1,006	06-11-2025	30-11-2025	4,338,938	1.1%
EL	Greece	Kantar Greece	1,007	06-11-2025	23-11-2025	9,041,201	2.4%
ES	Spain	Mantle Spain (Verian)	1,011	06-11-2025	25-11-2025	42,189,318	11.0%
FR	France	MCM France	1,004	06-11-2025	26-11-2025	56,855,864	14.8%
HR	Croatia	Hendal	1,003	08-11-2025	25-11-2025	3,319,752	0.9%
IT	Italy	Testpoint Italia	1,031	06-11-2025	28-11-2025	51,784,963	13.5%
CY	Rep. of Cyprus	CYMAR Market Research	501	06-11-2025	27-11-2025	818,909	0.2%
LV	Latvia	Kantar TNS Latvia	1,004	06-11-2025	27-11-2025	1,579,066	0.4%
LT	Lithuania	Norstat LT	1,023	06-11-2025	24-11-2025	2,467,008	0.6%
LU	Luxembourg	ILRES	508	06-11-2025	28-11-2025	566,303	0.1%
HU	Hungary	Kantar Hoffmann	1,026	07-11-2025	24-11-2025	8,199,448	2.1%
MT	Malta	MISCO International	502	06-11-2025	24-11-2025	493,961	0.1%
NL	Netherlands	MCM Netherlands	1,010	06-11-2025	25-11-2025	15,228,902	4.0%
AT	Austria	Das Österreichische Gallup Ins.	1,003	08-11-2025	25-11-2025	7,842,929	2.0%
PL	Poland	Research Collective	1,016	07-11-2025	26-11-2025	31,082,980	8.1%
PT	Portugal	Intercampus SA	1,037	07-11-2025	26-11-2025	9,275,958	2.4%
RO	Romania	CSOP SRL	1,041	06-11-2025	26-11-2025	16,034,437	4.2%
SI	Slovenia	Mediana DOO	1,005	06-11-2025	24-11-2025	1,811,104	0.5%
SK	Slovakia	MNFORCE	1,003	06-11-2025	24-11-2025	4,557,290	1.2%
FI	Finland	Taloustutkimus Oy	1,001	06-11-2025	27-11-2025	4,771,619	1.2%
SE	Sweden	Mantle Sweden (Verian)	1,031	06-11-2025	26-11-2025	8,748,126	2.3%
TOTAL EU27			26,453	06-11-2025	30-11-2025	383,603,764	100%

* It should be noted that the total percentage shown in this table may exceed 100% due to rounding.

Mode d'entretien par pays

Les entrevues ont été menées par le biais d'entrevues en personne, soit physiquement chez les gens, soit par interaction vidéo à distance dans la langue nationale appropriée. Les entretiens avec interaction vidéo à distance («en ligne en face à face» ou CAVI, Computer Assisted Video Interviewing, n'ont été menés qu'en République de Chypre, au Danemark, à Malte, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède).

COUNTRIES		N° OF CAPI INTERVIEWS	N° OF CAVI INTERVIEWS	TOTAL N° INTERVIEWS
BE	Belgium	1,021		1,021
BG	Bulgaria	1,046		1,046
CZ	Czechia	1,064		1,064
DK	Denmark	703	313	1,016
DE	Germany	1,527		1,527
EE	Estonia	1,006		1,006
IE	Ireland	1,006		1,006
EL	Greece	1,007		1,007
ES	Spain	1,011		1,011
FR	France	1,004		1,004
HR	Croatia	1,003		1,003
IT	Italy	1,031		1,031
CY	Rep. Of Cyprus	441	60	501
LV	Latvia	1,004		1,004
LT	Lithuania	1,023		1,023
LU	Luxembourg	508		508
HU	Hungary	1,026		1,026
MT	Malta	325	177	502
NL	Netherlands	824	186	1,010
AT	Austria	1,003		1,003
PL	Poland	1,016		1,016
PT	Portugal	1,037		1,037
RO	Romania	1,041		1,041
SI	Slovenia	1,005		1,005
SK	Slovakia	1,003		1,003
FI	Finland	703	298	1,001
SE	Sweden	711	320	1,031
TOTAL EU27		25,099	1,354	26,453

CAPI : Computer-Assisted Personal interviewing

CAVI : Computer-Assisted Video interviewing

Marges d'erreur

Il est rappelé aux lecteurs que les résultats de l'enquête sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Avec des échantillons d'environ 1 000 entrevues, les pourcentages réels varient dans les limites de confiance suivantes:

Marges statistiques dues aux tolérances d'échantillonnage

(à un niveau de confiance de 95 %)

Différentes tailles d'échantillons sont en rangées

divers résultats observés sont en colonnes

	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	

Dans un contexte mondial en mutation rapide et difficile, les citoyens souhaitent que l'Union européenne agisse avec unité et ambition. La défense, la sécurité et l'économie sont des priorités essentielles pour renforcer l'UE tant au niveau national qu'international. Les Européens sont particulièrement préoccupés par les questions de sécurité, telles que les conflits et les guerres en cours, ainsi que par les questions sociétales et numériques, y compris la désinformation, la protection des données en ligne et les contenus trompeurs créés par l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, les citoyens européens souhaiteraient que l'UE joue un rôle plus important dans leur protection. L'adhésion à l'UE continue d'être considérée comme précieuse par une grande majorité d'Européens et l'image positive de l'UE reste élevée, même si elle a légèrement diminué au cours des derniers mois.

L'enquête, réalisée par l'agence de recherche Verian Belgium entre le 6 et le 30 novembre 2025 dans l'ensemble des 27 États membres de l'UE, a été menée en face à face, avec des entretiens vidéo (CAVI) utilisés en outre à Chypre, au Danemark, en Finlande, à Malte, aux Pays-Bas et en Suède. 26 453 entretiens ont été menés au total et les résultats de l'UE ont été pondérés en fonction de la taille de la population dans chaque pays.

Pour plus d'informations sur l'enquête complète, scannez le QR-code:



UNE PUBLICATION DE L'UNITÉ DE L'EUROBAROMÈTRE ET DES ENQUÊTES
DIRECTION DE L'EXTRÊCHE ?? DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION
PARLEMENT EUROPÉEN
DGCOMM-EBSU@EUROPARL.EUROPA.EU
EUROPA.EU/EUROBAROMETRE

NUMÉRO DE CATALOGUE: QA-01-26-015-FR-N

ISBN : 978-92-848-3394-8

ISSN : 2529-6973

DOI : 10.2861/5597640

© Union européenne, 2026